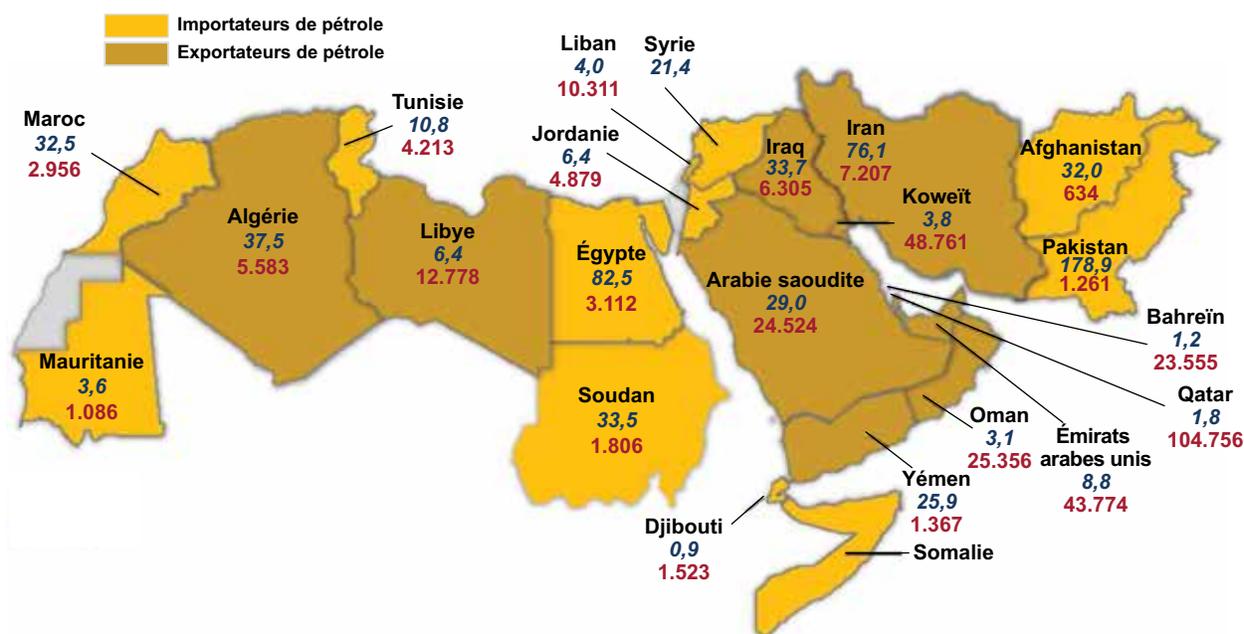


# Moyen-Orient, Afrique du Nord Afghanistan et Pakistan

Population, en millions d'habitants (2012)  
PIB par habitant, dollars (2012)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales*; Microsoft map land.

Note : Les noms des pays et leurs frontières telles qu'elles apparaissent sur cette carte ne reflètent pas nécessairement la position officielle du FMI.



## Région MOANAP : Principaux points

Les perspectives économiques à court terme pour la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan (MOANAP) se sont assombries. Les difficiles transitions politiques, les incertitudes régionales croissantes imputables à la guerre civile complexe en Syrie, de même que l'actualité égyptienne grèvent la confiance des pays importateurs de pétrole. Entretemps, les bouleversements de l'offre intérieure et la faible demande mondiale réduisent la production pétrolière, nonobstant les récentes pressions à la hausse sur les prix du pétrole causées par l'aggravation des risques géopolitiques. La croissance dans la région MOANAP devrait baisser de 2¼ % cette année (¾ de point de pourcentage de moins que nos projections de mai 2013). La croissance devrait reprendre en 2014 lorsque les conditions mondiales s'amélioreront et que la production pétrolière reprendra. Des risques baissiers substantiels pèsent sur ces perspectives et, ce qui est plus inquiétant, la croissance restera bien inférieure au niveau requis pour réduire le chômage élevé de la région et améliorer les niveaux de vie. Dans ce contexte, la région risque d'être piégée dans un cercle vicieux de stagnation économique et de troubles sociopolitiques persistants, ce qui rend d'autant plus urgentes les actions qui dopèrent la confiance, la croissance et l'emploi.

### Exportateurs de pétrole : risques accrus pour les recettes pétrolières et les situations budgétaires

Les bouleversements de la production intérieure de pétrole et la diminution de la demande mondiale devraient faire nettement reculer la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, à environ 2 % cette année, après plusieurs années de forte performance. Les nouvelles difficultés de production pétrolière en Irak et en Libye, la chute des exportations pétrolières en Iran en réponse à des sanctions plus sévères, de même qu'une baisse modeste de la production pétrolière en Arabie saoudite, qui reflète un marché pétrolier mondial encore très bien approvisionné, donneront lieu à une chute de la production pétrolière régionale cette année, et ce pour la première fois depuis la crise mondiale. En revanche, l'économie non pétrolière continue de se développer à un rythme assuré dans la plupart des pays, appuyée par le niveau élevé des dépenses publiques et par une relance progressive de la croissance du crédit au secteur privé. Une reprise de la production pétrolière de même qu'un nouveau renforcement de l'économie non pétrolière permettront vraisemblablement de promouvoir la croissance économique en 2014.

Un excédent budgétaire agrégé important de plus de 4¼ % du PIB cache des vulnérabilités sous-jacentes. La moitié des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ne sont pas en mesure d'équilibrer leur budget et ne disposent que d'une protection limitée contre les chocs. La plupart des pays n'épargnent pas suffisamment pour pouvoir pérenniser les dépenses pour les générations futures, une fois que les réserves d'hydrocarbures seront épuisées. Certains pays ont commencé à mettre fin aux plans de relance budgétaire cette année; pour autant, en l'absence de tout nouvel ajustement, les gouvernements de la région commenceront à dépenser leur épargne à compter de 2016. Les soldes extérieurs sont aussi en baisse à cause de la baisse de la production pétrolière, de l'augmentation de la consommation intérieure et de l'insuffisance de l'épargne budgétaire.

Pour le CCG, ces risques sont globalement équilibrés, et pour les pays hors CCG, ils sont orientés à la baisse. Sur le plan positif, les incertitudes géopolitiques croissantes pourraient faire grimper davantage les prix du pétrole. De nouveaux bouleversements de l'offre, causés par une sécurité intérieure affaiblie ou un environnement extérieur difficile, sont susceptibles de réduire la production pétrolière dans certains pays, notamment en dehors du CCG, tout en favorisant la croissance chez les fournisseurs de pétrole dont la capacité est réduite (essentiellement au sein du CCG) puisqu'ils comblent les écarts. Sur le plan négatif, le ralentissement de la demande mondiale de pétrole, causé par exemple par une baisse marquée de la croissance dans les marchés émergents ou par l'offre croissante de sources non conventionnelles, pourrait faire baisser les prix du pétrole et/ou inciter les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), notamment dans le CCG, à réduire l'offre.

Le pétrole mis à part, l'éventualité d'une croissance du secteur privé hors pétrole plus atone, un chômage et une inégalité plus élevés sont les principaux risques baissiers pour tous les pays exportateurs de la région si les efforts des gouvernements destinés à la diversification ne portent pas leurs fruits.

Dans ce contexte, les politiques devraient mettre l'accent sur le renforcement des positions budgétaires et le lancement de réformes structurelles afin de doper la croissance du secteur privé, la diversification et la création d'emplois. Les exportateurs de pétrole doivent rééquilibrer leur budget afin d'assurer la viabilité des finances publiques tout en limitant l'impact sur la croissance et en favorisant l'équité. Les réformes structurelles devraient inclure l'amélioration du climat des affaires et de la compétitivité, notamment dans les pays hors CCG; des mesures pour appuyer la diversification; la promotion du crédit aux petites et moyennes entreprises et l'amélioration des incitations à l'emploi des ressortissants et de la population active féminine dans le secteur privé.

## Importateurs de pétrole : dynamiques politiques complexes et défis sécuritaires

La reprise économique dans les pays importateurs de la région MOANAP a subi de nouveaux revers. L'intensification des préoccupations relatives à la sécurité, les incertitudes politiques accrues et les retards de la réforme continuent de compromettre la confiance et empêchent une reprise des investissements et de l'activité économique dans de nombreux pays. La guerre civile dévastatrice en Syrie et les événements récents en Égypte ont fait naître des inquiétudes sur les retombées régionales, ce qui complique davantage la gestion économique. Même si des signes d'amélioration apparaissent dans le tourisme, les exportations et les investissements directs étrangers (IDE) dans certains pays, la reprise économique dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP reste atone avec une croissance d'environ 3 % en 2013–14, ce qui est nettement inférieur au taux de croissance nécessaire pour réduire le chômage persistant et améliorer les niveaux de vie.

Des facteurs intérieurs et régionaux sont les principales sources des risques baissiers. Une amélioration insuffisante des conditions économiques risque d'aggraver les tensions sociopolitiques et de causer de nouvelles déconvenues dans nombre de pays en transition, ce qui ralentirait d'autant plus la reprise économique, débouchant éventuellement sur un cercle vicieux. En outre, une détérioration de la situation en Égypte compromettrait davantage la confiance et les perspectives de reprise. Une nouvelle escalade du conflit en Syrie intensifierait les pressions sur les pays voisins (Iraq, Jordanie, Liban), car ces pays accueilleront des flux croissants de réfugiés. Dans un scénario plausible, sous réserve que les risques intérieurs et régionaux se concrétisent en partie, la croissance pourrait chuter à 1¼ % l'année prochaine, quoiqu'un choc plus grave ou plusieurs chocs extérieurs et intérieurs conjugués puissent mettre la croissance au point mort et faire nettement augmenter le chômage. Qui plus est, les tensions géopolitiques pourraient se traduire par une envolée des prix du pétrole qui, si elle était soutenue, nuirait à la croissance et creuserait les déficits budgétaires et extérieurs (bien que pour quelques pays du Mashreq, les effets seraient atténués du fait des liens solides avec le CCG). Un affaiblissement de l'environnement extérieur, par exemple, une croissance inférieure aux prévisions dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et/ou dans les pays du CCG, ou une période prolongée de ralentissement de la croissance européenne, aurait des conséquences pour le tourisme, les échanges, les envois de fonds et les flux de capitaux.

Les faibles marges de manœuvre extérieures et budgétaires des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP les rendent très vulnérables aux chocs. Les réserves de change s'épuisent et les déficits des comptes courants restent sérieux dans de nombreux pays. Le niveau d'endettement public élevé ou croissant est préoccupant; il trouve son origine dans de profonds déficits budgétaires persistants qui sont le résultat des fortes pressions que fait naître le chômage élevé en faveur de subventions et autres dépenses sociales. Même lorsque les pays sont conscients de la nécessité du rééquilibrage des finances publiques, les déficits budgétaires continuent

d'augmenter dans la plupart d'entre eux et les plans d'assainissement budgétaire à moyen terme ne sont pas toujours clairs.

Dans cet environnement caractérisé par la nette aggravation des risques qu'engendrent les incertitudes politiques et les tensions régionales croissantes, les objectifs sont triples : 1) promouvoir l'activité économique et créer des emplois pour aider à soutenir les transitions sociopolitiques; 2) faire progresser l'assainissement des finances publiques afin de rétablir la viabilité de la dette et de reconstituer les marges de manœuvre qui protègent l'économie des chocs imprévus et 3) lancer sans retard des réformes structurelles qui amélioreront le climat des affaires et la gouvernance et promouvoir l'équité :

- 1) *Créer des emplois.* Le chômage élevé et croissant, qui sévit dans de nombreux pays dans un climat de grandes incertitudes politiques et de fragilité du tissu social, exige de mettre l'accent sur la promotion de la croissance économique et la création d'emplois. La lenteur de la reprise des investissements privés suggère que le gouvernement doit jouer un rôle clé pour doper l'activité économique à court terme. Compte tenu du peu de marge de manœuvre que permettent les déficits budgétaires de nombreux pays, il est nécessaire de réorienter les dépenses consacrées aux subventions généralisées vers des investissements publics qui favorisent la croissance, tout en améliorant la protection des groupes vulnérables grâce à une assistance sociale bien ciblée. Les partenaires extérieurs pourraient étayer cette priorité en offrant un financement supplémentaire pour les dépenses d'investissements publics et les services de base en faisant appel aux cadres de politique adéquats qui existent déjà.
- 2) *Rééquilibrage des finances publiques.* Compte tenu des plus vives inquiétudes que suscitent la viabilité de la dette et l'érosion des marges de manœuvre budgétaires et extérieures, la plupart des pays doivent commencer à assainir leurs situations budgétaires. Ceci étant, dans certains cas, il pourrait être possible d'introduire progressivement l'ajustement budgétaire afin de limiter son impact sur l'activité économique à court terme. La faisabilité de cette progression dépendra d'une stratégie crédible d'assainissement des finances publiques à moyen terme afin d'assurer que les investisseurs intérieurs et extérieurs sont toujours prêts à offrir un financement adéquat. Une souplesse accrue du taux de change peut être envisagée pour appuyer l'assainissement des finances publiques, car elle peut contribuer à amortir l'impact à court terme du rééquilibrage budgétaire sur la croissance et aider à reconstituer les réserves internationales.
- 3) *Réformes structurelles.* Un ambitieux programme de réformes structurelles est essentiel pour doper l'activité du secteur privé et encourager une économie plus dynamique, compétitive et solidaire. Les réformes doivent insister sur une myriade de domaines, notamment l'amélioration de la réglementation et de la gouvernance des entreprises, l'élargissement de l'accès des entreprises et des consommateurs au financement, des politiques du marché du travail qui appuient la création d'emplois et les opportunités d'emploi, tout en protégeant les plus vulnérables par une assistance sociale bien ciblée. Les premières étapes dans ce domaine peuvent témoigner de la résolution des gouvernements à procéder à des réformes et à améliorer la confiance.

Le besoin d'améliorer la situation économique et les niveaux de vie de la région est énorme, mais le potentiel économique et humain l'est aussi. La lenteur de la reprise économique et la progression du chômage montrent à quel point il est urgent de procéder à des réformes. Il est essentiel de progresser rapidement sur les trois fronts prioritaires — avec l'appui de la communauté internationale sous la forme d'un financement accru, d'un meilleur accès aux marchés et d'une assistance technique — pour commencer à recueillir les dividendes des récentes transitions économiques et politiques attendus de longue date.

**Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–14***(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne						Projections	
	2000–07	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>MOANAP<sup>1</sup></b>								
PIB réel (croissance annuelle)	5,7	5,0	2,8	5,2	3,9	4,6	2,3	3,6
Solde transactions courantes	9,3	12,9	1,7	6,5	13,3	12,1	9,4	8,6
Solde budgétaire global	3,4	6,6	-2,8	-0,3	2,3	1,5	-0,4	-0,6
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,5	13,2	7,1	6,9	9,9	11,2	12,8	10,4
<b>Exportateurs de pétrole de la région MOANAP</b>								
PIB réel (croissance annuelle)	6,1	4,7	2,3	5,9	4,6	5,4	1,9	4,0
Solde transactions courantes	13,4	18,4	4,3	10,1	18,6	17,4	13,9	12,4
Solde budgétaire global	7,8	13,0	-1,5	2,6	6,9	6,3	4,2	3,0
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	7,5	13,4	5,3	6,1	9,8	12,1	15,1	11,3
<b>Dont : Conseil de Coopération du Golfe</b>								
PIB réel (croissance annuelle)	5,9	7,8	0,9	6,4	7,7	5,2	3,7	4,1
Solde transactions courantes	15,3	21,1	6,6	12,4	23,7	24,4	21,3	19,8
Solde budgétaire global	12,0	24,0	-0,7	3,6	11,2	13,9	10,8	9,4
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	2,2	8,4	2,8	2,6	3,1	2,4	3,2	3,4
<b>Importateurs de pétrole de la région MOANAP</b>								
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	5,7	3,8	3,9	2,4	3,0	3,1	2,9
Solde transactions courantes	-0,8	-4,0	-4,6	-3,0	-3,5	-5,8	-4,8	-3,5
Solde budgétaire global	-4,6	-5,5	-5,1	-5,9	-7,0	-8,4	-9,7	-8,0
Inflation, p.a. (croissance ann.)	4,9	12,9	10,4	8,6	9,9	9,4	8,3	8,7
<b>MOAN<sup>1</sup></b>								
PIB réel (croissance annuelle)	5,8	5,0	3,0	5,5	3,9	4,6	2,1	3,8
Solde transactions courantes	10,2	14,4	2,3	7,2	14,3	13,2	10,3	9,3
Solde budgétaire global	4,3	8,4	-2,5	0,4	3,5	2,8	0,6	0,0
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,6	13,5	5,8	6,6	9,4	11,2	13,6	10,8
<b>Importateurs de pétrole de la région MOAN</b>								
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	6,1	4,9	4,3	1,6	2,0	2,8	3,1
Solde transactions courantes	-1,2	-2,6	-4,4	-3,4	-5,1	-7,7	-6,7	-4,9
Solde budgétaire global	-5,4	-4,7	-5,3	-6,0	-7,2	-8,7	-10,7	-9,6
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	4,5	13,6	7,3	8,0	7,9	8,6	9,0	9,2
<b>Pays arabes en transition (hors Libye)</b>								
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	6,3	4,5	4,7	1,1	2,5	2,9	3,2
Solde transactions courantes	0,8	-2,5	-3,7	-3,1	-5,0	-5,8	-4,7	-3,4
Solde budgétaire global	-5,4	-5,2	-5,8	-6,2	-7,9	-9,1	-11,2	-10,1
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	5,0	14,0	7,7	8,4	7,9	6,3	7,2	8,1

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les données se rapportent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin), excepté dans le cas de l'inflation.

<sup>1</sup> Les données de 2011–14 excluent la République arabe syrienne.

MOANAP: 1) Exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen. 2) Importateurs de pétrole : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie. MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan. 3) Pays arabes en transition (à l'exclusion de la Libye) : Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen.

# 1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : risques accrus pour les recettes pétrolières et les situations budgétaires

Après avoir connu plusieurs années de croissance soutenue, les pays exportateurs de pétrole<sup>1</sup> de la région MOANAP devraient voir leur croissance diminuer cette année sous l'effet d'un fléchissement de la demande mondiale et des ruptures d'approvisionnement. Ces facteurs devraient s'atténuer en 2014 et l'activité économique devrait retrouver, de ce fait, les niveaux atteints il y a peu, mais, la région épargnant une part insuffisante de sa manne pétrolière, ses politiques actuelles la conduiront à accumuler un déficit budgétaire global dès 2016. Ceci, joint aux risques non négligeables qui pèsent sur les recettes pétrolières, souligne la nécessité pour les pays de la région de constituer des marges d'absorption budgétaires et extérieures ou de renforcer celles qui existent. Les perspectives économiques à moyen terme dépendront de l'aptitude des exportateurs de pétrole à diversifier leurs activités économiques et à créer des emplois dans le secteur privé non pétrolier pour leurs populations en expansion rapide.

## Des perspectives de croissance tributaires de la volatilité de la production pétrolière

Le fléchissement de la production pétrolière ralentira la croissance économique dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en 2013, mais de façon temporaire d'après les prévisions. Le taux de croissance devrait tomber aux alentours de 2 %, soit moins de la moitié des niveaux atteints au cours des dernières années. L'activité économique hors pétrole continue toutefois de croître fortement dans la plupart des pays grâce au niveau élevé des dépenses publiques et à une reprise progressive de l'expansion du crédit privé. La croissance devrait rebondir à 4 % en 2013 sous l'effet d'un redressement de la production pétrolière, malgré une légère baisse attendue des cours du pétrole (graphique 1.1).

- Le PIB pétrolier devrait diminuer d'environ 1 % en 2013. Les progrès réalisés par la Libye vers un retour à ses niveaux de production pétrolière d'avant la guerre civile ont été neutralisés par les mouvements de grèves et la dégradation de la sécurité; les exportations de pétrole de l'Iran ont continué de diminuer du fait du durcissement des sanctions; et l'expansion régulière des

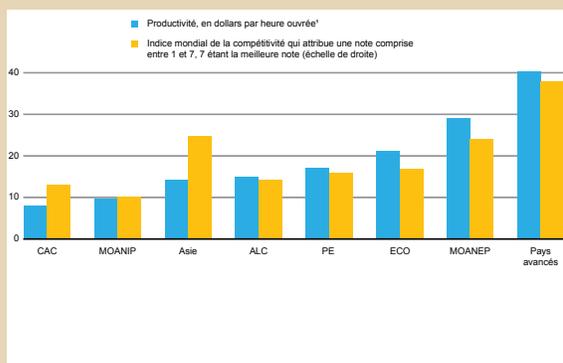
Rédigé par Alberto Behar avec l'aide des équipes chargées des pays, ainsi que de Jaime Espinosa-Bowen et de Paul Zimand pour la recherche.

<sup>1</sup>Sauf indication contraire, «pétrole» se rapporte aux liquides et aux gaz.

Graphique 1.1

### La production de pétrole brut, moteur de la reprise en 2014

(Exportateurs de pétrole de la région MOANAP : PIB et production pétrolière, pourcentage de variation)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

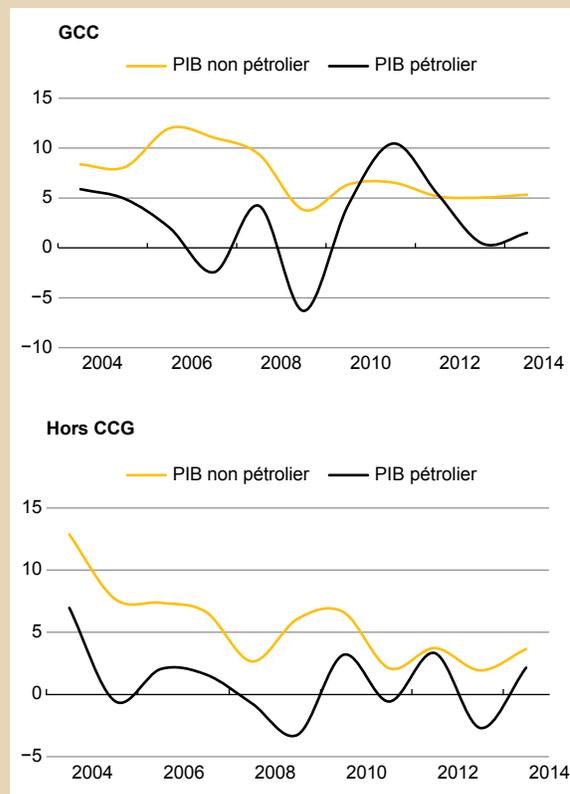
capacités en Iraq a été ralentie par la violence et les travaux d'infrastructure prévus pour les exportations. La production pétrolière de l'Arabie saoudite doit aussi légèrement diminuer sur l'année, d'après les projections, en raison du rôle stabilisateur que le pays a continué de jouer sur le marché pétrolier mondial en réduisant sa production à la fin de 2012 et au début de 2013 devant le ralentissement de la demande mondiale et l'augmentation de l'offre hors OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), puis en augmentant son offre plus tard dans l'année pour compenser les ruptures d'approvisionnement observées dans d'autres parties de la région.

- La production régionale d'hydrocarbures devrait augmenter de 1<sup>3</sup>/<sub>4</sub> % l'année prochaine, selon les projections. Les niveaux élevés de production observés au second semestre de 2013 seront probablement maintenus en Arabie saoudite et dans d'autres pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La production pétrolière devrait recommencer à augmenter progressivement en Libye, encore qu'il est probable qu'elle ne retrouve pas ses niveaux antérieurs à la guerre civile avant longtemps. En dehors du CCG, les exportations de l'Iran devraient continuer de diminuer alors que l'expansion des capacités devrait s'accélérer en Iraq. Des incertitudes non négligeables entourent toutefois ces projections, comme on le verra plus loin.
- Premier contributeur à la croissance économique et à l'emploi, le secteur non pétrolier devrait continuer de croître à des taux voisins de 4<sup>1</sup>/<sub>2</sub> % en 2014 sous l'effet d'une augmentation solide, mais moins rapide, des dépenses publiques d'équipement (graphique 1.2). Les services publics et les services qui leur sont liés sont les segments de l'économie hors pétrole qui ont crû le plus vite. Le taux de croissance du PIB hors pétrole est légèrement inférieur au taux de 5 % projeté pour les marchés émergents et les pays en développement en 2014, et bien en deçà des chiffres enregistrés pendant la dernière décennie. Dans les secteurs des services et du commerce de détail, la croissance est tirée par la stabilité des dépenses de consommation qui sont elles-mêmes soutenues par le niveau élevé de l'emploi et des traitements dans la fonction publique. Les crédits privés se sont accélérés (graphique 1.3), mais à partir d'un faible niveau dans certains pays, et ils devraient contribuer de plus en plus à soutenir l'activité économique hors pétrole, au fur et à mesure que certains gouvernements retirent progressivement leurs mesures de relance.

L'inflation reste modérée dans la plupart des pays, les tensions inflationnistes demeurant faibles au niveau mondial. Les prix du blé et des autres produits alimentaires négociés sur les marchés internationaux sont en train de baisser suite aux bonnes récoltes enregistrées cette année dans beaucoup de pays producteurs de produits de base agricoles. D'une manière plus générale, l'inflation

Graphique 1.2

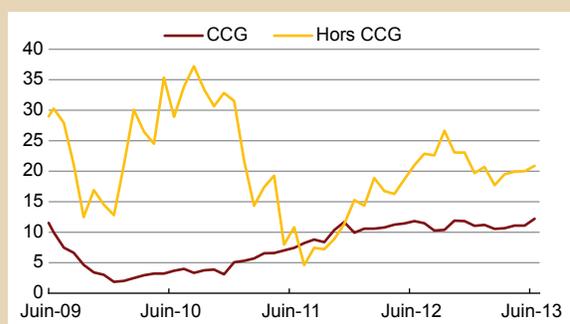
**Le PIB pétrolier marque une pause en 2013; le PIB non pétrolier ralentit, mais reste stable**  
(Croissance du PIB réel pétrolier et non pétrolier, en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

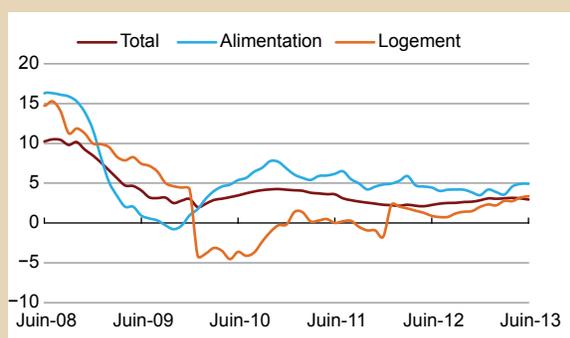
Graphique 1.3

**Le crédit au secteur privé s'accélère**  
(Pourcentage de variation annuelle)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 1.4

**Inflation modérée dans les pays du CCG***(Indice des prix à la consommation, pourcentage de variation)*

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

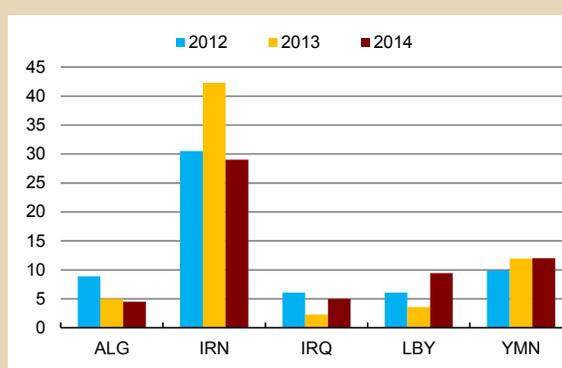
des prix à l'importation reste faible du fait de l'atonie de la croissance observée chez les partenaires commerciaux qui sont, pour la plupart, des pays avancés. Une augmentation des coûts du logement provoquera une progression de l'inflation d'un point environ dans certains pays du CCG en 2013–14; les taux d'inflation resteront toutefois faibles et se maintiendront aux alentours de 3¼ % en l'absence de tensions sous-jacentes liées à d'éventuelles nouvelles contraintes de l'offre (graphique 1.4). L'inflation restera plus forte dans les pays non membres que dans les pays membres du CCG du fait principalement d'une forte dépréciation des taux de change et d'une aggravation des pénuries en Iran (graphique 1.5), le plus grand pays de ce sous-groupe.

## L'importance du risque de réduction des recettes pétrolières

Sur fond de fortes incertitudes liées à l'évolution des cours du pétrole (annexe 1), les risques sont plus ou moins équilibrés pour les pays du CCG, mais les risques sont plutôt baissiers pour les autres pays.

- S'agissant des aléas haussiers, l'intensification des tensions géopolitiques pourrait faire monter les cours du pétrole et inciter les pays producteurs de l'OPEP qui disposent de capacités inutilisées à augmenter leur production. L'envolée des cours serait probablement passagère, sauf si le conflit s'étendait à d'autres pays de la région

Graphique 1.5

**L'inflation reste élevée en Iran***(Indice des prix à la consommation, pourcentage de variation)*

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

et perturbait la production et le transport du pétrole au niveau régional. De même, de nouvelles perturbations éventuelles de l'offre, surtout dans certains pays non membres du CCG pour lesquels elles constitueraient un risque baissier important, auraient tendance à faire monter les cours du pétrole au profit, donc, des autres pays exportateurs de la région.

- S'agissant des aléas baissiers, le principal risque réside dans la possibilité d'une surabondance de l'offre sur le marché pétrolier mondial. Malgré les tensions provoquées par les interruptions inopinées de la production et l'intensification des risques géopolitiques pendant l'été 2013, la conjonction d'une faiblesse de la croissance de la demande mondiale de pétrole et d'un fort accroissement de l'offre provenant de sources non conventionnelles dans les pays extérieurs à l'OPEP pourrait réduire la demande de pétrole des pays de l'OPEP d'environ un demi million de barils par jour d'ici 2016 (annexe 1). La capacité de l'OPEP devrait pourtant augmenter dans le même temps de quelque 2 millions de barils par jour et cette augmentation devrait provenir aux trois quarts de la région MOANAP. Les projections de référence concernant les recettes pétrolières, qui tiennent compte de la planification actuelle des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, risquent de se révéler optimistes, car une surabondance de l'offre sur le marché pétrolier mondial pourrait inciter certains pays

de l'OPEP — l'Arabie saoudite notamment — à réduire leur production pour empêcher une baisse des cours. Si les prévisions relatives aux sources non conventionnelles continuent d'être revues en hausse ou si la croissance est décevante dans les pays émergents (annexe 2), de nouvelles pressions à la baisse risquent de s'exercer sur les prix du pétrole et sa production. Même si elles devaient persister, les perturbations affectant la production n'élimineraient pas l'excédent structurel de l'offre sur le marché pétrolier mondial.

Un durcissement des conditions financières mondiales plus marqué que prévu n'aura probablement qu'un effet limité sur l'activité économique des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (annexe 2).

- Une accélération de la reprise aux États-Unis pourrait avancer la fin de l'assouplissement quantitatif, qui pourrait elle-même provoquer un durcissement des conditions financières mondiales plus important et plus durable que prévu. Il pourrait en résulter un surajustement des taux de change et des marchés financiers dans les pays émergents qui aurait un effet négatif sur leurs perspectives économiques. Il est difficile de prédire l'effet global que cela aurait sur la demande mondiale et, par conséquent, sur les cours du pétrole, mais des scénarios plausibles suggèrent qu'il sera probablement limité.
- Une légère hausse des coûts du financement externe n'aurait pas lieu d'inquiéter la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, car ils ont peu d'engagements financiers extérieurs, leurs besoins de financement sont limités et leurs secteurs financiers sains et ils disposent d'importants excédents pétroliers cumulés. Il existe toutefois des poches de vulnérabilité. Une hausse des taux d'intérêt augmenterait les coûts de financement des emprunts publics effectués sur les marchés internationaux dans le cas de Bahreïn, par exemple. À Dubaï, certaines entités liées à l'État pourraient aussi avoir à nouveau du mal à refinancer leur dette. Les bilans de sociétés d'investissement du Koweït, dont certaines accusent des pertes, seraient en outre affaiblis.
- Du fait des régimes de taux de change fixes dont se sont dotés la plupart des pays exportateurs

de pétrole de la région MOANAP, la hausse des taux d'intérêt mondiaux entraînerait une hausse des taux d'intérêt nationaux qui ralentirait l'investissement et la croissance dans le secteur non pétrolier. Ce dernier s'est toutefois remis du ralentissement qu'il a connu pendant la crise financière mondiale et il est maintenant moins tributaire de conditions monétaires extrêmement accommodantes.

À moyen terme, si les politiques nationales ne permettent ni de créer suffisamment d'emplois pour les populations en expansion rapide, ni de traiter les autres problèmes sociaux, la confiance dans les pays exportateurs pourrait s'en trouver amoindrie dans le contexte sociopolitique régional difficile. Cette perte de confiance pèserait sur l'activité économique dans le secteur privé non pétrolier. La plupart des gouvernements devraient être en mesure de compenser au moins partiellement ces effets en augmentant les dépenses publiques, au risque, toutefois, d'affaiblir encore les positions budgétaires.

## Espace budgétaire et équité intergénérationnelle

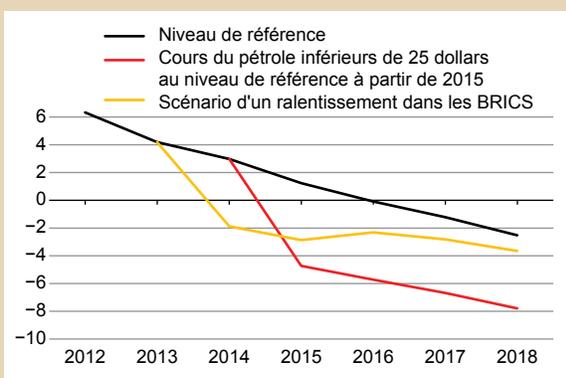
Les excédents budgétaires s'amenuisent dans la plupart des pays exportateurs de pétrole. Ceux des exportateurs de la région MOANAP devraient tomber à environ 4 % du PIB en 2013 (graphique 1.6). C'est le niveau auquel ils se situaient en 2003, quand le prix du baril de pétrole était inférieur de 70 dollars à celui d'aujourd'hui. La hausse des cours du pétrole observée depuis le milieu de la première décennie 2000, la crise financière mondiale, les tensions sociales internes et les tensions régionales ont incité les gouvernements des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP à accroître la masse salariale de la fonction publique (graphique 1.7) et les autres dépenses publiques, ce qui a rendu ces pays plus tributaires de prix élevés du pétrole pour financer leurs importantes dépenses budgétaires difficilement réversibles. La moitié des pays exportateurs de pétrole de la région, pour la plupart non membres du CCG, enregistrent déjà des déficits.

Les vulnérabilités budgétaires à une baisse durable de la production pétrolière et des cours du pétrole se sont accentuées. La volatilité de la production s'est accrue ces dix dernières années sous l'effet des perturbations de l'offre et des mesures prises pour

Graphique 1.6

### Des soldes budgétaires en repli, sensibles aux cours du pétrole

(Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : BRICS = Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

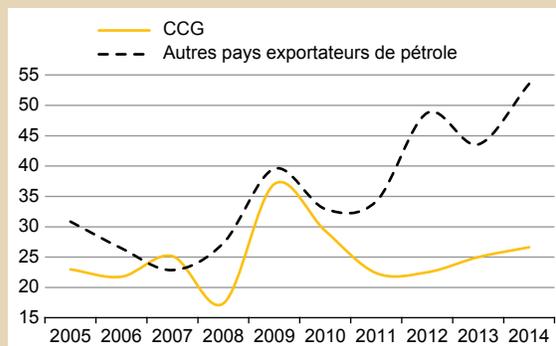
maintenir l'équilibre sur les marchés mondiaux du pétrole (graphique 1.8). Cette volatilité grandissante de la production implique davantage d'incertitude pour les recettes publiques et les soldes budgétaires. Par exemple, l'Iraq et la Libye devaient enregistrer des excédents budgétaires en 2013–14, mais les estimations de leur production pétrolière ayant été révisées à la baisse, il apparaît maintenant que leurs recettes pétrolières ne leur permettront pas d'avoir un budget en équilibre pendant ces deux années.

- Aux niveaux de production prévus, les cours du pétrole doivent désormais dépasser 90 dollars pour que la majorité des pays puissent équilibrer leur budget (graphique 1.9). S'ils restaient durablement inférieurs de 25 dollars au niveau de référence à partir du milieu de 2015 — situation qui a une chance sur neuf de se produire d'après les prix des options sur le pétrole (annexe 1) —, on observerait des déficits à partir de 2015 dans tous les pays, hormis le Koweït et les Émirats arabes unis, et un déficit global de 5 % du PIB dans les pays exportateurs de la région MOANAP en l'absence d'ajustement des politiques budgétaires. Même une baisse plus faible des cours du pétrole dans le cadre de scénarios plausibles envisageant un ralentissement de la croissance dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) aurait un effet sensible sur les cours du pétrole et les soldes budgétaires (annexe 2).

Graphique 1.7

### Les salaires et traitements du secteur public ont progressé plus vite que les recettes

(Pourcentage des recettes pétrolières budgétisées)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

- La plupart des pays du CCG auraient quand même la possibilité de mener une politique anticyclique face à une baisse temporaire ou modérée de leurs recettes pétrolières, mais leur marge de manœuvre budgétaire diminue. Cette marge est réduite dans les pays dont les réserves pétrolières sont limitées et ceux qui ne se sont pas dotés antérieurement de marges d'absorption (Yémen et Bahreïn, par exemple).

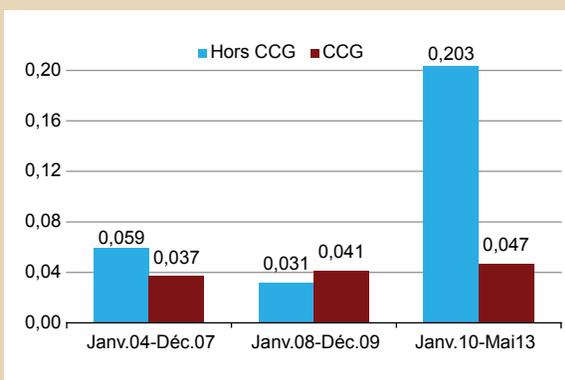
Des considérations d'équité intergénérationnelle renforcent la nécessité d'épargner. La plupart des pays n'épargnent pas assez pour permettre aux générations futures de continuer de dépenser une fois que les réserves de pétrole seront épuisées. Moins les pays disposent de réserves pétrolières, plus ils doivent augmenter leur épargne (annexe 3).

Le processus de rééquilibrage budgétaire est engagé dans certains pays, mais il est trop lent. Le rythme auquel il doit se dérouler et les mesures qu'il doit inclure dépendent d'un certain nombre de choix faisant intervenir le degré d'urgence de la reconstitution des marges d'absorption, la nécessité d'assurer la stabilité à long terme, et les effets à court terme sur la croissance et l'inégalité (annexe 4). Les gouvernements devront réduire des dépenses courantes difficilement réversibles tout en opérant des investissements de qualité et en menant des programmes sociaux, et en cherchant de nouvelles sources de recettes en dehors du pétrole. On observe les signes encourageants d'un ralentissement de l'augmentation des dépenses et d'un retrait des mesures de relance budgétaire dans certains pays.

Graphique 1.8

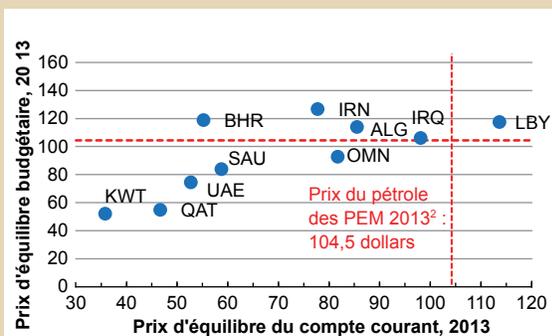
**Volatilité accrue de la production pétrolière**

(Coefficient de variation, moyenne simple)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 1.9

**Les prix d'équilibre budgétaire et extérieur sont élevés**(Dollars par baril)<sup>1</sup>

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Prix d'équilibre du Yémen : 215 dollars (budget), 168 dollars (compte courant).<sup>2</sup>Moyenne simple des cours spot UK Brent, Dubai et West Texas Intermediate.

Le déficit budgétaire hors pétrole, indicateur de l'orientation de la politique budgétaire dans les pays exportateurs de pétrole, devrait diminuer de près de 4 % du PIB hors pétrole pour tomber à 40½ % entre 2012 et 2014. Pourtant, les dépenses nominales continueront d'augmenter et les recettes tirées des hydrocarbures diminueront probablement sans que les autres recettes comblent la différence. Les soldes budgétaires devraient donc continuer de diminuer et la région accuser un déficit budgétaire dès 2016.

Les excédents extérieurs diminuent aussi du fait de la baisse des cours du pétrole et de l'accroissement de la consommation interne d'énergie. L'excédent des comptes courants pour l'ensemble de la région

devrait tomber de 460 milliards de dollars en 2012 à 330 milliards en 2014 et environ 190 milliards en 2018 (graphique 1.10). En outre, ces excédents concernent surtout les pays du CCG, les soldes des autres pays producteurs de pétrole étant peu importants. Le volume des exportations pétrolières en 2013–14 n'atteindra pas le niveau de 2012 dans la plupart des pays et la croissance timide attendue par la suite ne compensera pas la baisse prévue des cours du pétrole. La faible croissance des exportations s'explique par l'augmentation de l'offre de pétrole émanant d'autres régions ainsi que par l'accroissement de la consommation interne d'énergie (AIE, 2013). De ce fait, l'accumulation de richesse nationale est insuffisante pour financer les besoins futurs d'importation (FMI, *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, novembre 2012). Les taux de change ne sont, dans l'ensemble, pas surévalués et, en tout état de cause, les soldes extérieurs sont peu sensibles à leur évolution (Hakura et Billmeier, 2008). En revanche, il existe une forte corrélation entre ces taux et les soldes budgétaires (Arezki et Hasanov, 2009) et, de ce fait, la politique budgétaire est le principal instrument pour freiner le fléchissement des soldes extérieurs.

## Les pouvoirs publics doivent faire davantage pour la croissance et la création d'emplois

Dans le contexte d'une évolution incertaine des recettes pétrolières et d'un amenuisement des marges budgétaires, les pays de la région MOANAP s'efforcent de diversifier leurs activités économiques pour réduire leur dépendance à l'égard du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont fait des efforts notables dans ce sens. Mais, comme dans le reste du monde, le soutien financier apporté par l'État à l'initiative du secteur privé a jusqu'à présent produit, au mieux, des résultats mitigés du fait que les pouvoirs publics ont fondamentalement du mal à choisir des projets «porteurs», à savoir des projets privés viables ayant des chances de générer de la croissance et de créer des emplois à l'avenir. La productivité totale des facteurs est un indicateur de ces difficultés. Elle est élevée, mais en recul dans les pays du CCG et faible dans les autres pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (encadré 1.1, graphique 1.11). Les

Encadré 1.1

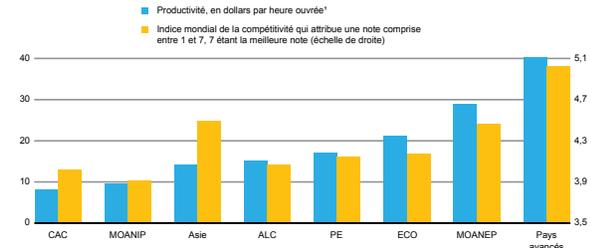
**Compétitivité et productivité du travail dans les régions MOANAP et CAC**

La faible productivité du travail dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et les pays du Caucase et de l'Asie centrale (CAC) (graphique 1.1.1) pèse sur leur compétitivité et, en fin de compte, sur leurs perspectives de croissance. Dans les pays du CCG, la baisse de la productivité du travail, certes à partir de niveaux élevés, suscite également des inquiétudes (voir le texte). Les autorités doivent, dans plusieurs domaines, s'attaquer à des problèmes profondément ancrés afin de stimuler la productivité du travail dans la région (graphique 1.1.2) :

- *Infrastructures.* Des investissements publics visant à améliorer la qualité et l'efficacité des infrastructures renforcerait la productivité du travail en facilitant la circulation des travailleurs et en augmentant leurs capacités de production. Un transport efficace des biens et services jusqu'aux marchés ainsi qu'un approvisionnement en électricité et des réseaux de communication fiables sont nécessaires pour créer des conditions propices à la production.
- *Enseignement supérieur et formation.* En offrant des enseignements secondaire et tertiaire plus poussés et de meilleure qualité ainsi que des formations professionnelles et proposées en cours d'emploi, on permettrait aux travailleurs d'exécuter des tâches complexes et de s'adapter rapidement aux changements résultant de la progression de leurs entreprises dans la chaîne de valeurs et de la plus grande complexité des processus de production qu'elles utilisent et des produits qu'elles fabriquent. Injaz, un partenariat régional conclu entre les ministères de l'Éducation et le secteur privé offre un exemple à suivre en permettant à des chefs d'entreprises de transmettre des compétences exploitables à des élèves du secondaire et des étudiants.

Graphique 1.1.1

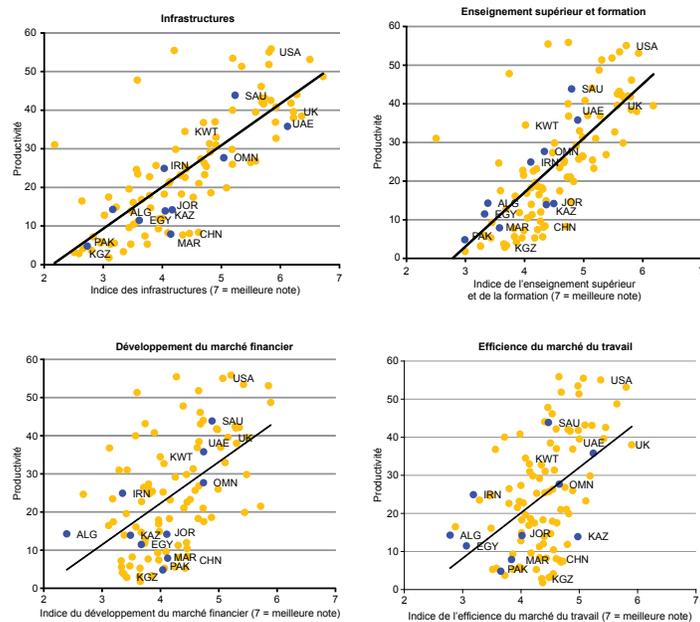
**La faible productivité du travail dans les régions MOANAP et CAC va de pair avec une faible compétitivité**



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.  
 Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes; CAC = Caucase et Asie centrale; ECO = Europe centrale et orientale; MOANEP = pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord; MOANIP = pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord; PE = pays émergents.  
 1Pour tous les pays exportateurs de pétrole, la productivité est calculée sur la base du PIB hors pétrole.

Graphique 1.1.2

**À quoi est due la faible productivité du travail?**



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.  
 Note : CHN = Chine; UK = Royaume-Uni; USA = États-Unis.

Préparé par Pritha Mitra avec le concours de Gohar Abajyan et Jaime Espinosa-Bowen pour les travaux de recherche, sous la supervision de Natalia Tamirisa et Harald Finger.

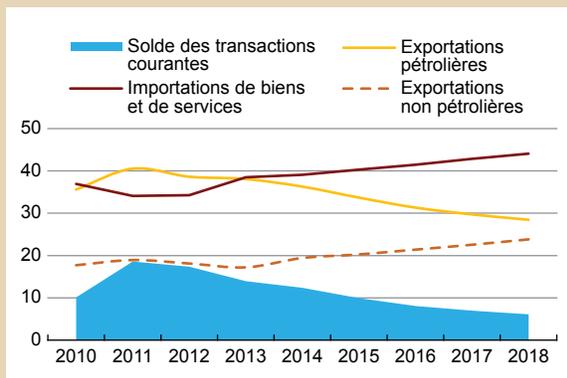
**Encadré 1.1 (fin)**

- *Efficiences des marchés du travail.* Des réformes législatives permettant aux travailleurs de passer plus facilement d'une activité économique à une autre, favorisant la méritocratie et permettant une flexibilité des salaires tout en maintenant un niveau adéquat de protection sociale inciteraient davantage les travailleurs à s'investir pleinement dans leur travail.
- *Développement des marchés financiers.* Avec des capitaux plus facilement disponibles pour les investissements du secteur privé sous forme de prêts accordés par un secteur bancaire sain, de fonds mis à disposition sur des marchés boursiers bien réglementés, de capital-risque et d'autres produits financiers, les entreprises seront mieux à même de développer et moderniser leur capacité de production et donc d'améliorer leur productivité du travail (encadré 1.2).

Graphique 1.10

**Les soldes des transactions courantes se dégradent**

(Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : pourcentage du PIB)

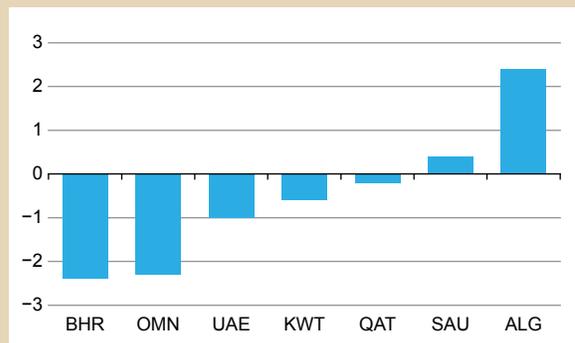


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 1.11

**La croissance de la productivité totale des facteurs hors pétrole est négative dans la plupart des cas**

(Pourcentage de variation, 2000–12)



Source : calculs des services du FMI.

vulnérabilités budgétaires augmentant, il est d'autant plus important que le secteur privé soit en mesure d'impulser sa propre dynamique à l'avenir.

À l'avenir, l'accent devra être encore davantage mis sur l'amélioration du climat des affaires et la valorisation de l'esprit d'entreprise.

- Faciliter la concurrence et l'entrée des entreprises sur le marché, surtout dans les pays non membres du CCG, peut contribuer à stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation. Réduire les formalités exigées pour créer une entreprise serait un progrès important. L'assouplissement des restrictions à l'investissement direct étranger (IDE) encouragerait en outre les entreprises internationales et régionales ayant une solide expérience commerciale à fournir des biens

et des services, à effectuer des transferts de connaissance et, surtout, à offrir des emplois.

- Améliorer l'accès aux moyens de financement est aussi une façon importante de permettre au secteur privé de prendre progressivement la relève des pouvoirs publics dans les efforts de diversification économique. Des études récentes montrent qu'en favorisant le développement financier et en améliorant l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la finance, on peut contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités de revenus (encadré 1.2).
- Des mesures visant à accroître le taux d'activité des femmes et à leur permettre de contribuer à l'activité économique par un travail rémunéré peuvent aussi améliorer notablement les perspectives de croissance à moyen terme (encadré 1.3).

## Encadré 1.2

**Rôle du développement financier dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus dans les régions MOAN et CAC**

Les pays des régions MOAN (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et CAC (Caucase et Asie centrale) accusent en général un certain retard par rapport à d'autres pays émergents et en développement sur plusieurs indicateurs importants du développement financier (graphique 1.2.1). Les particuliers et les entreprises, surtout dans les pays de la région MOAN, ont beaucoup moins accès au secteur financier que leurs homologues des autres pays émergents et en développement, et même de la région CAC. Par ailleurs, les pays de la région MOAN enregistrent de bons résultats pour les indicateurs de profondeur du système financier, ce qui tient sans doute à l'importance du volume des dépôts et des envois de fonds. Il ressort de ces deux constats que seul un petit groupe d'emprunteurs a accès à la finance dans cette région. La région CAC fait, quant à elle, moins bien que les autres pays émergents et en développement au regard de tous les indicateurs du développement financier.

Une étude empirique des rapports entre le développement financier et la répartition des revenus, menée sur un échantillon de 144 pays sur la période 1961–2011, fait apparaître que le développement financier — plus grande profondeur du système financier, accès à la finance, efficacité des services financiers — et la stabilité du système financier peuvent sensiblement réduire les inégalités de revenus et la pauvreté (Ben Naceur et Zhang, à paraître). Ces effets réducteurs des inégalités sont beaucoup plus marqués pour les régions MOAN et CAC que pour le reste du monde, ce qui s'explique peut-être par le fait que leurs systèmes financiers étaient moins développés au départ<sup>1</sup>.

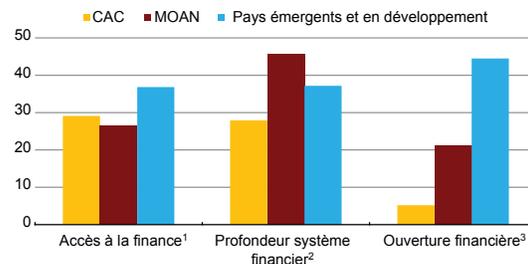
L'étude constate également que, si une plus grande ouverture financière est généralement associée à une plus grande inégalité des revenus et à une plus forte pauvreté, elle a, étonnamment, l'effet inverse dans les pays des régions MOAN et CAC. Cela peut tenir au fait que deux effets opposés y sont à l'œuvre : d'une part, l'ouverture du secteur financier à la participation étrangère s'accompagne généralement d'une meilleure répartition des revenus et d'une réduction de la pauvreté; d'autre part, des systèmes financiers plus ouverts ont aussi tendance à être plus exposés aux crises financières qui, dans l'ensemble, affectent davantage les faibles revenus. À la différence de ce qui se produit ailleurs, le premier effet semble l'emporter sur le second dans les régions MOAN et CAC, car leurs systèmes financiers sont moins ouverts et moins de pays de ces régions ont été touchés par de profondes crises économiques et financières, telles que les épisodes de forte inflation ou crises de la dette souveraine.

Dans l'ensemble, les conclusions de l'analyse suggèrent que les autorités des pays des régions MOAN et CAC pourraient envisager d'accorder la priorité à des mesures visant à favoriser le développement, la stabilité et l'ouverture de leurs systèmes financiers. Cela ne stimulerait pas seulement la croissance, comme de précédentes études l'ont mis en évidence, l'équité s'en trouverait aussi améliorée (Barajas, Chami et Yousefi, 2013). Plusieurs conditions préalables s'imposent pour atteindre ces objectifs : promouvoir la stabilité macroéconomique, encourager l'ouverture aux échanges de biens et de services et améliorer la qualité des institutions et de la gouvernance,

Préparé par Sami Ben Naceur et Ruixin Zhang.

<sup>1</sup>L'étude couvre les pays suivants des régions MOAN et CAC : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Djibouti, Égypte, Géorgie, Iran, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Maroc, Mauritanie, Ouzbékistan, République kirghize, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan et Yémen. Les autres pays de ces régions n'ont pas été inclus faute de données.

Graphique 1.2.1  
**Développement financier dans les régions MOAN et CAC**  
(En pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Enterprise Surveys; base de données sur le développement financier dans le monde.

<sup>1</sup>Entreprises bénéficiant d'un prêt bancaire ou d'une ligne de crédit (2002–11).

<sup>2</sup>Ratio crédit privé bancaire/PIB (2011).

<sup>3</sup>Ratio créances internationales consolidées/PIB des banques déclarantes à la Banque des règlements internationaux (2011).

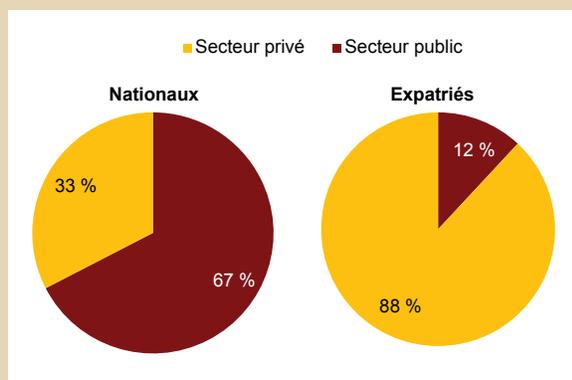
**Encadré 1.2 (fin)**

notamment en renforçant le système juridique, en rendant l'environnement plus favorable à l'investissement et en réduisant la bureaucratie et la corruption. L'action menée en faveur du développement financier devrait inclure une amélioration des systèmes d'information sur la solvabilité des emprunteurs et un renforcement des régimes de garanties, un réexamen des conditions d'agrément pour faciliter l'entrée dans le secteur bancaire (sans toutefois nuire à la qualité des nouveaux établissements), un approfondissement des mesures prudentielles pour réduire la concentration des prêts et leur octroi à des parties liées, et le développement d'institutions financières non bancaires et de marchés de capitaux comme formules de rechange au crédit bancaire. Pour renforcer encore la stabilité financière, les pays devraient s'efforcer d'améliorer l'efficacité de la surveillance et de la réglementation, notamment en consolidant leurs cadres macroprudentiels, et ils devraient mettre en place des dispositifs efficaces de garantie des dépôts et de résolution bancaire. Il est toutefois important que le processus d'ouverture du système financier à l'international et son déroulement dans le temps soient bien pensés pour tirer les avantages de l'ouverture tout en évitant les écueils qui pourraient provoquer une plus grande instabilité financière.

Graphique 1.12

**Les marchés du travail des pays du CCG sont segmentés**

(CCG : parts dans l'emploi, 2011)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

- S'agissant de l'investissement public dans les infrastructures, les pays du CCG peuvent concentrer leurs efforts dans des projets de qualité pour soutenir la diversification économique. Par exemple, s'ils ont raison d'exploiter leur situation géographique favorable entre l'Europe et l'Asie de l'Est, ils devraient coordonner leurs investissements massifs dans la logistique et les infrastructures touristiques pour éviter les doubles emplois et les inefficacités. Les pays non membres du CCG doivent, par contre, continuer d'investir dans la modernisation de leurs infrastructures de base (électricité et télécommunications notamment) et l'amélioration de la sécurité.

Sans une accélération notable de l'activité économique hors pétrole et des réformes exhaustives des marchés du travail, il sera impossible de créer suffisamment d'emplois à moyen terme pour la population en expansion rapide de ces pays. Les marchés du travail des pays du CCG sont fortement segmentés. L'emploi dans le secteur public est dominé par les nationaux tandis que les emplois du secteur privé sont en majorité occupés par des expatriés (graphique 1.12). L'emploi d'expatriés dans le secteur privé a dépassé celui de nationaux en raison surtout d'inadéquations des compétences, mais aussi du niveau élevé des salaires minimums que les nationaux sont disposés à accepter et de leur préférence pour les emplois plus sûrs et généralement mieux rémunérés du secteur public. Il n'a en fait jamais été observé, au niveau international, que la création d'emplois publics entraînait une baisse du chômage, car l'accès à des emplois publics bien rémunérés réduit l'incitation à chercher un emploi dans le secteur privé et augmente les inadéquations de compétences en encourageant l'acquisition de compétences adaptées au secteur public (graphique 1.13) (Behar et Mok, 2013). C'est pourquoi, même une solide croissance du PIB hors pétrole dans les pays du CCG ne conduit pas rapidement à un accroissement correspondant de l'emploi dans le secteur privé pour les nationaux (Behar, à paraître).

Un changement de stratégie s'impose pour que les ressortissants nationaux soient davantage incités à travailler dans le secteur privé. L'emploi dans le secteur privé pourra attirer davantage de ressortissants nationaux si les pouvoirs publics

## Encadré 1.3

## Taux d'activité des femmes dans la région MOANAP

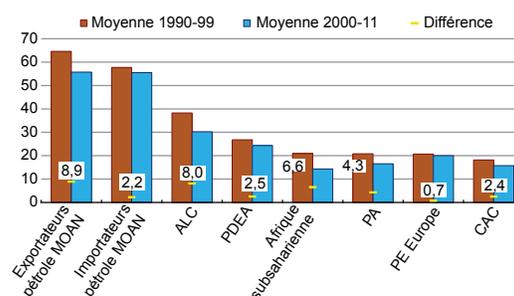
L'écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes dans la région MOANAP diminue depuis quelques années, mais il reste le plus élevé du monde. L'exclusion d'un pourcentage élevé de femmes de la population active a des répercussions économiques importantes; ainsi, si par exemple, au cours des dix dernières années, l'écart avait été deux fois (au lieu de trois fois) plus élevé que celui observé en moyenne dans les pays émergents et en développement, la production cumulée de la région MOANAP aurait été supérieure de 1.000 milliards de dollars (ce qui aurait doublé la croissance du PIB). Les raisons de l'écart de taux de participation à la population active sont nombreuses et vont des normes sociales et culturelles aux obstacles réglementaires. Les pouvoirs publics peuvent faire évoluer la situation en améliorant le niveau d'instruction des femmes et en augmentant les allocations versées aux parents qui travaillent, en réduisant les écarts de salaires entre les sexes et en soutenant la mobilité indépendante des femmes et l'égalité des chances dans l'emploi.

À travers le monde, les femmes continuent de ne pas avoir les mêmes débouchés économiques que les hommes. Malgré des progrès notables au cours des dernières années, les taux de participation des femmes à la vie active restent inférieurs à ceux des hommes (graphique 1.3.1). Le choix des femmes en ce qui concerne le travail peut être le résultat d'une décision réfléchie de contribuer au bien-être économique en élevant leurs enfants et en effectuant les tâches ménagères, activités qui ne sont pas prises en compte dans le PIB. Cependant, dans bien des cas, les femmes se heurtent à des distorsions et discriminations sur le marché du travail qui limitent leurs options d'emploi rémunéré. Des écarts de salaires importants (pour le même emploi et le même niveau d'éducation et d'expérience; OIT, 2008) (graphique 1.3.2), des régimes d'imposition des revenus qui pénalisent les familles à double revenu, les restrictions à la mobilité indépendante des femmes (Banque mondiale, 2012), une inégalité des chances sur le marché de l'emploi (OIT, 2010), des frais de garde d'enfants trop élevés (les femmes consacrent quatre fois plus de temps que les hommes pour la garde des enfants; Duflo, 2011) et un accès limité des femmes aux moyens de financement des entreprises (Muravyev, Shafer et Talavera, 2007) sont quelques-unes des distorsions qui réduisent la participation des femmes au marché du travail.

Graphique 1.3.1

Écarts de taux de participation masculins et féminins à la population active<sup>1</sup>

(En pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; estimations des services du FMI.

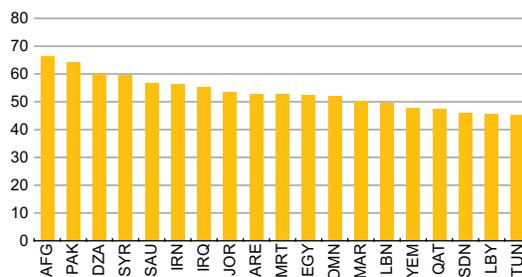
Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes; CAC = Caucase et Asie centrale; PA = pays avancés; PDEA = pays en développement et émergents d'Asie; PE = pays émergents.

<sup>1</sup>Définis comme les taux de participation masculins moins les taux de participation féminins.

Graphique 1.3.2

## Écarts de taux de participation masculins et féminins à la population active dans la région MOANAP

(Moyenne 2000-11, en pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; estimations des services du FMI.

Préparé par Pritha Mitra et Sanaa Farid avec le concours de Gohar Abajyan et Mark Fischer pour les travaux de recherche, sous la supervision de Ralph Chami, Jean-François Dauphin, Amine Mati et Harald Finger.

<sup>1</sup>Résultats obtenus grâce à une analyse causale de la croissance. Comme il est d'usage dans ce type d'étude, la part du revenu du capital dans le revenu national est supposée être de 75 % pour les pays exportateurs de pétrole et de 35 % pour tous les autres.

**Encadré 1.3 (suite)**

Offrir aux femmes la possibilité de développer pleinement leur potentiel professionnel pourrait sensiblement stimuler la croissance économique. La région MOANAP aurait pu augmenter de 1.000 milliards de dollars sa production cumulée (l'équivalent d'un doublement de la croissance du PIB réel pendant la dernière décennie) si le taux d'activité des femmes avait été suffisamment amélioré pour ramener l'écart homme-femme du triple au double du niveau moyen observé pour les autres pays émergents et en développement pendant cette période (Mitra, à paraître)<sup>1</sup>. L'élargissement des débouchés professionnels offerts aux femmes a de vastes répercussions sur le potentiel économique des pays, car les femmes augmentent ainsi leur contribution au développement économique en général, sous forme notamment d'une amélioration de la santé et de l'éducation des enfants, d'une réduction de la pauvreté, d'une amélioration de l'innovation et de la productivité et de la création de nouveaux emplois par des femmes dirigeantes d'entreprises.

Les taux d'activité des femmes pourraient être accrus dans la région MOANAP par un ensemble intégré de mesures visant à améliorer leurs possibilités professionnelles (graphique 1.3.3). À moyen terme, une amélioration du niveau d'instruction des femmes, des allocations versées aux parents qui travaillent, de la mobilité des femmes et de l'égalité des chances sur le marché de l'emploi ainsi qu'une réduction des écarts de salaires — tout ceci pour égaler la moyenne observée dans les pays émergents et en développement — auraient pour effet d'augmenter de près de 20 points le taux d'activité des femmes (Mitra, à paraître).

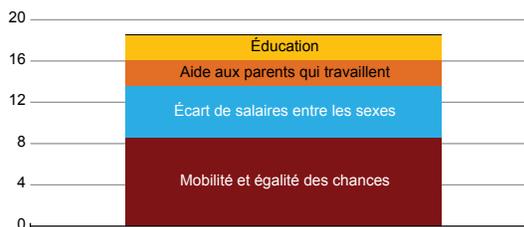
Les principales mesures à prendre sont notamment les suivantes :

- *Amélioration de l'accès des filles à l'éducation et de la qualité de celle-ci.* La construction d'écoles permettra d'augmenter le nombre de filles scolarisées dans les zones reculées où la longueur des trajets est dissuasive. Des transferts monétaires aux familles pauvres subordonnés à la scolarisation de leurs filles se sont avérés efficaces dans beaucoup de pays, dont le Pakistan. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation devraient viser à doter les femmes de compétences leur permettant de ne pas rester cantonnées dans des emplois peu qualifiés, en leur offrant, par exemple, une formation professionnelle axée sur les compétences qui sont utiles dans le secteur manufacturier.
- *Mobilité et égalité des chances dans l'emploi.* Les réformes mises en œuvre devraient inclure des textes de lois supprimant les restrictions qui pèsent sur la mobilité indépendante des femmes, leur présence dans certains secteurs économiques et leurs droits de propriété et de succession et instaurant l'égalité des chances sur le marché de l'emploi. Des réformes dans ce sens ont été entreprises dans l'ensemble de la région, mais pas partout au même rythme. En Arabie saoudite, les secteurs ouverts aux femmes ont été élargis pour inclure certains segments du commerce de détail<sup>2</sup>. La nouvelle constitution du Maroc (ratifiée en 2011) mentionne l'égalité des sexes pour la première fois. En Tunisie, en revanche, l'égalité juridique entre les sexes (dans le domaine notamment des voyages, du divorce, des droits de propriété et de l'accès aux moyens de financement) a été introduite dès 1956.
- *Le principe «à travail égal, salaire égal»* est déterminant pour égaliser les chances des femmes et il exige que les textes législatifs et réglementaires soient modifiés, que les nouvelles dispositions soient scrupuleusement appliquées et que des campagnes de communication ciblées soient menées pour lutter contre les préjugés et les stéréotypes.

Graphique 1.3.3

### Augmentation du taux de participation des femmes à la population active dans la région MOANAP<sup>1</sup>

(En points de pourcentage)



Sources : Economist Intelligence Unit; Programme des Nations Unies pour le développement; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; estimations des services du FMI.

<sup>1</sup>Variation du taux d'activité si les moyennes observées dans les pays émergents et en développement pour les facteurs déterminants étaient atteintes.

<sup>2</sup>Voir «Saudi Arabia: Selected Issues», Rapport du FMI n° 13/230 (Washington, 2013).

**Encadré 1.3 (fin)**

L'imposition du revenu au niveau individuel (plutôt qu'au niveau des ménages) supprime l'effet dissuasif de la fiscalité pour les ménages à double revenu.

- *Congé parental et services de garde d'enfants d'un prix abordable.* Des systèmes de congé parental bien conçus, des subventions pour la garde des enfants (subordonnées à l'occupation ou à la recherche d'un emploi) et des programmes de développement de la petite enfance permettent aux mères de ne pas se déconnecter du marché du travail. Il est préférable, lorsqu'il n'est pas trop élevé, que le coût du soutien parental et des aides à la garde des enfants soit supporté par l'État, car cela réduit le coût de l'embauche des femmes aux yeux des chefs d'entreprises privées. Ces aides pourraient souvent être financées par une partie de l'épargne réalisée grâce aux réformes des subventions à l'énergie. Les formules de travail flexible (télétravail et temps partiel) devraient être par ailleurs encouragées.

Les mesures qui précèdent pourraient être complétées par des initiatives ayant, dans l'ensemble, des effets moins importants, mais néanmoins sensibles sur les taux d'activité féminins, comme celles consistant à encourager les femmes cadres à montrer la voie à suivre dans le domaine de l'égalité des sexes, à renforcer la formation entrepreneuriale des femmes et leur accès aux moyens de financement et à améliorer les infrastructures pour faciliter leurs déplacements domicile-travail<sup>3</sup>.

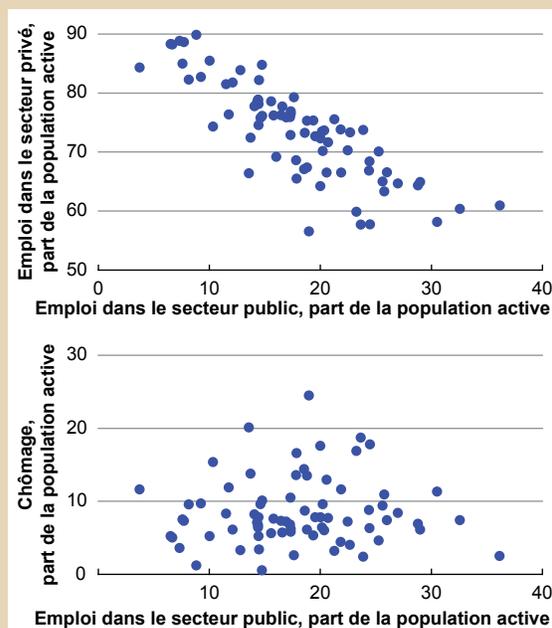
<sup>3</sup>D'autres initiatives, qui seront importantes à mesure que les pays de la région MOANAP se développeront, sont décrites dans Elborgh-Woytek *et al.* (2013).

contribuent à améliorer les conditions de travail dans ce secteur en veillant au respect de la réglementation et en mettant en œuvre des mesures destinées à augmenter le salaire net disponible. Au premier rang de ces mesures figurent celles qui permettent d'améliorer la productivité des nationaux, c'est-à-dire celles qui consistent à améliorer la qualité de l'éducation tout en coordonnant avec les employeurs la fourniture d'une formation sur le tas aux travailleurs non qualifiés qui sont déjà sur le marché du travail. Des subventions salariales soigneusement conçues pour encourager les entreprises à employer des nationaux pendant qu'ils améliorent leurs compétences peuvent stimuler l'emploi dans le secteur privé. Pour être rentables, ces subventions doivent cibler des groupes particulièrement touchés par le chômage et pour lesquels il existe une forte élasticité de la demande de main-d'œuvre et elles doivent rester transparentes et temporaires. Ces dispositions et les autres efforts déployés pour augmenter l'attrait de l'emploi dans le secteur privé devraient être complétés par des mesures destinées à freiner la progression des salaires dans le secteur public et à gérer les attentes placées par la population dans la poursuite d'une forte expansion de l'emploi public.

Graphique 1.13

### L'emploi public réduit l'emploi privé, et non le chômage<sup>1</sup>

(Emploi privé, emploi public, chômage, en pourcentage)



Source : Behar et Mok (2013).

<sup>1</sup>Chaque point indique un pays, 2011 ou dernière année disponible.

## Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000–07	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Croissance du PIB réel</b>	<b>6,1</b>	<b>4,7</b>	<b>2,3</b>	<b>5,9</b>	<b>4,6</b>	<b>5,4</b>	<b>1,9</b>	<b>4,0</b>
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>								
Algérie	4,4	2,0	1,7	3,6	2,6	3,3	3,1	3,7
Bahreïn	6,4	6,3	3,2	4,7	2,1	4,8	4,4	3,3
Iran, R.I. d <sup>1</sup>	6,0	0,6	3,9	5,9	3,0	-1,9	-1,5	1,3
Iraq	...	6,6	5,8	5,9	8,6	8,4	3,7	6,3
Koweït	7,4	2,5	-7,1	-2,4	6,3	6,2	0,8	2,6
Libye	5,4	2,7	-0,8	5,0	-62,1	104,5	-5,1	25,5
Oman	4,0	13,2	3,3	5,6	4,5	5,0	5,1	3,4
Qatar	12,0	17,7	12,0	16,7	13,0	6,2	5,1	5,0
Arabie saoudite	4,7	8,4	1,8	7,4	8,6	5,1	3,6	4,4
Émirats arabes unis	6,6	3,2	-4,8	1,7	3,9	4,4	4,0	3,9
Yémen	4,2	3,6	3,9	7,7	-12,7	2,4	6,0	3,4
<b>Hausse des prix à la consommation</b>	<b>7,5</b>	<b>13,4</b>	<b>5,3</b>	<b>6,1</b>	<b>9,8</b>	<b>12,1</b>	<b>15,1</b>	<b>11,3</b>
<i>(Moyenne annuelle en pourcentage)</i>								
Algérie	2,7	4,9	5,7	3,9	4,5	8,9	5,0	4,5
Bahreïn	1,2	3,5	2,8	2,0	-0,4	2,8	2,7	2,3
Iran, R.I. d <sup>1</sup>	13,9	25,4	10,8	12,4	21,5	30,5	42,3	29,0
Iraq	40,3	2,7	-2,2	2,4	5,6	6,1	2,3	5,0
Koweït	2,3	6,3	4,6	4,5	4,9	3,2	3,0	3,5
Libye	2,9	10,4	2,4	2,5	15,9	6,1	3,6	9,4
Oman	1,2	12,6	3,5	3,3	4,0	2,9	2,8	3,2
Qatar	5,9	15,0	-4,9	-2,4	1,9	1,9	3,7	4,0
Arabie saoudite	0,8	6,1	4,1	3,8	3,7	2,9	3,8	3,6
Émirats arabes unis	5,2	12,3	1,6	0,9	0,9	0,7	1,5	2,5
Yémen	10,9	19,0	3,7	11,2	19,5	9,9	12,0	12,0
<b>Solde budgétaire global des administrations publiques</b>	<b>7,8</b>	<b>13,0</b>	<b>-1,5</b>	<b>2,6</b>	<b>6,9</b>	<b>6,3</b>	<b>4,2</b>	<b>3,0</b>
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	7,2	7,6	-6,8	-1,8	-1,2	-5,1	-2,1	-2,7
Bahreïn <sup>2</sup>	1,6	4,9	-6,6	-7,0	-1,7	-2,6	-4,2	-5,0
Iran, R.I. d <sup>3</sup>	3,3	0,7	0,9	3,0	4,1	-2,5	-2,5	-4,4
Iraq	...	-0,9	-12,7	-4,3	4,9	4,1	-0,7	-0,3
Koweït <sup>2</sup>	29,5	19,8	26,8	24,5	33,2	33,4	28,9	25,6
Libye	15,4	27,0	5,2	15,9	-9,0	19,3	-7,4	-5,9
Oman <sup>2</sup>	9,4	13,7	-2,1	4,0	7,3	2,5	5,2	2,6
Qatar	9,0	9,8	13,4	2,7	3,7	8,2	10,8	8,5
Arabie saoudite	10,7	31,6	-4,1	2,1	12,0	15,0	9,6	8,6
Émirats arabes unis <sup>4</sup>	8,3	16,9	-13,1	-1,8	4,1	8,6	8,3	8,2
Yémen	-0,7	-4,5	-10,2	-4,0	-4,4	-6,3	-5,8	-5,8
<b>Solde extérieur courant</b>	<b>13,4</b>	<b>18,4</b>	<b>4,3</b>	<b>10,1</b>	<b>18,6</b>	<b>17,4</b>	<b>13,9</b>	<b>12,4</b>
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	16,4	20,1	0,3	7,5	8,9	5,9	1,8	1,2
Bahreïn	7,4	10,2	2,9	3,6	12,6	8,2	13,5	11,9
Iran, R.I. d <sup>1</sup>	6,1	6,5	2,6	6,5	12,0	5,0	3,1	0,3
Iraq	...	12,8	-8,3	3,0	12,5	7,0	0,7	0,8
Koweït	29,8	40,9	26,7	30,8	41,8	43,2	38,7	37,7
Libye	25,3	42,5	14,9	19,5	9,1	29,2	-4,7	-4,7
Oman	9,7	8,3	-1,3	10,0	15,3	11,6	10,1	7,3
Qatar	20,2	23,1	6,5	19,0	30,3	32,4	29,6	25,6
Arabie saoudite	15,9	25,5	4,9	12,7	23,7	23,2	19,3	17,7
Émirats arabes unis	9,4	7,1	3,1	2,5	14,6	17,3	15,2	15,6
Yémen	3,2	-4,6	-10,2	-3,7	-4,1	-0,9	-2,7	-3,4

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : Les variables sont notifiées sur la base de l'exercice budgétaire dans le cas de l'Iran (21 mars/20mars) et du Qatar (avril/mars).

<sup>1</sup>La croissance du PIB réel de l'Iran pour 2012 et les années suivantes n'a pas été notablement ajustée par rapport à la précédente édition des *Perspectives économiques régionales* dans l'attente de la publication des comptes nationaux par la banque centrale et les nouvelles autorités.

<sup>2</sup>Administration centrale.

<sup>3</sup>Administration centrale et Fonds de développement national à l'exclusion de l'Organisation des subventions ciblées.

<sup>4</sup>Comptes consolidés du gouvernement fédéral des émirats suivants : Abou Dhabi, Dubaï et Sharjah.

## 2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : dynamiques politiques complexes et défis sécuritaires

Les nombreuses incertitudes liées aux transitions politiques complexes et l'intensification des tensions sociales entravent la reprise économique; dans ce contexte, la recherche du consensus requis pour engager les réformes budgétaires et structurelles fort nécessaires n'a guère progressé. La croissance devrait rester très inférieure aux niveaux requis pour réduire le chômage élevé de la région et améliorer les niveaux de vie à court et moyen terme. Compte tenu des vulnérabilités budgétaires et externes qui se profilent, ainsi que de la montée des tensions internes, régionales et géopolitiques, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont soumis à des risques baissiers grandissants. Il est difficile de se concentrer sur les réformes nécessaires dans ces circonstances, qui font cependant ressortir l'urgente nécessité d'agir afin d'assurer la stabilité macroéconomique, de créer des emplois et d'améliorer les niveaux de vie. Des mesures propres à renforcer rapidement l'emploi et la confiance, ainsi qu'une augmentation de l'aide internationale sont nécessaires pour soutenir les réformes approfondies et les efforts de stabilisation qui seront le socle d'une croissance plus vive, durable et largement partagée. S'ils n'y parviennent pas, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP risquent de sombrer dans un cercle vicieux de stagnation économique et de troubles socioéconomiques persistants.

### Les tensions et les conflits entravent l'activité économique

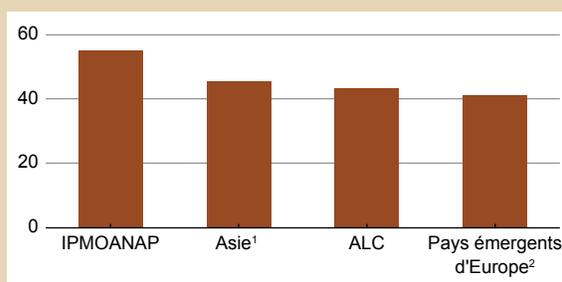
La dynamique politique et régionale continue à influencer l'évolution économique dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les risques politiques y sont plus élevés que dans les autres groupes de pays émergents et en développement (graphique 2.1). L'intensification du conflit en Syrie (encadré 2.1) et les événements politiques en Égypte et en Tunisie font craindre une déstabilisation plus généralisée. Leurs répercussions externes, ainsi que les bouffées d'agitation sociale et la montée des problèmes sécuritaires compliquent la gestion économique. L'incertitude politique augmente à l'approche des élections (qui doivent toutes avoir lieu en 2013–14) en Afghanistan, au Liban et en Mauritanie. Seuls le Maroc et, plus récemment, la Jordanie et le Pakistan, se sont dotés de nouveaux gouvernements qui ont devant eux plusieurs années pour mettre en œuvre les réformes requises pour promouvoir la croissance et l'emploi; mais, même dans ces pays, les perspectives sont incertaines, car il est difficile d'emporter une forte adhésion de l'opinion publique en faveur de réformes délicates.

Préparé par Pritha Mitra avec le concours des équipes chargées des pays et l'assistance de Gohar Abajyan et de Lisa Dougherty-Choux en matière de recherche.

Graphique 2.1

#### Risque politique élevé

(100 = summum du risque politique)



Sources : groupe PRS; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Sauf : Corée, Japon, Singapour et Taiwan.

<sup>2</sup>Bélarus, Moldova, Russie et Ukraine.

Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes; IPMOANAP = importateurs de pétrole de la région MOANAP.

Le manque de confiance mine l'activité économique. Dans l'ensemble de la région, l'investissement se heurte aux incertitudes sociopolitiques, à l'absence de programmes d'action à moyen terme crédibles et — en Égypte, au Liban et au Pakistan —, aux perturbations de l'approvisionnement en électricité. Les primes de risque des entreprises demeurent élevées (graphique 2.2) et l'expansion du crédit est lente, à cause de la faiblesse de la demande et du lent repli des créances improductives. Les marchés boursiers ne sont pas revenus à leurs niveaux d'avant le Printemps arabe et restent peu actifs. L'activité est soutenue par la consommation, elle-même entretenue par la grosse masse salariale publique,

## Encadré 2.1

## Le conflit syrien et ses retombées régionales

*La crise syrienne a un coût humanitaire et économique tragique, elle représente une menace grandissante pour la stabilité régionale et elle a des retombées négatives sur les plans socioéconomique, politique et sécuritaire dans les pays voisins.*

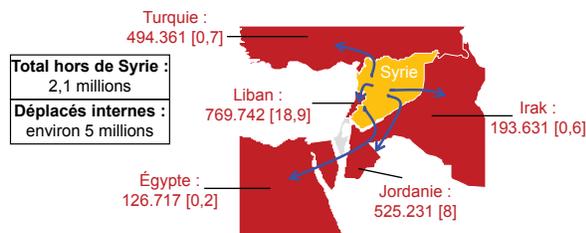
Le conflit, maintenant dans sa troisième année, a fait plus de 100.000 victimes. Les Nations Unies estiment à 5 millions le nombre de déplacés internes et à près de 7 millions le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire en Syrie. Les secours humanitaires et l'accès continuent à être restreints à cause de la situation politique et sécuritaire difficile. De plus, il y a maintenant plus de 2 millions de réfugiés syriens dans les pays voisins, ce qui a de graves répercussions pour les pays d'accueil, en particulier la Jordanie et le Liban (graphique 2.1.1). Le nombre de personnes fuyant la Syrie s'est situé jusqu'à présent en 2013 aux environs de 6.500 par jour. Les efforts d'aide visant à fournir aux réfugiés de l'eau potable, de meilleurs équipements sanitaires, des rations alimentaires et des fournitures médicales se heurtent aussi à des obstacles.

*L'économie syrienne a été dévastée par le conflit.* Les observateurs s'accordent pour penser que l'économie s'est considérablement contractée, d'un quart à un tiers, et que les infrastructures matérielles et sociales ainsi que le stock de capital fixe ont été gravement endommagés. D'après les estimations, l'activité a diminué dans tous les secteurs clés, y compris l'agriculture, les transports, le bâtiment, le commerce extérieur et l'industrie pétrolière. La livre syrienne a perdu plus de 65 % de sa valeur par rapport au dollar EU tant sur le marché officiel que sur le marché parallèle et l'inflation a, semble-t-il, dépassé les 65 %. Plus de la moitié de la population active syrienne serait au chômage. Le déficit des finances publiques s'est vraisemblablement creusé — en particulier du fait de la perte de recettes pétrolières — et il y a lieu de croire que la situation des secteurs extérieur et financier s'est considérablement dégradée. L'activité d'investissement est, semble-t-il, au point mort.

*La crise syrienne a de graves conséquences pour les pays voisins.* La Jordanie et le Liban sont particulièrement touchés. Ils accueillent plus de la moitié des réfugiés, et les tensions économiques, sociales et politiques sont énormes. La crise a aussi eu des répercussions notables pour l'Irak, en particulier sur le plan de la sécurité.

*La crise plombe la situation sociale, économique et financière de la Jordanie.* À la fin de septembre 2013, les réfugiés syriens officiellement recensés représentaient environ 8 % de la population de la Jordanie. Plus d'un quart d'entre eux (121.000) étaient hébergés dans le camp de Zaatari, proche de la frontière avec la Syrie. Malgré l'aide des bailleurs de fonds et de la communauté internationale, l'afflux de réfugiés entraîne une hausse des coûts budgétaires (estimée par les autorités jordaniennes à 1 % du PIB en 2012 pour le secteur public, y compris les sociétés de services publics), essentiellement liés à l'éducation, à la santé et à la sécurité. Environ 32.000 enfants syriens sont scolarisés en Jordanie, 12.000 sont en attente d'inscription et 4.000 environ bénéficient d'un programme d'alimentation scolaire. De plus, l'accroissement de la demande du fait de l'afflux de réfugiés a entraîné une hausse des loyers et des prix de l'immobilier et crée des tensions sur le marché du travail, car les réfugiés y sont en concurrence avec les travailleurs locaux (et les travailleurs migrants égyptiens), en particulier dans le secteur informel. Cette course à l'emploi exacerbe le chômage, dont le taux est déjà élevé (12,2 % en 2012).

Graphique 2.1.1

Estimation des flux de réfugiés syriens<sup>1</sup>

Sources : Agence des Nations Unies pour les réfugiés, portail de partage de l'information : accueil des réfugiés syriens dans la région.

<sup>1</sup>Au 29 septembre 2013. Les chiffres correspondent au nombre de réfugiés enregistrés ou en attente d'enregistrement. Les chiffres entre parenthèses indiquent le pourcentage de réfugiés syriens dans la population du pays d'accueil.

Préparé par Randa Sab, Amgad Hegazy, Alina Luca, Dmitriy Rozhkov et Kusay Alkhunaizi sous la supervision de May Khamis.

**Encadré 2.1 (suite)**

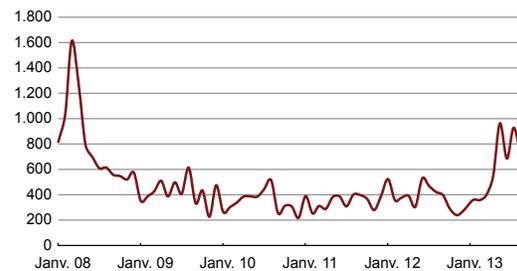
Sur le front économique, la crise perturbe le commerce de transit à travers la Syrie, mais les circuits commerciaux diversifiés de la Jordanie en ont jusqu'à présent amorti l'impact<sup>1</sup>. Il est difficile de démêler les retombées de la crise syrienne de l'incertitude générale dans la région, mais les événements en Syrie ont contribué à une baisse des entrées d'investissements directs étrangers en Jordanie, qui sont tombés d'une moyenne de 8 % du PIB en 2009–10 à 4,5 % (estimation) en 2012. Les recettes du tourisme, qui se sont pourtant partiellement rétablies en 2012 à 11 % du PIB, sont encore inférieures à leur niveau moyen d'avant la crise (13 % en 2009–10).

L'économie libanaise a été durement touchée et les tensions sectaires se sont accrues. À la fin septembre 2013, le Liban accueillait un tiers des réfugiés syriens, soit environ 19 % de la population du pays. Le Liban a besoin d'un surcroît d'aide internationale pour l'aider à surmonter cette épreuve; le coût des réfugiés grève les finances publiques déjà fragiles du pays, car l'État doit faire face à une hausse des dépenses relatives à l'éducation, à la santé et à la sécurité publiques. Le conflit syrien a en outre avivé les tensions politiques au Liban et contribue aux difficultés que pose la formation d'un nouveau gouvernement (un gouvernement de transition est en place depuis avril 2013).

Le conflit syrien a aussi des effets dévastateurs sur l'économie libanaise. D'après les estimations, le taux de croissance du PIB réel est tombé d'une moyenne de 8 % en 2009–10 à 1,5 % en 2012, en partie à cause de la chute brutale du tourisme et des secteurs associés. En dépit du fait que le commerce bilatéral avec la Syrie ne représentait que 6–9 % des exportations de biens et services du Liban avant le conflit, les flux commerciaux et touristiques en provenance et en direction du Liban qui transitaient par la Syrie étaient, semble-t-il, non négligeables et ont été durement touchés par le conflit. Le nombre de touristes visitant le Liban a baissé de 32 % en 2012 par rapport à la moyenne de 2009–10, surtout après que les pays du CCG eurent recommandé à leurs ressortissants d'éviter de se rendre au Liban. Le taux d'augmentation des dépôts bancaires a ralenti à environ 8 % en 2013, contre une moyenne annuelle de 18 % en 2009–10, et, d'après les estimations, les entrées d'investissements directs étrangers ont représenté environ 7 % du PIB en 2012, contre 12,7 % en moyenne en 2009–10. Les banques libanaises ont réduit de moitié leurs engagements directs en Syrie et augmenté leurs provisions.

Les conditions de sécurité en Irak se sont gravement détériorées et le commerce avec la Syrie a beaucoup souffert. Parallèlement à l'escalade de la crise en Syrie, la situation d'insécurité s'est fortement aggravée en Irak. Au premier trimestre de 2013, des manifestations hostiles à la dé-Baathification et aux lois antiterrorisme ont éclaté dans la province d'Anbar à la frontière avec la Syrie. L'escalade de la violence sectaire dans l'ensemble du pays a entraîné une forte augmentation des morts violentes, dont le nombre a atteint en juillet son plus haut niveau depuis 2008 (graphique 2.1.2). La dérouté économique de la Syrie — qui avait été dans le passé la principale voie de passage commerciale vers la Méditerranée — et la dégradation des conditions de sécurité ont mis quasiment au point mort les importations irakiennes de et via la Syrie, qui représentaient 15–20 % du total avant le conflit. Par ailleurs, l'afflux des réfugiés syriens en Irak, qui représentaient moins de 1 % de la population à la fin de septembre 2013, s'accroît, en particulier en provenance de la région du Kurdistan syrien, ce qui accroît la demande de services publics déjà saturés.

Graphique 2.1.2

**Irak : indice de violence, janvier 2008–août 2013**(Nombre de morts violentes de civils recensées par mois<sup>1</sup>)

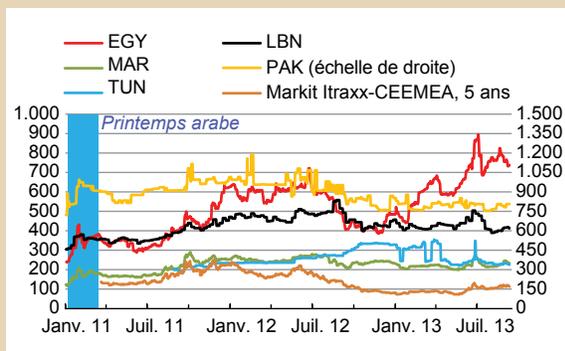
Sources : Iraq Body Count; Mission d'assistance des Nations Unies en Irak (UNAMI).

<sup>1</sup>Les chiffres de mai à août 2013 proviennent des communiqués de presse de l'UNAMI.<sup>1</sup>Le commerce bilatéral avec la Syrie était très faible avant le conflit, représentant environ 3 % du total des échanges.

Graphique 2.2

### Les marges de CDS indiquent des primes de risque élevées

(Points, de base, 1<sup>er</sup> janvier 2011–11 septembre 2013)

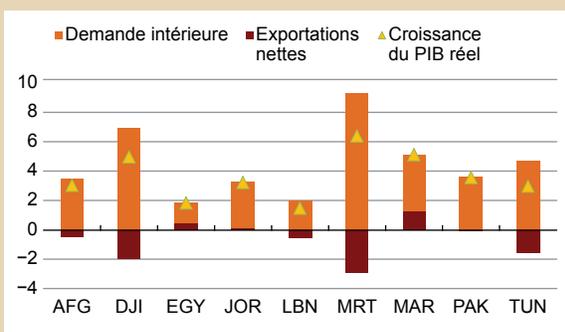


Sources : Bloomberg L.P.; Markit; calculs des services du FMI.

Graphique 2.3

### La demande intérieure est le principal moteur de la croissance du PIB réel

(En pourcentage, 2013)



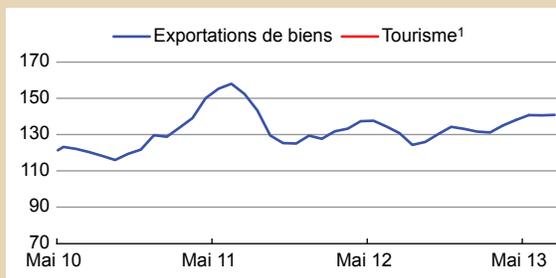
Sources : données communiquées par les autorités nationales; calculs des services du FMI.

les subventions énergétiques et les envois de fonds, qui proviennent principalement d'Europe et du CCG (graphique 2.3). Le Maroc fait exception à la règle cette année : sa croissance s'explique par un rebond extraordinaire de la production agricole après une période de sécheresse. Djibouti, la Mauritanie et le Soudan se démarquent aussi de la tendance régionale : à Djibouti, la vigueur de l'activité portuaire continue à attirer les investissements directs étrangers (IDE) et les investissements dans le BTP, tandis qu'en Mauritanie, le secteur minier florissant et les travaux d'aménagement d'infrastructures publiques stimulent la croissance. Celle du Soudan est cependant sensible à ses relations avec le Soudan

Graphique 2.4

### Signes de reprise des exportations et du tourisme

(Indice; 2009 = 100, exportations : moyenne mobile sur 3 mois; tourisme : série désaisonnalisée)



Sources : Haver Analytics; autorités nationales; baromètre du tourisme mondial de l'ONU; calculs des services du FMI.  
<sup>1</sup>Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie.

du Sud. Dans la plupart des pays, le chômage élevé (surtout chez les jeunes et les femmes) et les grandes disparités socioéconomiques persistent, et continuent à alimenter le mécontentement social. La situation de la Somalie, qui a récemment renoué des relations avec le FMI, est particulièrement difficile (encadré 2.2).

L'activité extérieure reste elle aussi atone à cause de la faiblesse de la reprise mondiale. Le début d'amélioration des exportations, du tourisme et des IDE tient pour une large part à un redressement seulement partiel après des bouleversements majeurs à l'aube du Printemps arabe et, dans certains cas, à l'intérêt croissant des investisseurs pour le secteur minier et aux gains de compétitivité issus d'une dépréciation de la monnaie (graphique 2.4). Les arrivées de touristes en Afrique du Nord ont continué à pâtir des incertitudes sociopolitiques de la région et de la morosité de la croissance dans la zone euro. La diversification au profit des forfaits touristiques plus économiques a dopé les recettes. Le tourisme s'est développé en Jordanie du fait de la captation des touristes originaires du CCG qui habituellement visitaient le Liban. Les envois de fonds, provenant principalement d'Europe et du CCG, se maintiennent.

La reprise de la région reste timide et les anticipations d'un regain d'activité sont à nouveau différées. On prévoit un taux croissance du PIB réel de 3 % pour 2013–14, soit bien inférieur à la moyenne des pays émergents et en développement et à peu près identique à celui de l'an dernier

**Encadré 2.2****La Somalie renoue avec le FMI**

*En avril 2013, le FMI a reconnu la légitimité du Gouvernement fédéral de la Somalie (GFS), ce qui a permis la reprise de relations normales après plus de 20 années de rupture. Cette reconnaissance permet au GFS d'exercer les droits et obligations de la Somalie en tant que pays membre du FMI; cependant, la Somalie n'est pour le moment pas admissible à un soutien financier dans le cadre d'un programme tant qu'elle n'aura pas résorbé ses arriérés envers le FMI, qui s'élèvent actuellement à environ 234 millions de DTS (soit environ 355 millions de dollars EU).*

**Contexte et évolution récente**

La situation politique demeure fragile. De grandes parties du pays échappent encore au contrôle de l'administration centrale ou ont fait sécession et proclamé leur autonomie. Il sera crucial de reconstruire les infrastructures essentielles et d'assurer les services économiques et sociaux de base alors que le gouvernement s'efforce de gagner la confiance du peuple somalien, de faire avancer le processus de réconciliation nationale et d'étendre son autorité sur l'ensemble du pays.

Le peu que l'on sait de la situation économique de la Somalie est basé sur des informations partielles et des observations empiriques. La Somalie est restée sans gouvernement légitime pendant plus de 20 ans de guerre et de conflits civils intermittents entre clans et régions, qui ont causé la destruction totale de la plupart des institutions gouvernementales. D'après les quelques indices dont on dispose, il apparaît que l'activité économique a commencé à reprendre récemment, les principaux secteurs productifs étant l'élevage, la pêche, la foresterie et un certain nombre de services, tels que les communications, le BTP et les transferts monétaires. Le rebond de l'activité économique a été favorisé par le retour de Somaliens vivant à l'étranger et par la vigueur persistante des envois de fonds de la diaspora somalienne.

**Présence du FMI et étapes suivantes**

Les services du FMI ont commencé à offrir des conseils stratégiques et techniques aux autorités somaliennes. Les premiers contacts officiels ont été pris en avril 2013, au cours des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, et une équipe des services du FMI a rencontré les autorités somaliennes en juin à Nairobi. Les travaux du FMI aux côtés de la Somalie se déploieront sur trois fronts : 1) exercice de la surveillance et conseils de politique générale, 2) préparation du terrain en vue de la mise en œuvre d'un programme de référence et de l'allègement de la dette; et 3) mise au point d'un vaste programme durable de développement des capacités. Sur ce dernier front, le FMI s'attachera en particulier à fournir à la Somalie de l'assistance technique pour la comptabilité nationale et les prix, la politique et l'administration fiscales ainsi que les réformes de la banque centrale et de la monnaie.

Le FMI intensifiera ses activités de surveillance et de conseils en fonction de la situation économique et institutionnelle du pays, en particulier de l'amélioration de la compilation et de la diffusion des statistiques économiques clés. Le rythme de la reprise des relations entre le FMI et la Somalie dépendra au plus haut point des progrès de la paix et de la réconciliation des diverses régions et parties prenantes.

Préparé par Gamal El-Masry.

(graphique 2.5). La croissance ne devrait pas s'accélérer l'an prochain, car le climat sociopolitique encore difficile dans de nombreux pays retarde un plus vaste retour de la confiance du secteur privé, tandis que le rééquilibrage des finances publiques

<sup>1</sup>L'annexe 4 décrit les outils de politique budgétaire qui peuvent amortir les retombées négatives sur la croissance, tout en mettant en valeur les considérations d'équité.

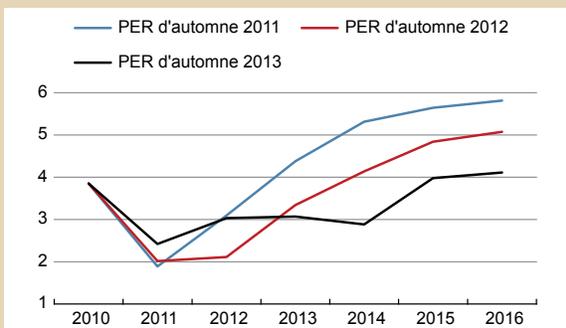
programmé plombe la demande publique<sup>1</sup>. La conjoncture mondiale devrait s'améliorer progressivement, mais la croissance encore faible en Europe, principal partenaire commercial des pays d'Afrique du Nord, continuera à limiter le redressement de la demande extérieure.

L'inflation, bien qu'en baisse depuis 2011, reste supérieure à 8 % (graphique 2.6). La chute des cours

Graphique 2.5

### Révision à la baisse des prévisions de croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

(Variation annuelle en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

mondiaux des produits alimentaires et énergétiques, ainsi que la faiblesse de l'activité intérieure et la croissance économique inférieure au potentiel ont fait baisser l'inflation; cependant, la suppression progressive des subventions énergétiques, les hausses salariales dans le secteur public et la monétisation des déficits, en cours et programmées, alimentent des tensions inflationnistes. Dans certains pays (par exemple au Pakistan et au Soudan), les précédentes dépréciations monétaires contribuent aussi à l'inflation. Au total, l'inflation globale devrait augmenter d'environ ½ point et atteindre 8¾ % en 2014.

Si la politique monétaire accommodante parvient à doper la faible expansion du crédit, cela pourrait accroître les tensions.

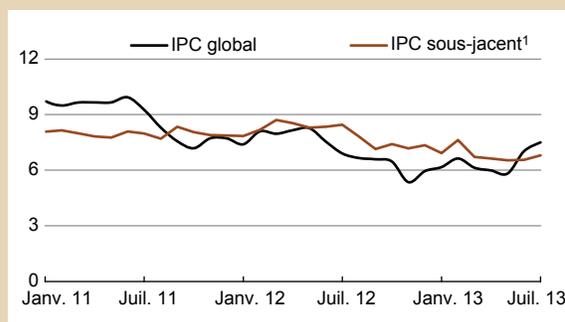
## De considérables risques baissiers

Les facteurs internes et régionaux sont les principales sources de risques baissiers. Les revers des transitions politiques, les manœuvres dilatoires des intérêts particuliers pour retarder les réformes, l'intensification des tensions sociales et sécuritaires ou les répercussions régionales de la crise syrienne ou, dans une moindre mesure, des événements en Égypte, auraient pour effet de dégrader davantage la confiance. Un scénario de croissance plus faible montre qu'en 2014, elle pourrait tomber à 1¾ % (soit 1¼ point en dessous du niveau de référence) et le chômage augmenterait fortement si ces risques

Graphique 2.6

### Des tensions inflationnistes persistent

(Prix à la consommation; moyenne de la période, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Haver Analytics; autorités nationales.

<sup>1</sup>Hormis le Soudan.

Note : IPC = indice des prix à la consommation.

se matérialisaient, même partiellement (encadré 2.3). Par exemple, si les résultats des prochaines élections en Afghanistan sont contestés, la situation politique pourrait se dégrader rapidement et accroître encore les incertitudes politiques et sécuritaires. Au Pakistan, une flambée de violence sectaire ferait voler en éclat la confiance. La paralysie politique et les troubles sociaux (ou simplement la crainte qu'ils inspirent au Maroc) retarderaient la mise en œuvre de réformes fort nécessaires en Égypte, au Maroc et en Tunisie. En Mauritanie, des troubles sociaux pourraient aussi entraîner de vastes mouvements de grève dans le secteur minier. On ne peut pas exclure non plus un ralentissement plus marqué, causé par une détérioration de la confiance intérieure, qui donnerait un coup d'arrêt à la croissance. Du côté positif, qui semble moins probable à court terme, des progrès plus rapides des transitions politiques, donnant naissance à des gouvernements ayant des plans de réformes crédibles et plusieurs années devant eux pour les mettre en œuvre, pourraient rapidement doper la confiance et l'activité économique internes.

Les risques extérieurs sont aussi pour l'essentiel baissiers. Une faible croissance au Brésil, en Russie, en Inde, en Chine et en Afrique du Sud (les BRICS) ou dans les pays du CCG, ou une période prolongée de stagnation dans la zone euro pourraient peser sur le tourisme, le commerce, les envois de fonds et les flux de capitaux (en particulier les financements souverains). Le durcissement des conditions de financement mondiales accompagné d'une hausse

## Encadré 2.3

**Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : scénario de croissance plus faible**

*Il y a un niveau élevé de troubles civils et de divisions politiques dans l'ensemble de la région, et la situation pourrait s'aggraver au cours des prochains mois, dans l'éventualité d'une escalade de la guerre en Syrie, de la dégradation de la conjoncture en Égypte, de l'augmentation des problèmes de sécurité au Pakistan et en Afghanistan, ainsi que d'une recrudescence des incertitudes politiques internes. Ces bouleversements auraient de multiples répercussions économiques : croissance en panne, creusement des déficits budgétaires et extérieurs, hausse de l'inflation et volatilité accrue des marchés financiers. En partant d'un ensemble d'hypothèses plausibles quant à la montée des tensions nationales et régionales (sans toutefois aller jusqu'à une véritable crise régionale), il apparaît que le taux de croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP tomberait d'environ 3 % à environ 1¾ % en 2014. Le chômage augmenterait d'environ 1 point (soit 1½ million de personnes). Si la confiance était plus gravement ébranlée, cela pourrait provoquer un coup d'arrêt de l'activité économique.*

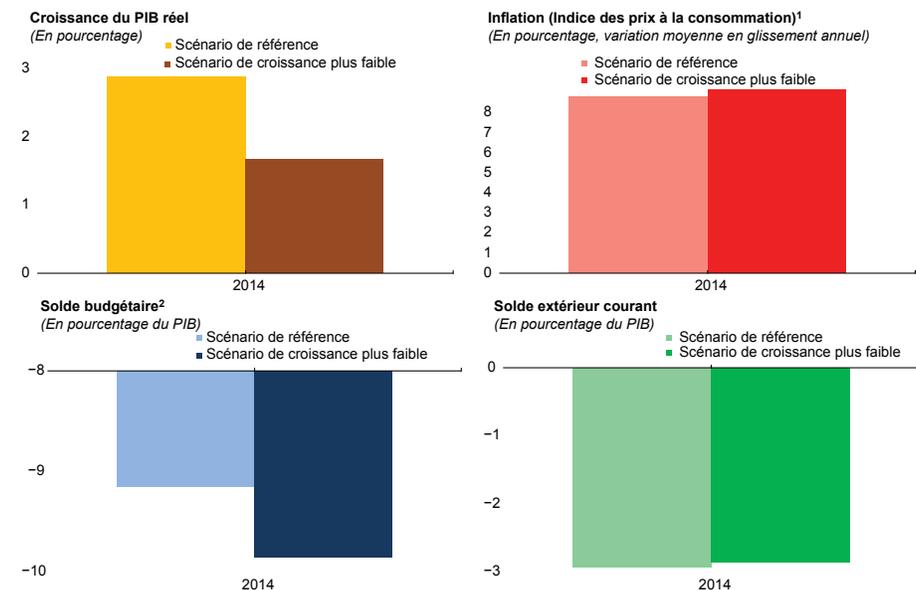
Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP risquent fort de subir des chocs au plan intérieur et au niveau régional l'année prochaine. Ces bouleversements peuvent avoir diverses causes, mais ce sont les considérations politiques et sécuritaires qui priment. Si les résultats des prochaines élections en Afghanistan sont contestés, la situation politique pourrait se dégrader rapidement et accroître encore les incertitudes politiques et sécuritaires sur fond de retrait des troupes internationales. Au Pakistan, le ferment des tensions politiques et sociales pourrait provoquer une flambée de violences sectaires. Au Soudan, l'approche des élections présidentielles et les graves problèmes de sécurité à la frontière avec le Soudan du Sud pourraient stopper les réformes économiques. La paralysie politique et l'augmentation des troubles sociaux à la suite des événements récents pourraient encore retarder les réformes dont l'Égypte et la Tunisie ont grandement besoin. Les réformes pourraient aussi être différées par crainte de troubles sociaux ou si le remaniement ministériel n'aboutit pas rapidement au Maroc. Le mécontentement social pourrait déclencher un vaste mouvement de grève dans le secteur minier en Mauritanie. Les tensions politiques pourraient être exacerbées au Liban par les retombées de la crise syrienne. L'aggravation de la crise économique et humanitaire en Syrie pourrait avoir des effets encore plus dévastateurs sur l'économie et accélérer l'afflux de réfugiés au Liban et en Jordanie (encadré 2.1). La Jordanie pourrait aussi être forcée d'importer de l'énergie plus chère si ses approvisionnements en gaz égyptien étaient perturbés davantage. Si ces risques se matérialisaient, cela aurait de graves conséquences pour la croissance et les soldes budgétaires. Dans tous les cas, une crise de confiance économique plomberait le tourisme, les exportations, les investissements directs étrangers et l'activité intérieure. En partant d'un ensemble d'hypothèses plausibles, le taux de croissance de la région tomberait de 3 % à 1¾ % en 2014, et en cas de chocs plus violents, la production pourrait même stagner. En cas d'amélioration insuffisante de la situation économique, les frictions sociopolitiques risquent d'augmenter et de freiner le processus de transition politique dans de nombreux pays, ce qui retarderait la reprise économique et pourrait enclencher un cercle vicieux. Selon le scénario de croissance plus faible, les déficits budgétaires se creuseraient, sous l'effet de la baisse des recettes fiscales, de la hausse de la masse salariale et des pressions à la hausse des dépenses sociales et sécuritaires. Dans le même temps, les réformes nécessaires, notamment celle des subventions dispendieuses, seraient différées. La Mauritanie fait exception à la règle : la baisse des recettes devrait être contrebalancée par une réduction des dépenses d'équipement. Au Liban, le faible niveau de confiance pourrait réduire les entrées de dépôts bancaires et, partant, aggraver les tensions financières et le risque lié au refinancement sur le marché de la dette publique.

Le scénario de croissance plus faible laisse présager un creusement des déficits budgétaires dans l'ensemble de la région, tandis que l'évolution des soldes extérieurs courants et de l'inflation resterait largement inchangée du fait des effets compensatoires du ralentissement de la croissance économique et des dépréciations monétaires. La baisse sensible du tourisme creuserait le déficit extérieur courant au Maroc et en Tunisie. En Mauritanie et au Soudan, la diminution de la production minière et pétrolière, respectivement, pèserait sur les exportations et creuserait le déficit courant. En Jordanie et au Liban, l'afflux de réfugiés aggraverait le déficit en raison notamment de l'accroissement des dépenses de santé et d'éducation. Par contre, le solde extérieur courant devrait s'améliorer en Afghanistan, en Égypte et au Pakistan, où l'impact de la compression de la demande intérieure éclipserait les autres composantes du

Préparé par Pritha Mitra avec le concours des équipes chargées des pays et l'assistance de Gohar Abajyan en matière de recherche, sous la supervision de Natalia Tamirisa.

## Encadré 2.3 (fin)

Graphique 2.3.1

**Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : scénarios de référence et de croissance plus faible en 2014**

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, à l'exception de la Jordanie.<sup>2</sup>Solde des administrations publiques des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, sauf le Liban et le Pakistan. La Tunisie ne communique que le solde de l'administration centrale.

compte courant. La diminution des entrées de capitaux provoquerait cependant une érosion des réserves au Pakistan et en Afghanistan. Ces deux pays, ainsi que le Soudan et la Tunisie, subiront une dépréciation plus marquée de leur monnaie, malgré l'augmentation probable de l'aide extérieure. La dépréciation monétaire alimenterait l'inflation dans ces pays, tandis qu'au Liban et en Jordanie, elle augmenterait sous la pression de la demande de produits alimentaires et de logements due à l'afflux de réfugiés. Le large écart de production contribuerait à contenir la montée des prix dans les autres pays et ferait même un peu baisser l'inflation en Égypte (graphique 2.3.1). L'inconvénient majeur de ce scénario est qu'il freinerait les perspectives de croissance à moyen terme.

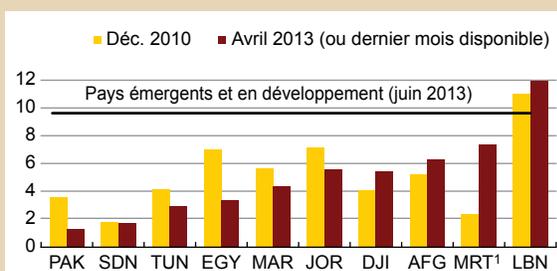
sensible des primes de risque des pays émergents pourrait faire baisser les IDE et faire augmenter les coûts de financement (annexe 2); cependant, cela ne modifierait vraisemblablement guère le risque de refinancement pour la plupart des pays, puisque leurs coûts de financement sont déjà très élevés, du fait de leurs fortes primes de risque, surtout dans le cas des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, dont le taux de change est fixe. De plus, les garanties des émissions obligataires internationales fournies par les pays avancés

contribuent à restreindre les coûts de financement (Jordanie, Tunisie). Le recours limité aux flux privés pour financer les déficits extérieurs diminue aussi le risque d'un arrêt brutal. Une hausse des cours énergétiques mondiaux — par exemple à la suite d'un événement géopolitique — alimenterait l'inflation et pèserait sur les soldes extérieurs et budgétaires. Du côté positif, une croissance plus rapide dans la zone euro ou dans les pays du CCG serait un facteur favorable pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP.

Graphique 2.7

**Faible taux de couverture des réserves**

(Réserves internationales brutes, en mois d'importations)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Réserves en mois d'importations de l'année suivante, abstraction faite des importations des secteurs de l'industrie extractive.

## Les soldes extérieurs et budgétaires sont très vulnérables

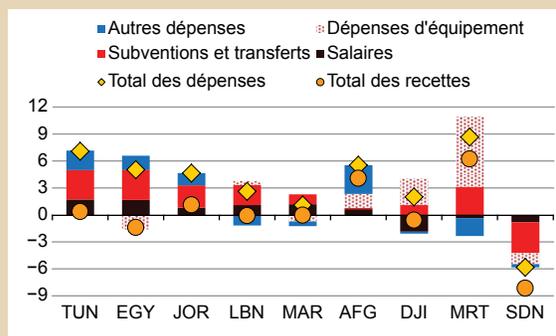
La faiblesse des investissements aide à contenir l'accroissement des importations et les déficits extérieurs courants, mais les tensions persistent. Le déficit courant de la région demeure élevé (4¾ % du PIB). Les perturbations du commerce de transit via la Syrie et la hausse des importations alimentaires pour nourrir un nombre croissant de réfugiés grèvent les soldes courants de la Jordanie et du Liban. En Jordanie, ces effets sont aggravés par la nécessité d'importer des carburants plus chers en remplacement du gaz égyptien, dont les approvisionnements diminuent, pour faire tourner les centrales électriques, encore que la perspective de nouveaux débouchés d'exportation de phosphate en Inde puisse en partie compenser ces tensions. Par contre, les importations considérables liées aux investissements à Djibouti et en Mauritanie, qui sont essentiellement financées par des IDE, creusent leurs déficits courants.

Les réserves internationales restent à des niveaux dangereusement bas (graphique 2.7). Une certaine amélioration des soldes courants, des IDE et des financements souverains par voie d'émissions obligataires internationales et d'autres formes de financement et dons extérieurs (particulièrement en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie) ont permis de stabiliser les réserves dans la plupart des pays. En 2014, de nouvelles améliorations de la balance commerciale devraient permettre une légère augmentation des réserves. Celles-ci demeurent

Graphique 2.8

**Variation des recettes et des dépenses**

(En pourcentage du PIB, 2010–13)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

néanmoins étonnamment basses (surtout en Égypte, au Pakistan, au Soudan et en Tunisie) et elles sont vulnérables aux risques baissiers.

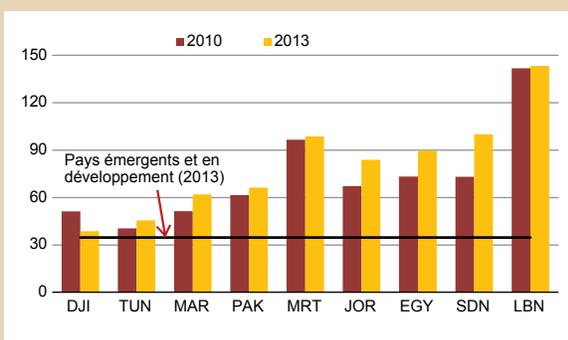
Les déficits et l'endettement publics sont élevés. La persistance de gros déficits budgétaires a fait augmenter les ratios d'endettement déjà élevés (Égypte, Jordanie, Liban, Mauritanie, Soudan) et aggravé la vulnérabilité aux chocs des pays modérément endettés (Maroc, Pakistan, Tunisie). Cette hausse des taux d'endettement résulte pour une large part de l'augmentation des subventions universelles et de la masse salariale depuis 2011, qui visait à calmer l'agitation politique et sociale et à compenser la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques (graphique 2.8). La faiblesse des recettes fiscales et les activités quasi-budgétaires parfois considérables ont accentué les pressions sur les déficits et la dette (graphique 2.9). Dans bien des cas, le recours aux banques intérieures pour financer l'État risque de diminuer le crédit disponible pour le secteur privé. Dans d'autres cas, la monétisation des déficits crée des tensions inflationnistes.

Il est difficile d'assainir les finances publiques dans le climat socioéconomique actuel. Après le pic atteint en 2013 dans l'ensemble de la région, les gouvernements (Afghanistan, Jordanie, Maroc, Pakistan, Soudan, Tunisie) comptent réduire les déficits en 2014 en améliorant le recouvrement des recettes et dans certains cas, en continuant à supprimer les subventions énergétiques. Des mesures visant à réduire les subventions énergétiques universelles

Graphique 2.9

### Dettes publiques élevées

(En pourcentage du PIB)

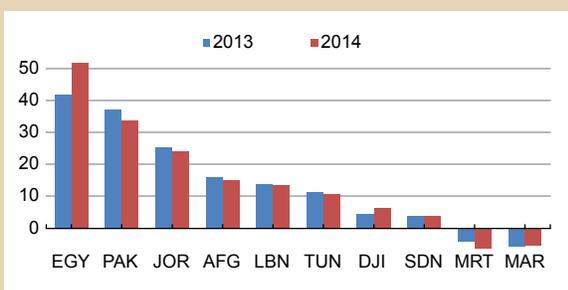


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 2.10

### Besoins de financement budgétaire

(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

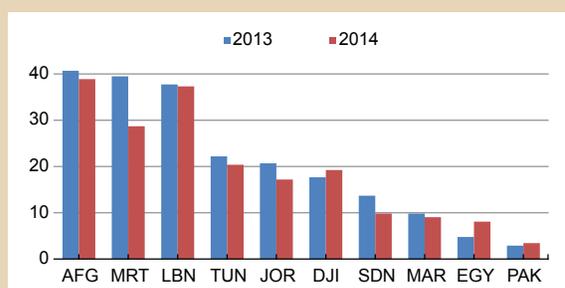
Note : déficit budgétaire des administrations générales (hors dons) plus amortissement de la dette extérieure et intérieure.

sont en cours d'application en Égypte, en Jordanie, au Maroc, en Mauritanie, au Pakistan et en Tunisie (encadré 2.4). Néanmoins, les dépenses liées aux subventions restent élevées, en raison du haut niveau des cours internationaux des produits alimentaires et énergétiques, qui représentent une grosse partie de la consommation. De plus, les dépenses d'équipement ont souvent été réduites pour compenser en partie l'augmentation des dépenses courantes, y compris le gonflement de la masse salariale. À moyen terme, les gouvernants prévoient d'utiliser une partie des économies réalisées grâce à la réduction des subventions pour assurer la protection sociale des plus démunis et augmenter les dépenses d'équipement, mais l'incertitude politique croissante, les troubles sociaux et les risques baissiers qui pèsent sur la croissance risquent fort de faire obstacle à ces plans.

Graphique 2.11

### Besoins de financement extérieur

(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : déficit extérieur courant (hors transferts courants officiels), plus total de l'amortissement extérieur (sauf les dépôts des non-résidents).

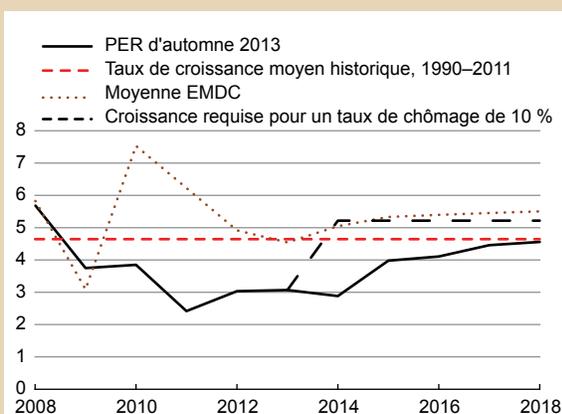
Les besoins de financement sont énormes. On estime à environ 250 milliards de dollars EU pour 2014 les besoins bruts des pays importateurs de pétrole (graphique 2.10). Les besoins sont particulièrement élevés (supérieurs à 25 % du PIB) en Égypte, en Jordanie et au Pakistan, à cause du niveau élevé des déficits et des échéances courtes des bons du Trésor émis pour les financer. Le financement intérieur et officiel devrait couvrir l'essentiel des besoins de financement budgétaire, et comprend la prolongation des aides bilatérales, telle que le financement récemment accordé à l'Égypte par le CCG. Les besoins bruts de financement extérieur (graphique 2.11), qui sont aussi considérables, de l'ordre de 90 milliards de dollars EU l'an prochain, devraient aussi être financés en partie par des sources officielles, y compris des programmes du FMI, ainsi que par les IDE et d'autres apports de fonds privés. Au Liban, les entrées bancaires nettes, principalement sous forme de dépôts de non-résidents, seront également importantes. Cependant, les considérables risques baissiers internes et externes décrits plus haut font peser de grandes incertitudes tant sur les besoins de financement que sur les flux financiers censés les couvrir.

## Les perspectives de croissance à moyen terme sont faibles

La croissance prévisible à moyen terme ne suffira pas à créer des emplois et à améliorer les niveaux de vie. La croissance économique potentielle des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

Graphique 2.12

### Perspectives de croissance du PIB réel décevantes (Variation annuelle en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.  
Note : PED = pays émergents et en développement.

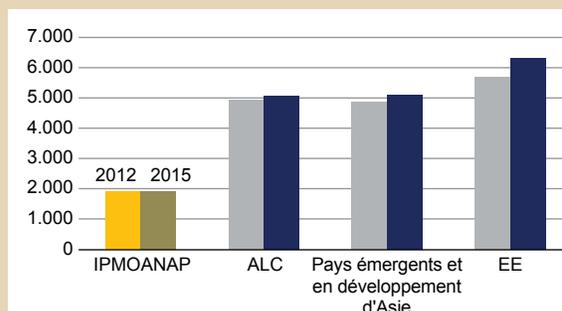
est tombée en dessous de la moyenne des pays émergents et en développement (graphique 2.12). De nombreuses entraves — mauvais climat des affaires, rigidité des marchés du travail, insuffisances des infrastructures, endettement public élevé et, dans certains cas, système financier sous-développé et manque de flexibilité du taux de change — minent la compétitivité et la productivité, qui sont déjà parmi les plus faibles au monde (encadré 1.1). Sans réformes structurelles en profondeur, la croissance économique sera trop faible pour créer des emplois et améliorer les niveaux de vie. D'après les projections actuelles, le PIB par habitant va stagner (graphique 2.13) et le chômage ne diminuera pas au cours des trois prochaines années. À plus long terme, la situation va vraisemblablement s'aggraver si le rythme des réformes ne s'accélère pas. Des risques baissiers importants pèsent en outre sur ces projections en raison des facteurs internes, régionaux et géopolitiques décrits plus haut. Dans ces conditions, la région risque de s'enliser dans un cercle vicieux de stagnation économique et de troubles sociopolitiques persistants.

## La région a besoin de réformes et de financement extérieur

Pour parvenir à un nouvel équilibre plus stable, il faut agir simultanément sur plusieurs fronts, en lançant des initiatives sans tarder et en les poursuivant

Graphique 2.13

### PIB réel par habitant moyen (En dollars EU)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.  
Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes; EE = Europe de l'Est; IPMOANAP = pays importateurs de pétrole de la région MOANAP.

sur le moyen terme. Les objectifs sont de trois ordres : 1) créer des emplois pour accompagner les transitions sociopolitiques, 2) avancer dans l'assainissement des finances publiques afin de rétablir la viabilité de la dette et de reconstituer les volants de réserves protégeant l'économie de chocs imprévus et 3) entreprendre sans tarder des réformes structurelles propres à améliorer le climat des affaires et la gouvernance et à accroître l'équité. Il est difficile de s'attaquer à toutes ces tâches prioritaires dans le contexte actuel : la dynamique sociopolitique limite l'efficacité de l'action gouvernementale; les risques baissiers pourraient, s'ils se matérialisaient, aggraver rapidement les vulnérabilités extérieures et budgétaires; et la faiblesse de la reprise mondiale limite la marge d'expansion des débouchés à l'exportation. Il est nécessaire de prendre une série de mesures internes axées sur des réformes budgétaires et structurelles. Ces efforts doivent s'appuyer le cas échéant sur des politiques monétaires et de change accommodantes et un financement officiel extérieur. Il faut prévoir des réformes à moyen terme ainsi que des mesures permettant d'améliorer à brève échéance l'emploi et la confiance, afin de soutenir les efforts à moyen terme et de réduire les coûts à court terme de l'ajustement.

## Rythme et dosage appropriés du rééquilibrage budgétaire

La mise en œuvre graduelle et continue du rééquilibrage budgétaire, si le financement le permet, aiderait à amortir les effets à court terme négatifs sur la

croissance. Certains pays, face aux tensions politiques et sociales croissantes, peuvent être tentés de continuer à accroître les dépenses liées aux subventions universelles, aux salaires de la fonction publique et à d'autres besoins non prioritaires. Cette démarche avantagerait cependant pour une large part les citoyens relativement aisés et les agents du secteur public. En outre, même si elle avait pour effet de doper temporairement la croissance, elle exacerberait les vulnérabilités latentes, ce qui nécessiterait un ajustement plus important et plus pénible à l'avenir et aurait probablement un coût supérieur pour les plus démunis. Étant donné les niveaux élevés de la dette publique et des déficits extérieurs et budgétaires, l'assainissement des finances publiques ne permettra pas seulement de rétablir la viabilité budgétaire et de reconstituer les marges de manœuvre; il pourrait aussi atténuer les tensions sur le compte courant, raviver la confiance, faire baisser les primes élevées sur le marché international et les marchés intérieurs et améliorer l'accès du secteur privé au crédit. Pour que le rééquilibrage soit durable, il importe de gagner et de conserver le soutien de l'opinion publique : il sera essentiel d'en limiter l'impact négatif sur les revenus et de réduire les inégalités sociales. Une démarche progressive permettrait de réduire les coûts à court terme pour la population, étant entendu que le rythme de l'ajustement dépendra du financement extérieur disponible.

La réorientation des dépenses permettra d'améliorer l'aide aux plus démunis et favorisera la création d'emploi (annexe 4). Le remplacement des subventions universelles par des dispositifs de protection mieux adaptés aux besoins des pauvres donnerait de meilleurs résultats sociaux et produirait des économies considérables (encadré 2.4). L'emploi d'une partie de ces économies pour financer des dépenses de qualité génératrices de croissance dans l'investissement et la santé et l'éducation, réduirait le risque d'affaiblissement de l'activité économique à court terme, améliorerait l'équité sociale et doperait la productivité, l'emploi et le potentiel de croissance. En outre, la maîtrise de la progression réelle des salaires dans le secteur public, qui influe sur la croissance réelle globale des salaires, favoriserait la compétitivité et l'emploi.

Dans ce contexte, il importe surtout que le redressement des finances publiques fasse l'objet d'une campagne d'information expliquant clairement en quoi les réformes peuvent profiter

aux contribuables grâce à l'amélioration des perspectives de croissance et de l'équité sociale. Les gouvernements peuvent par exemple donner aux contribuables l'assurance qu'une partie des économies réalisées pourrait servir à développer les transports publics, ce qui aurait pour effet, entre autres avantages, de compenser en partie l'augmentation des coûts de déplacement due à la hausse des prix des carburants. Ils peuvent aussi souligner que les économies provenant de la réduction des subventions universelles serviront à accroître la protection sociale des plus démunis et à assurer la formation des chômeurs.

Il sera aussi crucial de mobiliser des recettes pour rééquilibrer les finances publiques et réduire les inégalités (annexe 3). L'élargissement de l'assiette des impôts, par la réduction des exonérations et déductions, et le relèvement de la progressivité de l'impôt sur le revenu et des taxes indirectes et foncières amélioreraient les rentrées fiscales sans grand dommage pour la croissance, ce qui donnerait plus de marge pour des dépenses génératrices de croissance pendant et après la période d'assainissement budgétaire. Il importe aussi de noter que ces réformes des recettes rendraient le système fiscal plus équitable, et que l'amélioration des administrations fiscales et douanières serait bénéfique pour le climat des affaires et donc pour le potentiel de croissance.

L'amélioration de la gestion de la dette publique peut contribuer à réduire les vulnérabilités budgétaires. L'émission d'obligations nationales à plus longue échéance dont les rendements seraient déterminés par le jeu des forces du marché et qui feraient appel à un plus large éventail d'investisseurs pourrait aussi réduire le risque de refinancement. L'accroissement de la fréquence des émissions souveraines sur le marché international aurait le même effet, et renforcerait les réserves. (Cela peut devenir faisable si la confiance s'améliore après les progrès initiaux des réformes permettant de réduire les vulnérabilités budgétaires et extérieures.) Il serait utile d'étendre le périmètre budgétaire au-delà de l'administration centrale et des collectivités locales pour englober les systèmes de sécurité sociale, les fonds extrabudgétaires et les entreprises publiques, afin d'édifier une politique budgétaire plus efficace et efficiente et de prendre en compte les engagements conditionnels (encadré 2.5).

## Encadré 2.4

### Réforme des subventions dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord : avancées récentes et défis à venir

Les réformes des subventions dans la région MOAN ont pris un nouvel essor en raison de l'accroissement des déficits publics et des revendications en faveur d'une situation économique meilleure, en particulier dans les pays arabes en transition. Plusieurs gouvernements ont pris des mesures pour réduire le coût budgétaire des subventions, mais les citoyens continuent à s'inquiéter de la montée des prix et sont dubitatifs quant aux bienfaits des réformes. Pour continuer à progresser, il faudra que davantage de pays entreprennent de vastes réformes et que ceux qui ont déjà pris des mesures consolident les acquis.

Les subventions jouent un rôle important dans la région MOAN. Depuis des décennies, les pays de la région ont eu largement recours à des subventions universelles des prix — en grande majorité des produits énergétiques, mais aussi des denrées alimentaires — qui constituaient leur principal outil de protection sociale, et les pays exportateurs de pétrole s'en sont servis pour redistribuer à leurs citoyens la richesse provenant des hydrocarbures. D'après les estimations du FMI, les subventions énergétiques avant impôt — que l'on mesure par l'écart de valeur de la consommation au prix mondial et au prix intérieur — se sont chiffrées à environ 237 milliards de dollars EU en 2011, ce qui représente la moitié du total des subventions mondiales (graphique 2.4.1), 8,6 % du PIB régional, et 22 % des recettes publiques. Les subventions énergétiques sont particulièrement élevées dans la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOAN, mais dépassent aussi 5 % du PIB dans les deux tiers des pays de la région — ce qui est bien supérieur aux dépenses d'éducation (graphique 2.4.2)<sup>1</sup>. En revanche, les subventions alimentaires représentaient 0,7 % du PIB de la région.

Les subventions énergétiques causent des distorsions économiques. Les subventions universelles des prix coûtent cher et sont inefficaces comme outil de protection sociale, car elles profitent essentiellement aux nantis, dont la consommation d'énergie est bien supérieure à celle des plus démunis. Comme elles encouragent à consommer davantage d'énergie, les subventions aggravent la pollution et portent atteinte à la santé. Elles peuvent aussi provoquer un surinvestissement dans des activités à forte intensité de capital, et partant limiter la création d'emplois, et un sous-investissement dans la production d'énergie d'où une

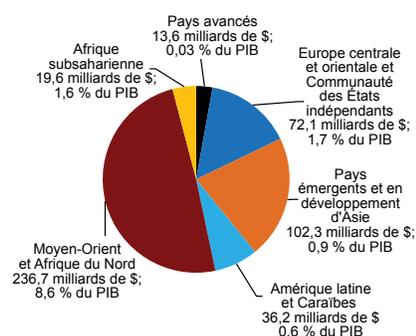
Préparé par Randa Sab, Younes Zouhar et Giorgia Albertin, sous la supervision de Carlo Sdravovich.

<sup>1</sup>Voir Clements *et al.* (2013) et l'édition d'avril 2011 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*. Du fait de la méthode de calcul, les chiffres estimatifs des subventions peuvent différer du montant des dépenses de subventions figurant dans les comptes budgétaires nationaux.

Graphique 2.4.1

#### Total des subventions avant impôt, 2011

481 milliards de \$ (0,7% du PIB)

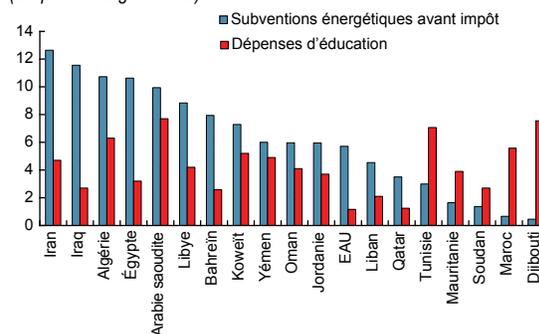


Sources : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI; Agence internationale de l'Énergie; Organisation de coopération et de développement économiques; autorités nationales; Banque mondiale; estimations des services du FMI. Pour le détail des calculs, voir Clements *et al.*, (2013).

Graphique 2.4.2

#### Subventions énergétiques avant impôt et dépenses d'éducation dans la région MOAN<sup>1,2</sup>

(En pourcentage du PIB)



Sources : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI; Agence internationale de l'Énergie; Organisation de coopération et de développement économiques; autorités nationales; Banque mondiale; estimations des services du FMI. Pour le détail des calculs, voir Clements *et al.*, (2013).

<sup>1</sup>Subventions des prix du pétrole, de l'électricité, du gaz naturel et du charbon.

<sup>2</sup>Subventions énergétiques avant impôt de 2011; dépenses d'éducation : dernières données.

**Encadré 2.4 (suite)**

dégradation de la qualité des services et des pénuries d'énergie. Enfin, les subventions encouragent la contrebande et la corruption.

Plusieurs pays de la région MOAN ont récemment entrepris de réduire leurs subventions énergétiques. Ces dernières années, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie, le Soudan, la Tunisie et le Yémen ont amorcé la réforme des subventions en relevant les prix de l'énergie tout en veillant à amortir l'impact de cette hausse sur les plus défavorisés — avec divers degrés d'efforts et de réussite. Dans la plupart des cas, ces réformes s'inscrivaient dans une stratégie budgétaire plus large visant à réduire les déficits et à dégager des ressources pour financer les dépenses sociales et les infrastructures, propres à doper la croissance, faire reculer la pauvreté et réduire les inégalités. Les réformes ont souvent reçu l'appui de partenaires internationaux, dont le FMI, qui a fourni de l'assistance technique et un soutien financier.

Les efforts de réforme doivent être poursuivis. D'après les estimations préliminaires du FMI pour 2012, le montant des subventions avant impôt au gazole et à l'essence, qui représentent la moitié du total des subventions énergétiques, est resté à peu près stable à environ 3½ % du PIB régional. Dans les pays qui ont relevé les prix (en général par un ajustement ponctuel non lié à une formule de calcul du prix), les économies réalisées ont été rognées par la hausse des cours internationaux des carburants et par les variations des taux de change. En outre, beaucoup de pays n'ont pas encore entrepris de réformer les subventions. Pour que les réductions soient durables, les pays doivent mettre en place, ou appliquer plus strictement des mécanismes de fixation automatique des prix des produits énergétiques — éventuellement couplés à des mécanismes de lissage pour éviter la volatilité des prix intérieurs des carburants — ce qui aidera aussi à dépolitiser le processus de tarification. Les pays doivent aussi approfondir les réformes en alliant les hausses tarifaires à la restructuration du secteur de l'énergie. Il importe de prendre ces mesures même si les cours internationaux de l'énergie baissent, ce qui du reste pourrait donner l'occasion de réformer le secteur.

Il est crucial de gérer l'économie politique de la réforme des subventions dans la situation politique actuelle difficile, en particulier dans les pays arabes en transition. Les gouvernants et leurs partenaires internationaux doivent agir avec prudence et doser la réforme de manière à ce que ses résultats budgétaires fassent contrepois à l'opposition sociale aux hausses de prix. Ils doivent s'efforcer d'amortir l'impact de la hausse des prix et convaincre l'opinion que les économies réalisées seront employées à bon escient. Il leur faut à cette fin éviter des soubresauts des prix et faire comprendre au grand public ce que coûtent les subventions, et quels seront les fruits de la réforme. Mais pour obtenir le soutien crucial de l'opinion, il faut que la suppression des subventions aille de pair avec la mise en place ou le renforcement de dispositifs de protection sociale bien ciblés pour dédommager ceux qui seront les plus touchés par la hausse des prix. Des transferts monétaires ciblés ou un système de coupons sont particulièrement efficaces, surtout s'ils sont basés sur les besoins.

#### Réformes les plus récentes des subventions dans la région MOAN

Pays	Mesures récentes	Principales mesures compensatoires	Étapes à venir
Égypte	2012–13 : hausse de 112 % de l'essence 95 pour les véhicules haut de gamme; hausse de 33 % du fioul pour les industries faibles consommatrices d'énergie et de 50 % pour les industries grosses consommatrices d'énergie; Janvier 2013 : hausse de 16 % en moyenne du tarif de l'électricité pour les ménages; hausse d'un tiers des prix du gaz naturel et du fioul servant à la production d'électricité.	Tarif de l'électricité inchangé pour la plus basse tranche de consommation; Subvention temporaire pour le secteur du tourisme afin de financer la conversion à des sources de carburant plus efficaces et moins chères et promouvoir l'adoption du gaz naturel pour les véhicules de transport.	Adoption de cartes à puce; Développer les programmes sociaux prioritaires et les transferts monétaires ciblés.

## Encadré 2.4 (suite)

## Réformes les plus récentes des subventions dans la région MOAN

Pays	Mesures récentes	Principales mesures compensatoires	Étapes à venir
<b>Jordanie</b>	<p>Juin 2012 : hausse des tarifs de l'électricité pour certains secteurs (banques, télécommunications, hôtels, mines), les grandes entreprises nationales et les ménages;</p> <p>Novembre 2012 : suppression des subventions des carburants;</p> <p>Janvier 2013 : rétablissement du mécanisme d'ajustement mensuel des prix des carburants;</p> <p>Août 2013 : hausse de 7,5–15 % des tarifs de l'électricité pour certains consommateurs autres que les ménages.</p>	<p>Transferts monétaires en faveur des familles dont le revenu est inférieur à un certain seuil (70 % de la population) si le prix du pétrole dépasse 100 \$.</p>	<p>Augmentation progressive des tarifs de l'électricité et exploitation de nouvelles sources d'énergie moins coûteuses.</p>
<b>Mauritanie</b>	<p>Mai 2012 : institution d'une nouvelle formule d'ajustement automatique du prix du gazole, pour porter le prix intérieur au niveau international.</p>	<p>Réorientation progressive du dispositif de protection sociale vers des systèmes de transferts monétaires bien ciblés.</p>	<p>Veiller à ce que la formule d'ajustement du prix du gazole soit appliquée automatiquement;</p> <p>Suppression de la subvention universelle de l'électricité.</p>
<b>Maroc</b>	<p>Juin 2012 : hausse de 14 % du prix du gazole, de 20 % de celui de l'essence et de 27 % de celui du fioul industriel;</p> <p>Septembre 2013 : mise en application d'un mécanisme d'indexation partielle de certains produits pétroliers, résultant en une augmentation de 8,5 % du prix du gazole, de 4,8 % de celui de l'essence et de 14,2 % de celui du fioul.</p>		<p>Entreprendre une vaste réforme des subventions assortie d'un système de transferts monétaires.</p>
<b>Soudan</b>	<p>Juin 2012 : hausse des prix de l'essence, du gazole et du GPL de 47 %, 23 %, et 15 %, respectivement; libéralisation du kérosène.</p> <p>Septembre 2013 : hausse du gazole de 47,5 %, de l'essence de 41,6 % et du GPL de 66,7 %.</p>	<p>Ajustement salarial de 100 SDG en moyenne pour tous les fonctionnaires; allocation mensuelle de 150 SDG à environ 500.000 ménages urbains pauvres; réduction de la prime d'assurance maladie pour environ 500.000 ménages pauvres; exonération de frais de scolarité et de frais de transport pour les personnes handicapées.</p>	<p>Élimination progressive des subventions restantes sur le pétrole et autres produits de grande consommation, et renforcement du système de protection sociale grâce à l'augmentation des dépenses sociales et à un meilleur ciblage des programmes.</p>

**Encadré 2.4** (fin)**Réformes les plus récentes des subventions dans la région MOAN**

Pays	Mesures récentes	Principales mesures compensatoires	Étapes à venir
<b>Tunisie</b>	Septembre 2012 : augmentation de 7 % en moyenne des prix de l'essence et du gazole et des tarifs de l'électricité; Mars 2013 : nouvelle augmentation de 7–8 % des mêmes produits.	Plan de renforcement du programme de transferts monétaires existant, avec la mise en place d'un registre unifié et d'un système de ciblage amélioré.	Remplacer progressivement les subventions énergétiques par un système de protection sociale bien ciblé; Instituer en 2014 un mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants.
<b>Yémen</b>	2011–12 : hausse de 66 % du prix de l'essence (pendant une période limitée) et doublement des prix du gazole et du pétrole lampant. 2013 : unification des prix du gazole pour l'ensemble des usagers, y compris le secteur de l'électricité.		Continuer à réduire les subventions énergétiques en augmentant progressivement les prix des carburants; Renforcer le soutien en développant le fonds d'assistance sociale.

### Si la situation le permet, la politique monétaire devrait être accommodante

Une politique monétaire accommodante reste de mise dans la plupart des pays de la région, compte tenu de la faiblesse de la reprise, du recul de l'inflation et des risques de hausse des taux d'intérêt mondiaux. Tout en donnant la priorité à la stabilité des prix, le maintien de faibles taux d'intérêt sur une longue période réduirait le coût de la dette publique et stimulerait l'activité du secteur privé. Il faudrait cependant éviter le crédit dirigé ciblant des secteurs spécifiques (en général par le biais des banques). La coordination avec les efforts budgétaires — y compris la moindre monétisation des déficits — pourrait permettre de contrebalancer d'éventuels effets inflationnistes et d'éviter les effets pervers d'inégalité ou de perte de compétitivité. Si un durcissement de la politique monétaire est nécessaire pour contenir les risques inflationnistes, il convient là aussi d'en coordonner le rythme et l'intensité avec la politique budgétaire. Les marchés interbancaires

jouent un rôle important dans la mise en œuvre de cette politique et une gestion plus active de la liquidité pourrait améliorer l'impact des mesures.

Les systèmes bancaires semblent en général solides, affichant des ratios de fonds propres plus que suffisants, des volants de liquidités et des taux de créances improductives élevés mais en diminution. Il importe toutefois de remédier à des faiblesses spécifiques dans divers pays, en particulier les engagements en dette souveraine. Il faudrait aussi renforcer la supervision du secteur bancaire et financier en imposant des règles plus strictes pour la classification des créances improductives, la restructuration des prêts et la tolérance réglementaire, et en encourageant une plus grande transparence, des normes d'information plus strictes et la mise au point d'outils macroprudentiels. Cet ensemble de mesures améliorerait aussi l'accès au crédit et l'efficacité de la politique monétaire. De manière plus générale, les efforts d'approfondissement des marchés intérieurs de la dette et de développement des instruments de finance islamique favoriseraient grandement l'expansion du secteur financier.

**Encadré 2.5****Périmètre budgétaire dans les pays de la région MOANAP et de la région CAC**

La crise financière mondiale a démontré combien il importait de dépister les sources de risques budgétaires afin de promouvoir la stabilité macroéconomique et une croissance solidaire. Pour beaucoup des pays couverts par le Département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD) dont les finances publiques ont fortement besoin d'être assainies, il est essentiel de bien évaluer l'orientation de l'action budgétaire. À cet effet, il faut de meilleures données financières et une plus grande transparence, et notamment une couverture exhaustive du secteur public et de ses opérations.

Comme l'a souligné Zakharova (2008), les comptes budgétaires des pays MCD restent pour l'essentiel axés sur l'administration centrale. Cependant, moins de la moitié de ces pays prennent en compte le système de sécurité sociale, les autres fonds extrabudgétaires et les opérations des échelons inférieurs de l'administration publique et les consolident dans leurs comptes officiels. La couverture des entreprises publiques et des institutions financières publiques reste aussi limitée, à l'exception notable de Djibouti et du Maroc (qui publient des données complètes sur les entreprises publiques), ainsi que de l'Égypte et de la République kirghize (dans le cas des institutions financières publiques). Le périmètre budgétaire est en général plus étroit en moyenne que dans les autres régions.

Les efforts déployés ces dernières années afin d'étendre la couverture et la transparence des opérations des finances publiques ont été centrés sur l'adoption de la méthodologie du *Manuel de statistiques de finances publiques de 2001* (MSFP 2001). Plus de la moitié des pays couverts par le MCD ont déjà adopté ou sont en train d'adopter dans son intégralité cette méthodologie, plusieurs (Arabie saoudite et Tadjikistan) avec le soutien technique du FMI. En outre, de nombreux pays riches en ressources minières, dont notamment l'Azerbaïdjan, l'Irak, la République kirghize et la Mauritanie sont devenus parties prenantes à l'Initiative pour la transparence des industries extractives.

La poursuite des efforts visant à continuer d'étendre la couverture des opérations financières et les informations y afférentes devraient à terme avoir des effets très bénéfiques pour la conduite de la politique économique. L'amélioration du calcul des déficits, des activités quasi-budgétaires des entreprises publiques, des engagements du secteur public envers le secteur financier et des hypothèses macroéconomiques plus réalistes pour sous-tendre les budgets sont importantes pour renforcer les normes et évaluer les risques qui pèsent sur les finances publiques, comme en témoignent les récentes crises qui ont éclaté dans plusieurs pays avancés. À cet égard, et compte tenu des fortes contraintes de capacités, les pays MCD pourraient envisager de donner une plus grande priorité à l'élargissement de la couverture de leurs finances publiques et le l'information y afférente, avec l'assistance technique du FMI, y compris celle liée au nouveau Code de transparence des finances publiques et à l'Évaluation de la transparence des finances publiques, mais aussi avec l'aide d'autres organisations régionales, dont ArabStat, qui a récemment vu le jour (encadré 2.7).

Préparé par Martin Cerisola.

Dans certains pays, la stabilisation macroéconomique pourrait aussi nécessiter une plus grande souplesse du taux de change pour améliorer les équilibres extérieurs et reconstituer les réserves internationales. Au cours de l'année écoulée, des mesures en ce sens ont déjà été prises en Égypte, au Pakistan et en Tunisie. Dans un certain nombre de pays, cependant, la monnaie reste surévaluée. Une plus grande souplesse des changes améliorerait considérablement la compétitivité, surtout dans un contexte de recul de l'inflation. À moyen terme, certains pays auraient avantage à abandonner le régime d'ancrage du

taux de change au profit d'un système de ciblage d'agrégats monétaires ou de l'inflation.

### **Des réformes structurelles pour rehausser le potentiel de croissance**

La définition et la mise en œuvre d'un programme ambitieux et crédible de réformes structurelles permettront de passer à des économies plus compétitives et équitables, tirées par l'expansion du secteur privé et la création d'un grand nombre

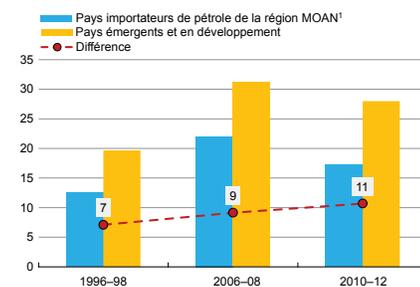
Encadré 2.6

### L'intégration commerciale peut favoriser la transformation économique des pays importateurs de pétrole de la région MOAN

Les échanges commerciaux n'ont pas été un important moteur de croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région MOAN. Le ratio exportations/PIB est nettement inférieur à la moyenne des pays émergents et en développement, et l'écart s'est creusé (graphique 2.6.1). Les échanges, des pays d'Afrique du Nord en particulier, restent orientés vers l'Europe et la région n'a guère bénéficié de la forte croissance des pays émergents. Bien que certains pays aient des droits de douane relativement faibles (Liban) ou aient entrepris de les abaisser (en particulier le Maroc et la Tunisie), les barrières tarifaires de la région restent en moyenne élevées (graphique 2.6.2). Les barrières non tarifaires sont aussi considérables, encore que certains pays (surtout le Maroc et la Mauritanie) les aient réduites ces dix dernières années. La transition vers des exportations à plus haute valeur ajoutée a été lente, en partie à cause de la faiblesse des investissements directs étrangers (IDE). Cela reflète la tendance observée dans l'ensemble de la région MOAN, où, d'après des estimations récentes, les exportations n'atteignent qu'un tiers de leur potentiel et le commerce global intrabranche, indicateur des échanges de biens différenciés et de la participation aux chaînes d'approvisionnement, est plus faible qu'en Afrique et dans toutes les autres régions (Behar et Freund, 2011).

Une intégration commerciale plus poussée pourrait doper considérablement l'activité économique de la région<sup>1</sup>. Si le degré d'ouverture de la région MOAN passait au niveau des pays émergents d'Asie, cela pourrait accroître d'un point entier le rythme de croissance du PIB (*Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, Octobre 2010). L'approfondissement de l'intégration commerciale n'aurait pas simplement pour effet de créer de la croissance et des emplois dans les secteurs exportateurs, mais aussi de favoriser la hausse de la productivité en attirant davantage d'IDE

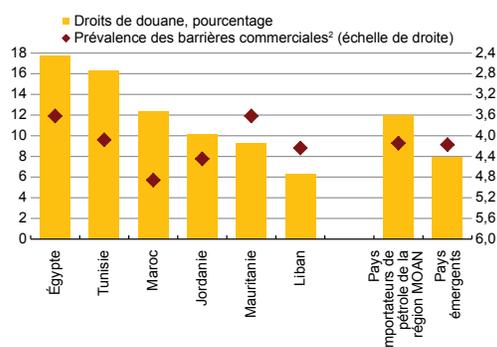
Graphique 2.6.1  
**Exportations de marchandises**  
(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.  
<sup>1</sup>Hormis la Syrie.

Graphique 2.6.2

#### Barrières commerciales, 2013

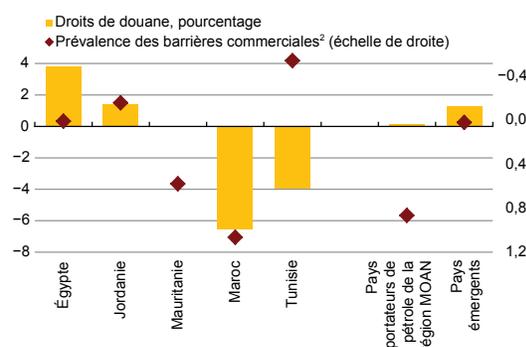


Source : Forum économique mondial, Rapport sur la compétitivité dans le monde 2013-14.

<sup>1</sup>Évolution des barrières commerciales et tarifaires de 2006 à 2013.

<sup>2</sup>Échelle de 1 à 7, 7 étant le régime le moins restrictif.

#### Évolution des barrières commerciales, 2006-13<sup>1</sup>



Préparé par Harald Finger, avec l'assistance de Jaime Espinosa-Bowen et de Mandana Dehghanian en matière de recherche.

<sup>1</sup>Pour une étude empirique montrant l'effet positif de l'approfondissement de l'intégration commerciale sur la croissance économique, voir Frankel et Romer (1999, pages 379-99).

**Encadré 2.6 (suite)**

et en facilitant l'accès à des produits intermédiaires moins chers et de meilleure qualité. L'expérience de l'Europe centrale, par exemple, montre que l'intégration aux chaînes d'approvisionnement internationales peut engendrer un montant important de nouveaux IDE.

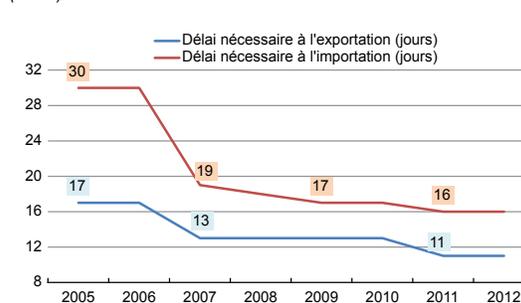
Plus les marchés sont développés, plus ils attirent les IDE, ce qui démontre les bienfaits de l'intégration commerciale (FMI, 2013a). Les efforts visant à l'approfondir peuvent aussi favoriser les réformes dans d'autres domaines (réglementation commerciale et marché du travail, par exemple), ce qui devrait encore rehausser la compétitivité et le potentiel économique.

Pour approfondir leur intégration commerciale, les pays importateurs de pétrole de la région MOAN ont besoin d'avoir accès dans de meilleures conditions aux marchés des pays avancés. Les droits de douane élevés, les quotas restrictifs et les subventions agricoles de l'Union européenne restent de gros obstacles aux exportations de produits agricoles de la région MOAN. L'Union européenne pourrait approfondir ses relations commerciales avec les pays importateurs de pétrole de la région MOAN en mettant en application les accords de libre-échange approfondis et complets (ALEAC) envisagés. Ce processus prendra du temps, mais il serait possible de prendre des mesures immédiates pour améliorer les débouchés des produits agricoles (l'Union européenne a déjà conclu un accord avec le Maroc). Les États-Unis pourraient aussi élargir les accords commerciaux qui les lient déjà avec la Jordanie et le Maroc et conclure des accords de libre-échange avec les autres pays importateurs de pétrole de la région MOAN. Il est d'autant plus important d'améliorer les débouchés de ces pays sur les marchés européens et américain que se profile le Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements (PTCI) entre les États-Unis et l'Union européenne, qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les exportations et l'emploi dans la région en raison du détournement des échanges des pays importateurs de pétrole de la région MOAN vers les pays signataires du PTCI (Felbermayr, Heid et Lehwald, 2013).

Les pays importateurs de pétrole de la région MOAN devraient chercher à tirer tout le parti possible de leur intégration au commerce mondial. Ils devraient s'efforcer d'abaisser encore leurs barrières tarifaires et non tarifaires et, dans certains cas (Liban et Soudan), de devenir membres de l'Organisation mondiale du commerce. Ils devraient aussi tâcher de diversifier leurs débouchés en direction des pays émergents en forte croissance et réorienter leur production sur des biens à plus forte valeur ajoutée. Pour mieux exploiter les possibilités qu'offrent les chaînes de valeurs mondiales, les pays auraient avantage à supprimer les barrières à l'importation qui servent à protéger leurs industries exportatrices. L'approfondissement de l'intégration régionale, qui passe par la suppression des barrières non tarifaires et l'harmonisation des politiques commerciales, favoriserait aussi l'intégration des pays aux chaînes de valeurs mondiales. Il faudra échelonner et programmer la levée des barrières à l'importation de manière à limiter autant que possible le risque de retombées négatives à court terme sur les industries concernées, et à mettre en place des protections sociales appropriées. Le manque à percevoir imputable à la réduction des droits de douane devra aussi être compensé, au moins temporairement, par l'augmentation d'autres postes de recettes ou par des coupes dans les dépenses.

La simplification des règles et procédures douanières, la mise à niveau de la logistique et une politique de promotion des exportations peuvent aussi favoriser l'essor des échanges commerciaux. Ces mesures, qui seraient aussi appuyées par l'Union européenne dans le cadre des ALEAC, prennent une importance croissante dans le contexte des chaînes de valeurs mondiales. Il est prouvé que l'amélioration de la logistique, en particulier, stimule les exportations. À titre

Graphique 2.6.3

**Maroc : simplification des formalités commerciales (Jours)**

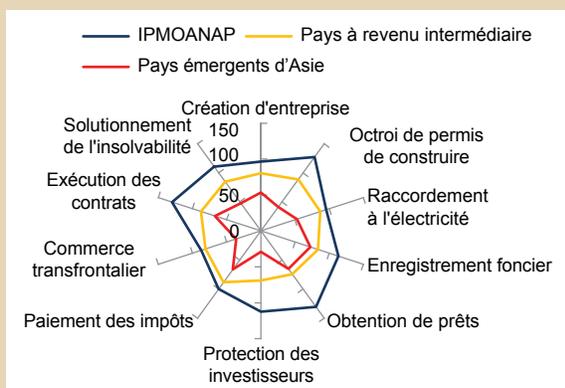
Source : Banque mondiale, Classement de la Facilité de faire des affaires.

**Encadré 2.6 (fin)**

d'exemple, selon une estimation, l'amélioration de la qualité de la logistique en Égypte — pour la porter au niveau de la Tunisie — pourrait produire une augmentation de 12 % des exportations égyptiennes (Behar, Manners et Nelson, 2012). Le Maroc a fait de grands progrès dans ce domaine, en investissant dans ses infrastructures portuaires (l'expansion de Tanger-Med en a fait le plus grand port d'Afrique) et en éliminant les formalités obstructives (graphique 2.6.3). La formation des petits exportateurs les aiderait à naviguer dans l'océan de la réglementation commerciale, y compris les normes et les formalités de certification. Une plus grande assistance des agences de commercialisation étrangères serait un atout considérable, en particulier pour les petites entreprises. D'autres mesures de promotion des exportations sont possibles : crédit à l'exportation, système d'assurance et de garantie, allègements fiscaux sur les gains et bénéfices et rétrocession des droits de douane sur les intrants importés. Ces mesures devraient être appliquées de manière transparente pour limiter les problèmes de gouvernance, et s'intégrer dans des programmes budgétaires plus larges (annexe 4).

Graphique 2.14

### Il y a de multiples façons d'améliorer le climat des affaires



Sources : Banque mondiale, Classement selon la Facilité de faire des affaires, 2013.

Note : IPMOANAP = importateurs de pétrole de la région MOANAP. Classement de 1 à 183, 1 étant le meilleur résultat.

d'emplois. Il importe que les gouvernements de la région s'attachent à réduire les risques socioéconomiques en multipliant les débouchés économiques, en rehaussant les niveaux de vie et en assurant une distribution plus équitable des revenus. Dans un premier temps, les gouvernements vont devoir présenter une vision à moyen terme de l'avenir économique de leur pays qui emporte la vaste adhésion de leurs populations et trace une feuille de route pour des réformes portant sur le climat des affaires, l'accès au crédit, le marché du travail et l'intégration commerciale au sein de la région MOANAP et avec d'autres régions. Les transitions

politiques en cours compliquent l'élaboration de vastes programmes de réformes, mais quelques mesures moins controversées, et pourtant vitales, peuvent servir de point de départ. Plusieurs mesures propres à promouvoir un environnement propice aux IDE et à l'investissement intérieur pourraient être adoptées immédiatement (graphique 2.14). Il est notamment possible de simplifier le processus de constitution d'une société (en créant un guichet unique, par exemple), d'alléger la réglementation commerciale, d'établir des plateformes électroniques pour les services publics aux entreprises, d'établir un code des investissements garantissant les droits des investisseurs et un code des marchés publics, ainsi que de rationaliser les procédures judiciaires en vue de l'exécution des contrats. La création d'une centrale des risques de vaste portée, d'un registre des actifs gagés et une législation efficace de l'insolvabilité pourraient rapidement accroître l'accès au crédit, surtout pour les petites et moyennes entreprises. Une aide sociale sous la forme de programmes conjoints public-privé pour former les travailleurs actuellement sans emploi ou non qualifiés, ainsi que des programmes de formation professionnelle adaptés aux besoins du secteur privé encourageraient les entreprises à embaucher à court et à moyen terme. De plus, l'adoption immédiate de mesures pour accroître la population active de la région au moyen d'une plus grande participation des femmes à la vie active pourrait rehausser sensiblement le potentiel économique de la région (encadré 1.3). Enfin, des mesures de promotion des échanges peuvent être rapidement adoptées afin d'approfondir

**Encadré 2.7****ArabStat**

Une conférence de haut niveau sur les Statistiques macroéconomiques et financières pour l'élaboration des politiques économiques organisée conjointement par le FMI et par les autorités marocaines en 2012 a conclu qu'en dépit de l'amélioration sensible de la disponibilité et de la qualité des données, l'appareil statistique des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a besoin d'être encore développé. Il y a des faiblesses évidentes dans tous les domaines des statistiques macroéconomiques, à des degrés divers selon les pays. Elles ont trait à la disponibilité, au champ de couverture, à la périodicité et aux délais de diffusion des données, ainsi qu'à leur qualité et à l'utilisation des pratiques statistiques optimales. De plus, cinq pays arabes seulement ont souscrit à la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD) et aucun pays arabe ne prévoit de prendre part dans un proche avenir à l'initiative NSDD Plus. Il paraît essentiel d'établir une instance statistique régionale pour promouvoir le développement de statistiques de meilleure qualité dans la région. La conférence a appelé à la création d'un institut statistique régional dénommé ArabStat, initialement placé sous les auspices du Fonds monétaire arabe (FMA).

Le 2 avril 2013, le Conseil des ministres des Finances arabes, réuni à Dubaï, a approuvé officiellement la création d'ArabStat, étape majeure dans le développement des systèmes statistiques de la région. ArabStat a ensuite été établi au sein du Fonds monétaire arabe et il sera piloté par un Comité directeur composé de représentants des pays membres, du FMA et d'autres organisations régionales et internationales. L'objectif ultime d'ArabStat est de créer un forum régional en vue d'harmoniser les méthodologies statistiques, d'améliorer l'établissement et la diffusion des données, d'en rehausser la qualité et de promouvoir les échanges de données au sein de la région et avec les autres utilisateurs. Il vise à faire adopter les pratiques et connaissances techniques optimales, à promouvoir la coopération entre les instituts de statistiques et avec d'autres partenaires et à servir de plaque tournante pour l'assistance technique aux pays membres.

ArabStat est entré dans sa phase de réalisation sous l'égide d'un comité technique composé de représentants des pays arabes et d'institutions régionales et internationales. Ce comité est actuellement en train de finaliser les statuts d'ArabStat et de définir son programme de travail pour les deux prochaines années.

---

Préparé par Mohammed El Qorchi.

l'intégration commerciale avec les pays avancés et les pays émergents à forte croissance et au sein de la région MOANAP (encadré 2.6).

## Soutien international

L'aide financière officielle peut accompagner un ajustement plus lent et moins pénible, pour autant qu'elle vienne à l'appui de plans de réformes à moyen terme crédibles. Les aides officielles peuvent atténuer les tensions financières et donner le répit voulu pour un rééquilibrage plus graduel et moins douloureux. Elles peuvent aussi donner aux pays plus de temps pour élaborer de solides plans de réformes et dégager un consensus en leur faveur. Dans les pays qui sont déjà prêts à mettre rapidement en œuvre des

réformes difficiles, le financement officiel peut servir d'agent catalyseur pour obtenir des financements privés additionnels. Ce sont ces objectifs que visent les accords récemment approuvés par le FMI en faveur de la Jordanie, du Maroc, du Pakistan et de la Tunisie. Cependant, si l'aide financière est absorbée sans que des plans de réformes à moyen terme aient été mis au point, en particulier pour préserver la viabilité des finances publiques et de la dette extérieure, cela ne peut que retarder la correction inévitable des déséquilibres sous-jacents, qui nécessiterait à l'avenir des ajustements plus amples et pénibles, alors que l'aide financière pourrait faire défaut. Outre des concours extérieurs et budgétaires, la communauté internationale peut offrir de l'assistance technique et prendre part à diverses initiatives de développement des capacités.

## Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP — principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000–07	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Croissance du PIB réel</b>	<b>5,1</b>	<b>5,7</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>2,9</b>
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>								
Afghanistan, République d'	...	3,6	21,0	8,4	6,1	12,5	3,1	3,5
Djibouti	3,0	5,8	5,0	3,5	4,5	4,8	5,0	6,0
Égypte	4,7	7,2	4,7	5,1	1,8	2,2	1,8	2,8
Jordanie	6,6	7,2	5,5	2,3	2,6	2,8	3,3	3,5
Liban	3,5	8,6	9,0	7,0	1,5	1,5	1,5	1,5
Mauritanie	4,3	3,5	-1,2	4,7	3,6	6,9	6,4	6,4
Maroc	4,6	5,6	4,8	3,6	5,0	2,7	5,1	3,8
Pakistan	5,2	5,0	0,4	2,6	3,7	4,4	3,6	2,5
Soudan <sup>1</sup>	8,8	3,0	5,2	2,5	-1,8	-3,3	3,9	2,5
République arabe syrienne <sup>2</sup>	4,2	4,5	5,9	3,4	...	...	...	...
Tunisie	4,8	4,5	3,1	2,9	-1,9	3,6	3,0	3,7
Cisjordanie et bande de Gaza <sup>3</sup>	0,6	7,1	7,4	9,3	12,2	5,9	4,5	3,9
<b>Inflation des prix à la consommation</b>	<b>4,9</b>	<b>12,9</b>	<b>10,4</b>	<b>8,6</b>	<b>9,9</b>	<b>9,4</b>	<b>8,3</b>	<b>8,7</b>
<i>(Moyenne annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, République d'	...	26,4	-6,8	2,2	11,8	6,4	5,5	5,5
Djibouti	2,6	12,0	1,7	4,0	5,1	3,7	2,7	2,5
Égypte	5,7	18,3	11,7	11,4	9,9	7,8	8,6	10,5
Jordanie	3,0	13,9	-0,7	5,0	4,4	4,8	5,9	3,2
Liban	1,6	10,8	1,2	4,5	5,0	6,6	6,3	3,1
Mauritanie	6,6	7,5	2,1	6,3	5,7	4,9	4,2	5,2
Maroc	1,8	3,9	1,0	1,0	0,9	1,3	2,3	2,5
Pakistan	5,4	10,8	17,6	10,1	13,7	11,0	7,4	7,9
Soudan <sup>1</sup>	7,6	14,3	11,3	13,0	18,1	35,5	32,1	27,4
République arabe syrienne <sup>2</sup>	3,9	15,2	2,8	4,4	...	...	...	...
Tunisie	2,9	4,9	3,5	4,4	3,5	5,6	6,0	4,7
Cisjordanie et bande de Gaza <sup>3</sup>	3,4	10,9	2,8	3,7	2,9	2,8	2,5	2,7
<b>Solde budgétaire global des administrations publiques</b>	<b>-4,6</b>	<b>-5,5</b>	<b>-5,1</b>	<b>-5,9</b>	<b>-7,0</b>	<b>-8,4</b>	<b>-9,7</b>	<b>-8,0</b>
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, République d'	...	-4,0	-1,3	0,9	-0,8	0,2	-0,6	0,0
Djibouti	-2,0	1,3	-4,6	-0,5	-0,7	-2,7	-3,1	-4,8
Égypte	-7,2	-8,0	-6,9	-8,3	-9,8	-10,7	-14,7	-13,2
Jordanie <sup>4</sup>	-3,3	-5,5	-8,9	-5,6	-5,7	-8,8	-9,1	-8,0
Liban <sup>4</sup>	-14,2	-9,7	-8,3	-7,7	-6,1	-9,0	-10,4	-11,0
Mauritanie <sup>4,5</sup>	1,3	-6,5	-5,1	-1,9	-1,5	2,8	-4,4	-8,2
Maroc <sup>4</sup>	-4,4	0,7	-1,8	-4,4	-6,7	-7,6	-5,5	-4,8
Pakistan	-3,1	-7,1	-5,0	-5,9	-6,9	-8,4	-8,5	-5,5
Soudan <sup>1</sup>	-1,1	0,6	-5,1	0,3	0,2	-3,8	-2,0	-0,9
République arabe syrienne <sup>2</sup>	-2,1	-2,9	-2,9	-7,8	...	...	...	...
Tunisie <sup>6</sup>	-2,7	-0,7	-2,3	-0,4	-3,0	-4,4	-7,2	-6,3
Cisjordanie et bande de Gaza <sup>3</sup>	-33,1	-24,5	-30,1	-17,8	-16,9	-16,5	-14,9	-13,3
<b>Solde extérieur courant</b>	<b>-0,8</b>	<b>-4,0</b>	<b>-4,6</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,5</b>	<b>-5,8</b>	<b>-4,8</b>	<b>-3,5</b>
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, République d'	...	5,1	1,6	2,8	2,4	3,9	2,5	1,8
Djibouti	-4,4	-24,3	-9,3	-5,4	-14,1	-12,3	-13,1	-15,1
Égypte	1,6	0,5	-2,3	-2,0	-2,6	-3,1	-2,6	-0,9
Jordanie	-3,5	-9,3	-3,3	-5,3	-12,0	-18,1	-9,9	-9,1
Liban	-12,5	-7,7	-9,3	-9,9	-12,4	-16,2	-16,7	-16,7
Mauritanie	-16,4	-14,9	-11,6	-9,3	-7,6	-32,7	-34,3	-22,6
Maroc	1,9	-5,2	-5,4	-4,1	-8,1	-10,0	-7,2	-6,1
Pakistan	0,2	-8,1	-5,5	-2,2	0,1	-2,1	-1,0	-0,6
Soudan <sup>1</sup>	-5,6	-1,5	-9,6	-2,1	-0,4	-10,8	-11,9	-7,0
République arabe syrienne <sup>2</sup>	0,3	-1,3	-2,9	-2,8	...	...	...	...
Tunisie	-2,7	-3,8	-2,8	-4,8	-7,3	-8,1	-8,0	-6,6
Cisjordanie et bande de Gaza <sup>3</sup>	-22,9	10,9	-12,0	-10,6	-23,6	-28,9	-22,4	-21,0

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les données se rapportent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite), et Égypte et Pakistan (juillet/juin), excepté dans le cas de l'inflation.

<sup>1</sup>Les données de 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données de 2012 et par la suite se rapportent au Soudan actuel.<sup>2</sup>Les données de 2011–14 excluent la République arabe syrienne en raison des incertitudes de la situation politique.<sup>3</sup>La Cisjordanie et Bande de Gaza ne sont pas membres du FMI et ne sont pas incluses dans les agrégats.<sup>4</sup>Administration centrale. Dans le cas de la Jordanie, les agrégats comprennent les transferts à la compagnie d'électricité (4,3 % et 2,7 % du PIB en 2013 et 2014, respectivement).<sup>5</sup>Y compris les recettes pétrolières versées au fonds pétrolier.<sup>6</sup>Y compris le coût de la recapitalisation des banques et les arriérés de paiement.

# Annexe 1. Perspectives du marché mondial du pétrole

*Le marché du pétrole s'est tendu récemment à cause de perturbations de l'offre, mais les producteurs du Moyen-Orient pourraient être confrontés à une offre excédentaire dans les prochaines années. Il est donc nécessaire de contenir la hausse du prix d'équilibre budgétaire du pétrole et d'engager des réformes structurelles pour faciliter la diversification de l'économie.*

Des facteurs antagoniques sont à l'œuvre sur le marché mondial du pétrole. L'augmentation de la production de pétrole non conventionnel aux États-Unis et la faiblesse de la demande mondiale ont fait baisser les cours au début de 2013, mais l'incertitude qui entoure l'offre à cause des remous au Moyen-Orient les ont fait remonter récemment (graphique A1.1). Le cours du pétrole Brent a atteint son plus haut niveau depuis six mois à la fin du mois d'août, et le cours de référence est resté dans la fourchette de 100 à 120 dollars le baril qui a été établie au cours des deux dernières années. Le cours du West Texas Intermediate (WTI) s'est rapproché de celui du Brent, en partie à cause d'une baisse des limitations imposées par les oléoducs et de l'intégration croissante de la production américaine de pétrole non conventionnel dans les marchés mondiaux. Le panier de référence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a continué de se négocier avec un écart relativement stable par rapport au Brent. Cependant, l'écart Brent–Dubai a été plus volatil, atteignant temporairement, à la fin du mois d'août, son niveau le plus élevé depuis près de deux ans dans un climat d'incertitude géopolitique.

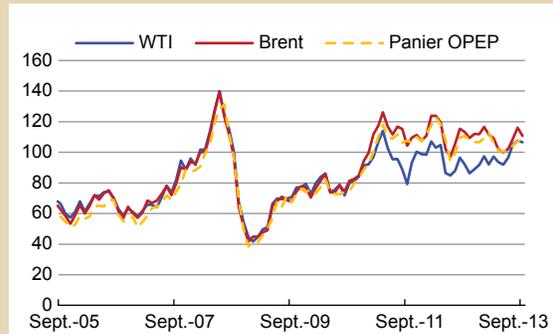
Les marchés à terme laissent entrevoir une baisse progressive des cours du pétrole. Les cours à terme du Brent tombent aux environs de 90 dollars le baril pour les trois prochaines années parce que les opérateurs du marché à terme semblent accorder un peu plus d'importance aux perspectives médiocres de la croissance mondiale, y compris pour les pays émergents, à la baisse de l'intensité énergétique et à une augmentation supplémentaire de la production hors OPEP qu'aux risques persistants de chocs géopolitiques et de perturbations de l'offre. Cependant, la distribution des cours du pétrole attendus qui est calculée à partir des options reste très large, avec un intervalle de confiance de 95 % se situant entre 70 et 145 dollars le baril à un an (graphique A1.2). La fourchette s'élargit à

Rédigée par Martin Sommer.

Graphique A1.1

## Cours du pétrole, 2005–plus récent<sup>1</sup>

(Millions de dollars EU le baril)



Source : Bloomberg, L.P.

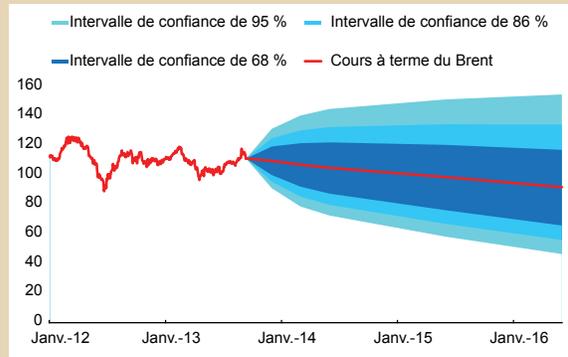
Note : OPEP = Organisation des pays exportateurs de pétrole; WTI = West Texas Intermediate.

<sup>1</sup>Données au 17 septembre 2013.

Graphique A1.2

## Perspectives des cours du pétrole sur la base des options<sup>1</sup>

(Dollars EU le baril)



Sources : Bloomberg, L.P.; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>À partir des prix des options sur contrat à terme sur le Brent le 12 septembre 2013.

50–150 dollars le baril à trois ans, avec une probabilité de 66 % d'une baisse des cours du pétrole au-dessous de 100 dollars le baril d'ici le milieu de 2016.

L'augmentation de la production américaine de pétrole non conventionnel, stimulée par les progrès technologiques et le niveau élevé des cours, a eu

un impact important sur le marché mondial et devrait réduire la demande future de pétrole de l'OPEP. Le marché pétrolier s'est tendu ces derniers mois en raison d'interruptions de la production pétrolière représentant près de 3 millions de barils par jour (mbj)<sup>1</sup>, mais les perspectives de référence à moyen terme font état d'une offre excédentaire de pétrole (graphique A1.3, page a). Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE, 2013), la croissance rapide de l'offre de pétrole hors OPEP, conjuguée à l'atonie de la demande de pétrole, pourrait entraîner une réduction modérée de la demande de brut OPEP dans les années à venir (d'environ 1 mbj) (graphique A1.3, page b). Cependant, étant donné les projets d'investissement déjà prévus (graphique A1.3, page c), les capacités inemployées de l'OPEP pourraient avoisiner 7 mbj à moyen terme, en progression par rapport aux 5 mbj de 2012 et en nette hausse par rapport aux 2–3 mbj généralement observés au milieu de la première décennie 2000.

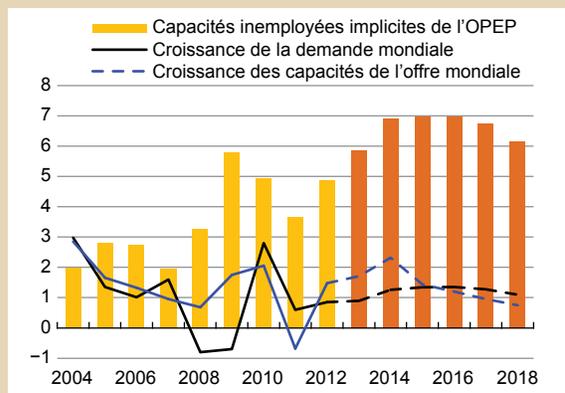
Les avis concernant l'ampleur et la durabilité de l'offre excédentaire de pétrole varient dans une large mesure. Beaucoup dépendra de la viabilité de l'expansion de la production pétrolière américaine, qui fait face à des contraintes sur le plan des infrastructures, de la réglementation et de l'environnement<sup>2</sup>; du redressement de la production dans les pays où elle est actuellement inférieure à son potentiel (par exemple, l'Iraq, l'Iran et la Libye); de l'ampleur de toute nouvelle perturbation de l'offre et du rythme de la reprise de l'économie mondiale. Mais l'administration américaine de l'information sur l'énergie (EIA, 2013), l'OPEP (2012, 2013) et des prévisionnistes du secteur privé tels que British Petroleum (2013a) indiquent aussi que la demande de pétrole OPEP stagnera ou diminuera pendant un certain temps, ce qui accroîtra les capacités

<sup>1</sup>Selon l'administration américaine de l'information sur l'énergie (EIA), les interruptions imprévues de la production pétrolière sont passées à 2,8 mbj en août 2013, soit le niveau le plus élevé depuis janvier 2011. Les capacités inemployées de l'OPEP ont diminué d'environ ½ mbj entre avril et août 2013, tandis que les stocks de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont tombés au-dessous de leur niveau de l'an dernier.

<sup>2</sup>Voir *Macroeconomic Implications of the U.S. Unconventional Energy Boom*, in «United States: Selected Issues», IMF Country Report No. 13/237 (Washington, 2013).

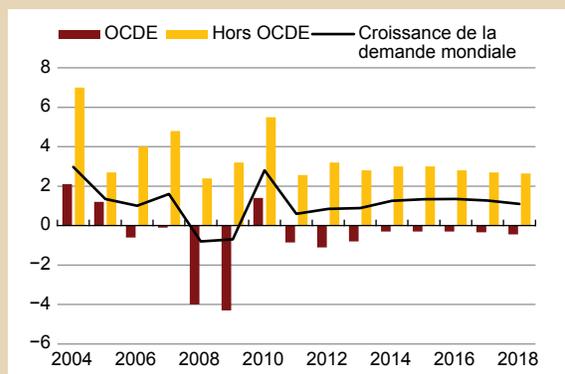
Graphique A1.3a

**Évaluation des perspectives du marché pétrolier par l'AIE : équilibre du marché à moyen terme, 2004–18**  
(En millions de barils par jour)



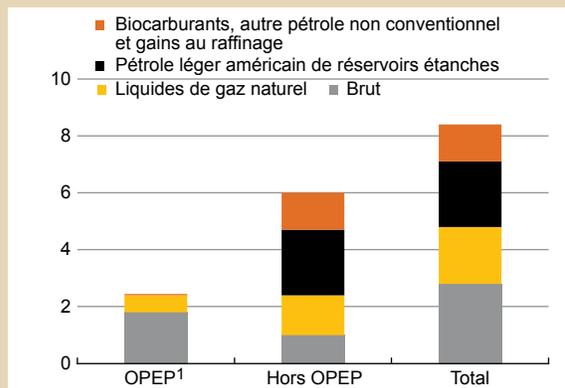
Graphique A1.3b

**Croissance de la demande mondiale, 2004–18**  
(En pourcentage)



Graphique A.1.3c

**Croissance mondiale des liquides, 2012–18**  
(En millions de barils par jour)



Source : AIE (2013).

Note : OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques; OPEP = Organisation des pays exportateurs de pétrole.

<sup>1</sup>Le brut de l'OPEP renvoie aux nouvelles capacités. Les gains au raffinage mondiaux sont inclus dans Hors OPEP.

inemployées de l'OPEP. Par contre, les implications à court terme de la forte expansion de la production à partir des formations de schiste aux États-Unis pour les producteurs de gaz du Moyen-Orient semblent limitées en raison de la segmentation géographique du marché du gaz naturel (Prasad et Fayad, 2012).

La détente sur le marché du pétrole devrait faire baisser les cours, tout en en atténuant la volatilité. La baisse des cours serait limitée par les coûts d'équilibre élevés des producteurs de pétrole non conventionnel, qui avoisinent 60–70 dollars le baril pour certains champs de schistes américains (AIE, 2010, 1013), mais qui sont supérieurs pour certains producteurs hors OPEP, ainsi que par les prix minimums plus élevés des producteurs de l'OPEP, pour lesquels les cours assurant l'équilibre budgétaire sont montés en flèche ces dernières années. Pour l'Arabie saoudite, le cours assurant l'équilibre des comptes budgétaires est estimé aujourd'hui à 85 dollars le baril environ. Faute de choc majeur, une augmentation des capacités inemployées de l'OPEP devrait protéger le marché pétrolier de perturbations de l'offre et donc réduire sensiblement le risque d'une hausse soudaine des cours du pétrole. Cependant, en cas de perturbations de l'offre dans plusieurs pays exportateurs de pétrole, l'excès de l'offre attendu pourrait ne pas se matérialiser, ce qui ferait monter les cours. L'orientation à la hausse du graphique en éventail rend compte de ce risque (graphique A1.2).

Les répercussions de l'essor du pétrole non conventionnel aux États-Unis ont été distribuées de manière inégale : ce sont les producteurs de pétrole léger non sulfuré qui sont soumis à la plus forte pression de la concurrence. Comme la loi américaine interdit l'exportation de pétrole brut, l'ajustement du marché mondial a pris la forme principalement d'une baisse des importations américaines de brut (graphique A1.4) et d'une hausse des exportations de produits pétroliers. En fait, les États-Unis sont devenus un exportateur net de produits pétroliers. Les producteurs du Moyen-Orient ont été encouragés à réorienter leurs exportations des États-Unis vers d'autres marchés, principalement les pays asiatiques en croissance rapide. Le pétrole américain de réservoirs étanches est léger et non sulfuré, et la croissance de sa production a nui en particulier aux pays qui exportent du pétrole léger, tels que l'Algérie et le Nigéria; leurs exportations vers les États-Unis

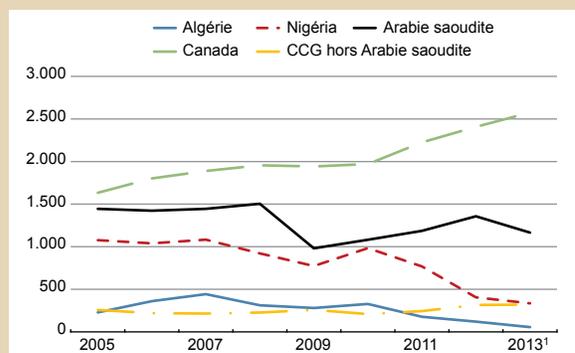
ont diminué d'environ 60–80 % au cours des cinq dernières années. Les producteurs de pétrole sulfuré et plus lourd se sont mieux portés, étant donné les caractéristiques techniques des raffineries américaines; par exemple, les exportations de l'Arabie saoudite vers les États-Unis sont restées plus ou moins stables depuis 2010 (Saudi Aramco possède aussi des participations dans plusieurs raffineries américaines).

L'essor du pétrole non conventionnel entraîne une variation imprévue de l'importance relative des différents types de pétrole, qui accentue la pression sur l'industrie du raffinage à l'échelle mondiale, bien que les pays du Moyen-Orient soient mieux placés que d'autres à cet égard. Les investissements du passé reposaient sur l'hypothèse d'un déplacement vers des types de pétrole plus lourds : en conséquence, les raffineries existantes ne conviennent pas au traitement du nouveau pétrole de réservoirs étanches. Parallèlement, les raffineries se rapprochent des sites de production (y compris au Moyen-Orient, en particulier en Arabie saoudite), soit pour satisfaire une demande locale en expansion rapide, soit pour développer un secteur exportateur à plus forte valeur ajoutée. L'AIE prévoit une augmentation des capacités de raffinage excédentaires au cours des prochaines années (les taux d'utilisation sont déjà faibles dans certaines régions, dont le Moyen-Orient), ce qui exercera des pressions sur les usines plus anciennes dans les marchés arrivés à maturité. En particulier, la forte expansion des capacités de

Graphique A1.4

### Importations américaines de pétrole brut par région, 2005–plus récent

(En milliers de barils par jour)



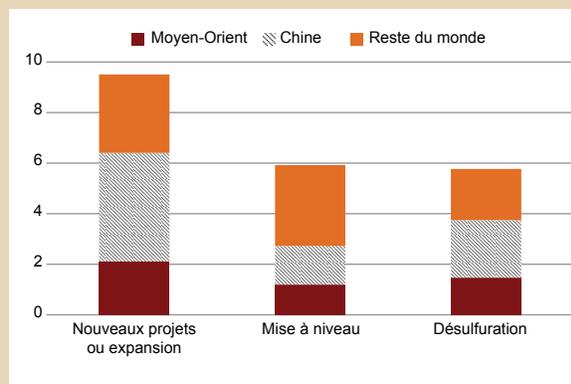
Source : Administration américaine de l'information sur l'énergie, 2013.

<sup>1</sup>Données de 2013 : moyenne de la période janvier–mai.

Graphique A1.5

**Nouvelles capacités de raffinage mondiales, 2013–18**

(En millions de barils par jour)



Source : Agence internationale de l'énergie, Medium-Term Market Report (2013).

raffinage au Moyen-Orient devrait réduire la part de certaines raffineries européennes dans le marché mondial (graphique A1.5).

À long terme, la plupart des prévisionnistes s'attendent à ce que la demande de pétrole OPEP augmente de nouveau, mais l'essor du gaz de schiste pourrait contribuer à ralentir la croissance de la demande de pétrole, ce qui créerait un autre vent contraire pour les producteurs du Moyen-Orient. L'EIA et l'AIE prévoient que la production américaine de pétrole de réservoirs étanches atteindra un palier au début des années 2020 et qu'à ce moment-là, la croissance de la demande de pétrole OPEP s'accroîtra. Contrairement aux États-Unis, les autres pays qui se tournent vers des énergies

non conventionnelles (par exemple l'Argentine, la Chine, le Mexique et, dans une faible mesure, l'Europe) privilégieront probablement le gaz naturel plutôt que le pétrole en raison de différences sur le plan de la géologie, des ressources en eau et des infrastructures. La majeure partie de la production de gaz naturel sera probablement encore consommée dans des marchés géographiquement segmentés. Cependant, le développement du gaz de schiste pourrait contribuer à accélérer l'abandon du pétrole et finir aussi par accroître l'utilisation du gaz dans le secteur de plus en plus efficace du transport, le plus gros consommateur de pétrole. Plusieurs analystes sont d'avis que, à la suite de tous ces changements, la demande de pétrole pourrait culminer bientôt, un contraste frappant avec des observations antérieures concernant une offre maximale de style Hubbert (*Economist*, 2013).

En conclusion, les producteurs de la région MOAN risquent d'être confrontés à un excès de l'offre sur le marché du pétrole dans les prochaines années. Selon les données disponibles, les investissements pétroliers et l'expansion des capacités de production au sein de l'OPEP devraient ralentir sensiblement; cependant, la diminution de la demande de pétrole OPEP exigerait quand même des baisses de la production : faute de quoi, elle pourrait entraîner un recul des prix qui serait préjudiciable à tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOAN. Il devient donc crucial de faire face à la hausse du cours d'équilibre du pétrole dans de nombreux pays de la région MOAN. L'évolution attendue souligne aussi qu'il est nécessaire d'engager des réformes structurelles pour faciliter la diversification de l'économie.

## Annexe 2. Liens et effets de débordement internationaux pour les régions MOANAP et CAC

*Bien que les économies des régions MOANAP et CAC aient vu leurs liens avec le reste du monde se renforcer ces dix dernières années, ces deux régions restent relativement peu intégrées au commerce et au système financier internationaux. De ce fait, leurs cycles de production ne sont que partiellement synchronisés avec les évolutions économiques mondiales et elles sont moins exposées aux chocs mondiaux. Un ralentissement de l'activité dans les principaux pays émergents affaiblirait quelque peu la croissance dans les deux régions en raison de la baisse des prix des produits de base, ainsi que des exportations et des envois de fonds, notamment en provenance de Russie. Les effets d'une décélération de la croissance dans la zone euro se feraient sentir essentiellement au Maghreb, compte tenu de l'importance des exportations de cette région à destination de l'Europe et des envois de fonds qu'elle en reçoit. Étant donné que les engagements financiers extérieurs des régions MOANAP et CAC sont peu élevés et que le secteur financier y est peu développé, un resserrement plus prononcé et plus durable des conditions financières mondiales n'aurait que des effets modérés sur les deux régions. Des facteurs de vulnérabilité existent toutefois par endroits, surtout dans les pays qui ont de grands besoins financiers ou dont les amortisseurs extérieurs et budgétaires sont faibles, ou encore qui sont confrontés à ces deux situations à la fois.*

### Des liens modestes mais croissants avec le reste du monde

Une plus grande ouverture a contribué à un synchronisme plus marqué avec les évolutions mondiales. Sous l'effet de la mondialisation et de la hausse des prix des hydrocarbures, les ratios exportations/PIB sont en augmentation dans les pays exportateurs de pétrole depuis le début des années 90. L'ouverture a moins progressé dans les pays importateurs de pétrole, en raison des difficultés que ces pays rencontrent pour se tailler des parts de marché dans un environnement mondial extrêmement compétitif (tableau A2.1). Cependant, les envois de fonds jouent un rôle de plus en plus important dans ces pays, en particulier dans la région CAC et dans certains pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, ces pays exportant de plus en plus de main-d'œuvre vers les pays plus riches qui se développent plus rapidement. L'investissement direct étranger (IDE) a augmenté en pourcentage du PIB, de manière plus prononcée dans la région CAC que dans la région MOANAP. L'exposition extérieure

Préparée par Alberto Behar (chef d'équipe), avec le concours de Ritu Basu et Inutu Lukonga (Département Moyen-Orient et Asie centrale, MCD), Ben Hunt, René Lalonde, Abdulhamid Haidar (Département des études, RES) et Franziska Ohnsorge (Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), et de Jaime Espinosa-Bowen et Mítko Grigorov (RES) en matière de recherche, sous la direction de Natalia Tamirisa et Harald Finger.

**Tableau A2.1. L'ouverture a progressé**

(Exportations, envois de fonds et investissement direct étranger, pourcentage du PIB)

	Exportations		Envois de fonds		Investissement direct étranger	
	1993–2002	2003–12	1993–2002	2003–12	1993–2002	2003–12
Exportateurs CAC	37	48	n.d.	0,5	5,4	6,8
Importateurs CAC	34	32	1,4	12,7	3,6	7,0
Exportateurs MOANAP	37	53	0,2	0,1	0,5	2,6
Importateurs MOANAP	23	28	3,6	4,4	2,2	4,1

Sources : autorités nationales; estimations des services du FMI.

Note : n.d. = non disponible.

des banques, mesurée par les engagements à l'égard de banques étrangères, est modéré dans la région MOANAP et faible dans la région CAC, les sources de financement étant concentrées en Europe. Cela dit, les engagements des banques se sont accrus dans plusieurs pays, en particulier au Qatar et en Arabie saoudite, où ils dépassent désormais les niveaux records d'avant la crise mondiale (graphique A2.1).

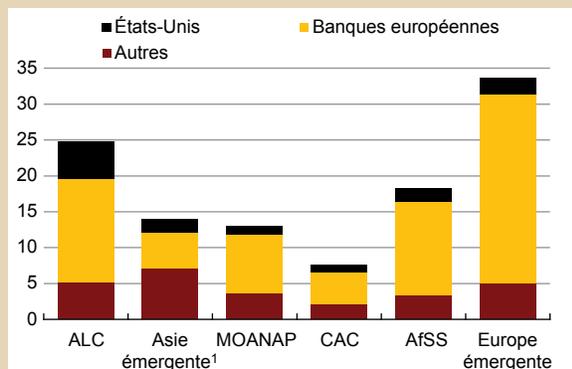
Les liens bilatéraux, sous forme d'exportations (non pétrolières) et d'envois de fonds, restent forts avec l'Europe et la Russie, et ils gagnent en importance avec la Chine. Les pays du Maghreb étant proches de l'Europe, environ trois quarts des recettes qu'ils tirent des exportations non pétrolières et des envois de fonds proviennent de ce continent.

L'Europe est un partenaire commercial moins important pour les pays du Machrek en raison de leur relation étroite avec les pays du CCG, sur le

Graphique A2.1

### Prêts de banques étrangères aux principales régions émergentes

(En mars 2013; pourcentage du PIB des bénéficiaires)



Source : Banque des règlements internationaux.

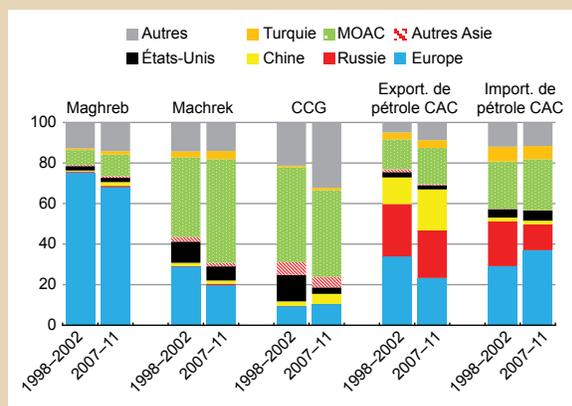
Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

<sup>1</sup>Ne comprend pas l'Australie, le Japon ni la Nouvelle-Zélande.

Graphique A2.2

### Exportations non pétrolières par destination

(Pourcentage; moyennes par période)



Sources : ONU, Comtrade; calculs des services du FMI.

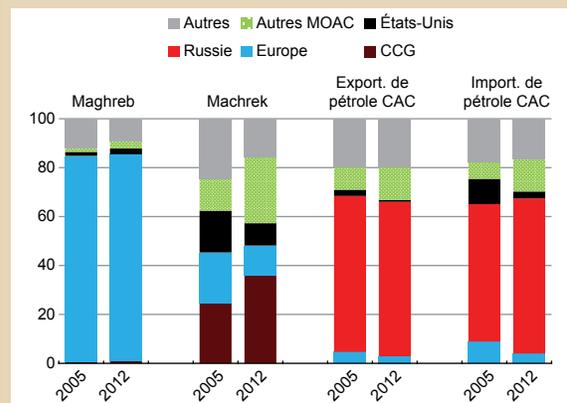
plan à la fois des échanges commerciaux et des envois de fonds. La proportion des exportations non pétrolières de beaucoup de pays des régions MOANAP et CAC en direction de la Chine s'est accrue ces dix dernières années, sous l'effet surtout de l'essor rapide de la Chine (graphique A2.2). La Russie reste la principale source des envois de fonds vers la région CAC (graphique A2.3).

La multiplicité des liens entre pays accentue l'exposition aux principaux pays avancés et émergents. Par exemple, l'exposition des pays de la région CAC à l'égard de l'Europe est amplifiée par les relations étroites de ces pays avec l'économie russe, laquelle est

Graphique A2.3

### Envois de fonds par région d'origine

(Pourcentage)



Sources : Banque mondiale; calculs des services du FMI.

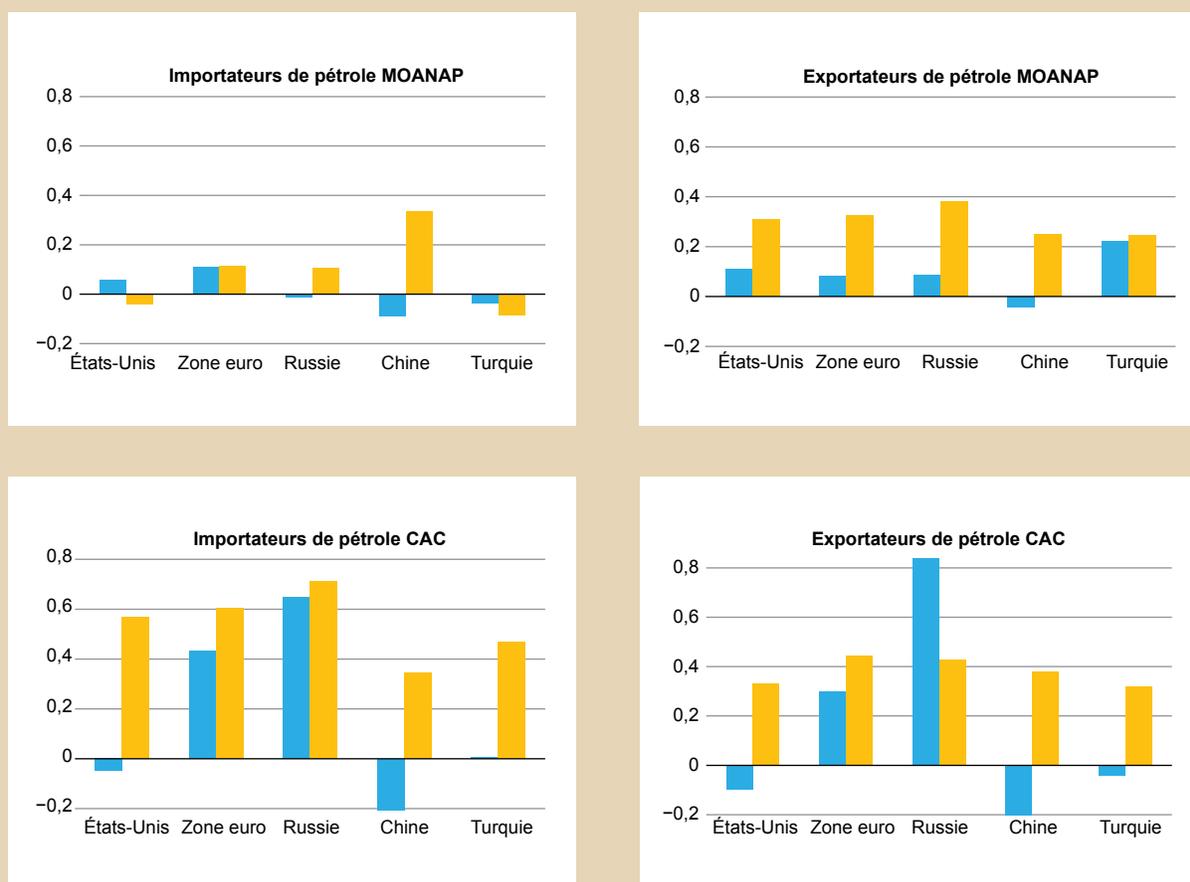
à son tour étroitement liée à l'économie européenne. De même, l'exposition des régions MOANAP et CAC à l'égard des États-Unis est amplifiée par les exportations de ce pays vers la Chine et, partant, la chaîne de l'offre asiatique, pour laquelle les États-Unis constituent un marché important. Autre exemple, les corrélations avec la Turquie sont peut-être le reflet d'une exposition commune à d'autres pays, en plus des relations bilatérales.

Malgré la part croissante des exportations non pétrolières et des envois de fonds, les cours du pétrole demeurent une courroie de transmission essentielle entre la région et l'économie mondiale. Étant donné qu'une forte proportion de la demande mondiale de pétrole émane des principaux pays avancés et émergents du monde, ce qui se passe dans ces économies détermine l'évolution des cours mondiaux du pétrole et, par conséquent, la croissance économique des pays des régions MOANAP et CAC qui exportent du pétrole. Les cours du pétrole ont aussi de l'importance pour l'économie russe, ce qui signifie que l'existence de fortes corrélations entre les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP et la Russie s'explique en grande partie par l'exposition commune de ces pays à l'évolution de l'économie mondiale plutôt que par des effets de débordement. En ce qui concerne les pays importateurs de pétrole, l'effet net des variations des cours sur l'économie est ambigu. Ainsi, une hausse des cours tend à rendre les termes de l'échange moins favorables pour ces pays, à réduire leur revenu disponible et à faire monter le coût d'exercice d'une activité économique. En même

Graphique A2.4

**Un synchronisme modéré mais croissant**

(Corrélations du PIB; 1993–2002 et 2003–12)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les corrélations sont calculées pour chaque pays à l'aide des chiffres du PIB annuel pour 1993–2002 et 2003–12, et une moyenne simple est utilisée pour représenter les sous-régions.

temps, la hausse des prix pétroliers engendre un accroissement de la demande extérieure de la part des pays voisins exportateurs de pétrole, notamment dans le domaine du tourisme et des autres exportations, ainsi qu'une augmentation des envois de fonds des travailleurs expatriés. Ces effets qui se neutralisent mutuellement sont particulièrement importants pour les pays importateurs de pétrole du Machrek.

## Un plus grand synchronisme des cycles de production

Le synchronisme entre la production des pays des régions MOANAP et CAC et celle des autres pays est modeste, mais il s'accroît, à mesure que se

développent les liens bilatéraux et multilatéraux entre les pays (graphique A2.4)<sup>1</sup>.

- Les cycles de production des pays des régions MOANAP et CAC ne sont que modérément synchronisés avec ceux des pays avancés et émergents. La croissance économique des pays

<sup>1</sup>Les corrélations avec la production d'autres régions ainsi que celle des régions MOANAP et CAC sont examinées dans le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2013 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Une analyse de ces corrélations pour des pays particuliers figure dans les rapports sur l'Arménie («Republic of Armenia: 2012 Article IV Consultation», IMF Country Report No. 13/34 [Washington, 2013]) et sur la Jordanie («Jordan: 2010 Article IV Consultation—Staff Report and Public Information Notice», IMF Country Report No. 10/297 [Washington, 2010]).

exportateurs de pétrole de la région MOANAP est modérément corrélée à la croissance des États-Unis, de la zone euro et des pays émergents, ce qui s'explique essentiellement par les liens qui existent entre les premiers et les seconds via la demande et les cours mondiaux du pétrole. On observe le même type de corrélations modérées et généralisées pour les pays de la région CAC. En ce qui concerne les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, les corrélations avec la croissance de la production dans la plupart des autres pays sont faibles, ce qui indiquerait que la croissance économique de cette sous-région repose plutôt sur des facteurs d'ordre intérieur.

- Le synchronisme des cycles de production des pays des régions MOANAP et CAC par rapport au reste du monde, en particulier par rapport à la Chine, s'est accentué au cours de ces dix dernières années. Le rapprochement a été plus prononcé par rapport à la Chine que par rapport aux pays avancés et aux autres pays émergents, et la corrélation est parfois devenue positive alors qu'elle avait été négative jusque-là. Les corrélations entre la production des pays exportateurs de pétrole de la région CAC et celle de la Russie sont devenues moins nettes ces dix dernières années, ce qui tient en partie à la réorientation des échanges vers d'autres partenaires commerciaux que la Russie, en particulier au profit de la Chine. En revanche, les pays importateurs de pétrole de la région CAC ont maintenu des liens étroits avec la Russie, surtout par la poursuite de l'exportation de main-d'œuvre vers la Russie et des envois de fonds qui en découlent.

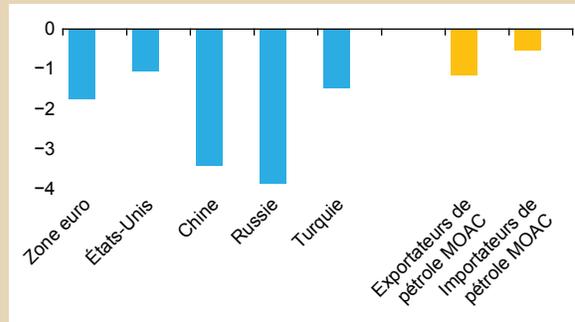
Pour évaluer les effets de débordement, nous étudions les effets de trois scénarios prévoyant une évolution défavorable au niveau mondial<sup>2</sup>. Les perspectives de la région sont exposées à plusieurs risques d'origine

<sup>2</sup>Les résultats quantitatifs sont fondés sur deux modèles macroéconomiques mondiaux utilisés dans les *Perspectives de l'économie mondiale* et mis au point par Cashin, Mohaddes et Raissi (2012), ainsi que sur les simulations des échanges commerciaux de Behar et Espinosa-Bowen (à paraître) et l'analyse des envois de fonds de Abdih *et al.* (2012). Pour l'application à un pays particulier, voir «United Arab Emirates: Selected Issues», IMF Country Report No. 13/240 (Washington, 2013).

Graphique A2.5

### Impact sur le PIB d'un ralentissement dans les pays émergents

(Première année, variation en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

externe, notamment un fort ralentissement de l'activité dans les principaux pays émergents et dans la zone euro, ainsi qu'une forte hausse des taux d'intérêt mondiaux lorsque les États-Unis s'affranchirent de leur politique monétaire extrêmement accommodante. Afin de distinguer les corrélations des simples effets de débordement, notre analyse estime les effets des chocs dans ces trois scénarios.

## Une croissance moins forte que prévu dans les pays émergents constitue un facteur de risque important

Un ralentissement prononcé de l'activité dans les principaux pays émergents pèserait lourdement sur le PIB mondial et les cours du pétrole (graphique A2.5). Ces dernières années, à la surprise générale, l'investissement privé dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) a été à maintes reprises moins élevé que prévu. Si l'investissement dans ces pays est inférieur de 10 % aux prévisions en 2014, la baisse de la demande extérieure des BRICS, conjuguée aux sorties de capitaux des pays émergents, ferait immédiatement diminuer le PIB mondial de 1<sup>3</sup>/<sub>4</sub> % et les cours du pétrole de près de 20 % (voir l'édition d'avril 2013 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

Les pays exportateurs de pétrole subiraient aussi les conséquences négatives d'une baisse des cours des hydrocarbures. Certains pays seraient obligés

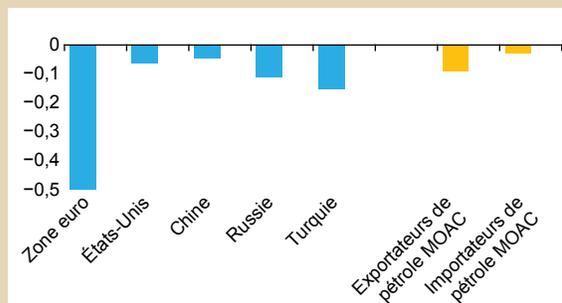
de réduire leur production de pétrole comme ils l'ont fait pendant la crise financière mondiale. La plupart des pays exportateurs de pétrole disposent de marges de manœuvre pour mener une politique budgétaire anticyclique, ce qui permettrait de limiter à environ 1 % l'effet sur le PIB pendant la première année. Cet effet serait plus prononcé dans les pays exportateurs de la région CAC que dans ceux de la région MOANAP du fait que les premiers exportent davantage de produits non pétroliers vers les BRICS, en particulier vers la Russie, d'où une diminution prévisible de 4 % de ces exportations. Cependant, les conséquences pour les soldes budgétaires seraient plus prononcées dans les pays de la région MOANAP que dans ceux de la région CAC en raison du niveau plus élevé des cours du pétrole permettant d'assurer l'équilibre budgétaire (voir chapitres 1 et 3).

Les pays importateurs de pétrole verraient diminuer leurs exportations de même que les envois de fonds des travailleurs expatriés. Dans le cas des pays importateurs de pétrole de la région CAC, ces effets de débordement auraient essentiellement pour origine la Russie et, dans une moindre mesure, la Chine, alors que, dans le cas des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, l'effet indirect provenant du ralentissement induit en Europe correspondrait aux effets directs d'un ralentissement dans les pays émergents. Par exemple, les exportations non pétrolières des pays importateurs de la région CAC diminueraient de 4½ %, cette baisse étant pour plus de deux tiers directement imputable aux BRICS. En ce qui concerne les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, une réduction de 3 % des exportations non pétrolières serait attribuable environ à parts égales à l'Europe, aux BRICS et au reste du monde. Certains pays seraient en mesure d'assouplir leur politique monétaire et de laisser jouer les stabilisateurs automatiques; cependant, la possibilité de mener une politique anticyclique serait en général limitée compte tenu de l'ampleur des déficits budgétaires, du niveau élevé de l'inflation et de la rigidité des régimes de change. La perte globale de PIB dans les pays importateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC serait de l'ordre de ½ %. Dans plusieurs pays, le ralentissement de la croissance accentuerait les inquiétudes concernant la viabilité des finances publiques et des comptes extérieurs, ce qui créerait un cercle vicieux de perte de confiance et de repli de l'activité économique.

Graphique A2.6

### Impact sur le PIB d'un ralentissement dans la zone euro

(Première année, variation en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

## Un ralentissement dans la zone euro aurait des répercussions surtout au Maghreb

La perte de confiance, la baisse de l'investissement et les inquiétudes accrues quant à la viabilité des finances publiques pourraient entraîner un ralentissement persistant de la croissance en Europe. L'affaiblissement de la confiance pourrait s'expliquer par la lenteur de l'assainissement des bilans et de la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires. Il engendrerait une hausse des primes de risque et un nouveau resserrement de la politique budgétaire, ce qui affaiblirait encore l'environnement macroéconomique et la confiance et ferait diminuer l'investissement privé. La croissance de la zone euro diminuerait de ½ % par an pendant cinq ans. Le PIB mondial s'en ressentirait de façon modérée mais persistante et les cours du pétrole baisseraient d'environ 1 % par an (voir l'édition d'avril 2013 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

Un ralentissement de la croissance économique en Europe aurait des répercussions essentiellement sur les pays du Maghreb en raison de leurs relations étroites avec l'Europe sur le plan des échanges commerciaux et des envois de fonds (graphique A2.6). Globalement, l'effet sur les pays des régions MOANAP et CAC serait persistant mais modéré (environ un dixième de point de pourcentage pendant la première année). Cependant, la diminution d'environ 1 % des exportations et des envois de fonds pourrait se

traduire par une perte en termes de PIB de même ampleur au Maghreb (1/2 % pendant la première année) qu'en Europe. Les pays importateurs de pétrole de la région CAC seraient moins touchés parce que leurs échanges commerciaux sont plus diversifiés, encore que les pays exportateurs de pétrole de cette région seraient aussi touchés indirectement par le biais de la Russie. Dans la mesure où un ralentissement de la croissance susciterait un nouveau désengagement des banques européennes, les emprunteurs des régions MOANAP et CAC seraient affectés. Cependant, l'effet ne devrait pas être prononcé en général, car les banques européennes présentes dans les deux régions opèrent souvent par le biais de filiales qui sont financées essentiellement par les dépôts locaux.

### Les effets d'un durcissement des conditions financières mondiales devraient être gérables

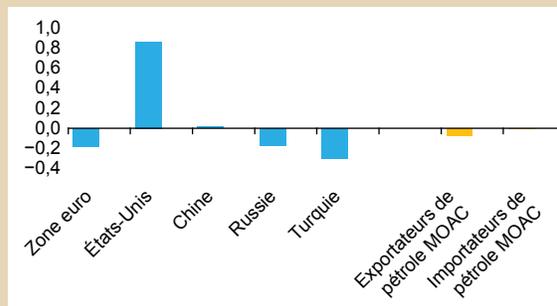
Une reprise de l'activité plus rapide que prévu aux États-Unis entraînerait une hausse des taux d'intérêt mondiaux. Si à partir de 2014 la reprise se traduit aux États-Unis par une croissance plus vigoureuse que prévu dans le scénario de référence des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, la politique monétaire serait durcie plus tôt et dans des proportions plus fortes que prévu. Le taux directeur pourrait dépasser de 50 points de base le niveau prévu dans le scénario de référence en 2014 et culminer à 150 points de base au-dessus de ce niveau en 2016 (FMI, 2013f). L'incertitude qui règne dans le monde au sujet de la politique monétaire des États-Unis pourrait faire monter les rendements internationaux et les primes de risque. Le durcissement des conditions financières qui en résulterait ferait baisser la demande intérieure dans le monde entier, ce qui neutraliserait les effets positifs du renforcement de la demande américaine d'importations, de sorte que les cours du pétrole n'augmenteraient vraisemblablement que de 2 % environ.

Dans la plupart des pays des régions MOANAP et CAC, la demande extérieure et intérieure ne serait pas sensiblement affectée (graphique A2.7). Les effets transmis par l'évolution des cours du pétrole et des taux de croissance chez les partenaires commerciaux seraient peu marqués. Dans les pays de la région CAC et les pays du Maghreb, les recettes tirées des exportations et des envois de fonds diminueraient

Graphique A2.7

#### Impact sur le PIB de la croissance et du resserrement monétaire aux États-Unis

(Première année; variation en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

légèrement en raison du ralentissement modéré de la croissance en Russie et en Europe. Dans les pays dont la monnaie est rattachée au dollar, les taux d'intérêt intérieurs monteraient parallèlement aux taux américains, ce qui pèserait sur l'investissement et la croissance, mais les effets des taux directeurs sur l'activité du secteur privé seraient limités dans un grand nombre de pays, en particulier dans la région CAC, en raison du plafonnement des taux prêteurs et de l'excédent structurel de liquidités dans les bilans des banques. Cependant, certains plans de dépenses publiques d'investissement deviendraient plus chers à financer et devraient être redimensionnés, tandis que les pays dont la dette publique est élevée pourraient être amenés à resserrer leur politique budgétaire, ce qui freinerait la demande intérieure. Une hausse des coûts de financement devrait aussi avoir un effet limité sur la région, car les besoins de financement sont généralement faibles ou sont couverts par des sources relativement stables. L'effet d'une hausse des taux d'intérêt mondiaux sur les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP se ferait sentir essentiellement sous forme d'une baisse de la valeur comptable de leurs fonds souverains. Les besoins de financement de ces pays sont en général peu élevés (graphique A2.8), compte tenu de l'ampleur de leurs excédents extérieurs et budgétaires, encore que Dubaï et Bahreïn devraient refinancer leurs dettes à un coût plus élevé au cours des années à venir (voir chapitre 1). Les pays importateurs de pétrole ont des besoins de financement extérieur et budgétaire considérables, mais ceux-ci sont couverts

principalement par des prêts extérieurs obtenus à des conditions préférentielles, les dépôts des non-résidents ou la vente d'obligations locales aux banques nationales (voir chapitre 2). Les participants étrangers sur les marchés obligataires locaux sont peu nombreux (graphique A2.9); les risques de refinancement sont donc limités. Ils pourraient cependant devenir problématiques si, par exemple, l'IDE venait à se tarir; les banques nationales devraient alors accroître sensiblement leurs achats d'obligations publiques pour compenser la baisse des financements extérieurs. Les effets probables sur les pays de la région CAC sont examinés au chapitre 3.

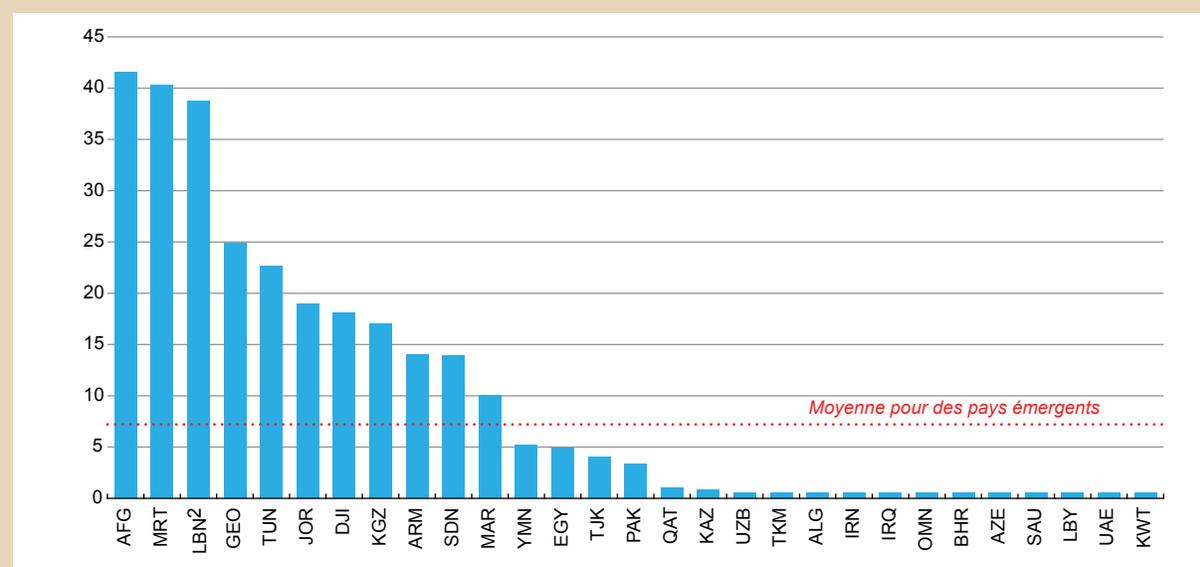
Dans la plupart des pays, le secteur financier devrait être en mesure de résister à des chocs modérés. Les banques sont généralement solides et leur exposition extérieure est limitée. Les prêts bancaires internationaux à des entreprises et des banques de la région MOANAP sont en hausse, mais ils restent inférieurs à la moyenne pour les pays émergents, à l'exception des Émirats arabes unis, du Maroc et du Qatar. Les prêts de banques internationales à la région CAC sont peu élevés (moins de 10 % du PIB), les banques du Kazakhstan ayant réduit leur exposition aux financements de gros depuis la

crise financière mondiale. Les entreprises des deux régions ont généralement recours à des sources de financement intérieures, principalement par l'intermédiaire des banques, qui se financent elles-mêmes essentiellement sur les dépôts locaux.

Cependant, des facteurs de vulnérabilité financière existent par endroits. Dans certains systèmes bancaires, le ratio prêts/dépôts dépasse 100 % et certaines banques dont les besoins de financement de gros extérieurs sont élevés pourraient être vulnérables (graphique A2.10). Les volants de fonds propres sont généralement supérieurs aux moyennes des pays émergents (graphique A2.11); dans certains cas, la situation des fonds propres pourrait se révéler vulnérable compte tenu du niveau relativement faible des provisions (Jordanie, Tunisie), tandis que, dans d'autres cas, ce sont les créances improductives qui sont élevées. Les sociétés d'investissement du Koweït pourraient être exposées à des risques de financement et au risque d'évaluation des actifs (voir chapitre 1).

Une période prolongée de forte volatilité des marchés économiques et financiers, surtout dans les pays émergents, aurait des répercussions négatives sur les régions MOANAP et CAC. En cas d'arrêt brutal des flux de capitaux vers les pays émergents et de

Graphique A2.8

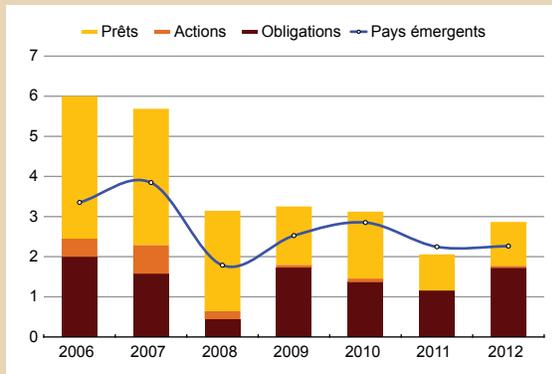
**Besoins bruts de financement extérieur en 2013<sup>1</sup>***(Pourcentage du PIB)*

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Somme du déficit extérieur courant (transferts courants officiels non compris) et des amortissements prévus, avec un plancher de zéro.<sup>2</sup>Ne comprend pas les dépôts des non-résidents.

Graphique A2.9

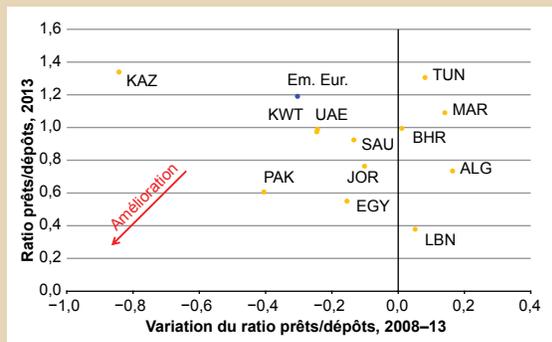
**Moyen-Orient et Asie centrale: émission internationale d'obligations, d'actions et de prêts**  
(pourcentage du PIB)



Sources : Dealogic; autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique A2.10

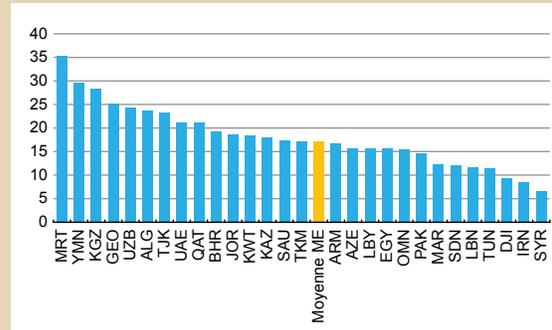
**Système bancaire dans les régions MOANAP et CAC : ratios prêts/dépôts**  
(2008–juin 2013, ou dernier mois disponible)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.  
Note : Em. Eur. = pays émergents d'Europe.

Graphique A2.11

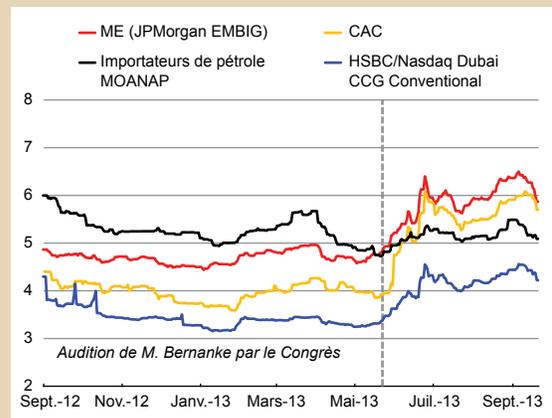
**Ratios de fonds propres**  
(Pourcentage des actifs pondérés par les risques; 2012 ou données les plus récentes)



Sources : autorités nationales; Rapport sur la stabilité financière dans le monde, avril 2013; estimations des services du FMI.  
Note : ME = marchés émergents.

Graphique A2.12

**Rendements obligataires**  
(Pourcentage, 1<sup>er</sup> septembre 2012–10 septembre 2013)



Source : Bloomberg, L.P.

diminution prononcée de la liquidité, il est probable que l'activité économique mondiale ralentirait. Dans les deux régions, il faudrait alors s'attendre à une décélération de l'activité économique sous l'effet de la baisse des cours du pétrole ou de la diminution de la production, ou des deux à la fois, ainsi que du repli des exportations non pétrolières vers les partenaires commerciaux touchés. Les envois de fonds, qui résistent mieux en général que les exportations de biens et de services, pourraient aussi accuser un recul. En outre, comme le montre l'épisode récent marqué par une volatilité accrue sur les marchés financiers et des sorties de capitaux des pays émergents entre mai et juin 2013, les rendements obligataires des pays de

la région augmentent en général parallèlement à ceux des pays émergents (graphique A2.12)<sup>3</sup>. Les effets sur les rendements obligataires dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont en général moins prononcés que dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP et dans la région CAC, car dans ce sous-groupe de pays, le niveau des primes de risque est déterminé principalement par des facteurs régionaux et propres aux pays concernés (voir chapitre 2).

<sup>3</sup>La hausse plus forte observée dans les pays de la région CAC par rapport aux autres régions s'explique en partie par l'annonce simultanée par la compagnie pétrolière d'État Azeri d'une nouvelle stratégie d'investissement ambitieuse.

## Annexe 3. Ancrer la politique budgétaire dans les pays exportateurs de pétrole

*La gestion des recettes budgétaires tirées des ressources naturelles figure au premier rang des priorités dans les pays exportateurs de pétrole. Les États sont les principaux bénéficiaires des recettes pétrolières, et ils décident des montants à épargner à l'étranger et à dépenser dans l'économie nationale. Les décisions budgétaires, qui sont souvent prises alors que les recettes pétrolières sont volatiles et incertaines, ont des répercussions considérables sur la stabilité macroéconomique, le développement de l'économie non pétrolière et l'équité entre générations. Par ailleurs, dans le cadre d'un régime de taux de change fixe où l'indépendance de la politique monétaire est limitée, la politique budgétaire est l'instrument principal de gestion de la demande. En l'absence d'un solide système de gestion budgétaire, les dépenses publiques pourraient devenir procycliques, comme en témoignent les expériences récentes de plusieurs pays exportateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC.*

*Les pays exportateurs de pétrole pourraient tirer parti de l'utilisation d'une série de modèles budgétaires pour calibrer leurs décisions en la matière. Le solde primaire non pétrolier est utile pour évaluer l'orientation de la politique budgétaire à court terme parce qu'il mesure l'impact des variations de la politique sur la demande globale et la position budgétaire. Le modèle reposant sur l'hypothèse du revenu permanent (HRP) est très utile pour évaluer l'équité entre générations et la viabilité des finances publiques à long terme. La méthode fondée sur le solde structurel permet de lisser la volatilité des cours du pétrole lors du calibrage des décisions relatives aux dépenses. Les pays peuvent aussi fonder leur évaluation des amortisseurs budgétaires nécessaires pour faire face à la volatilité des recettes pétrolières en appliquant le modèle épargne de précaution–investissement à horizon fini. Enfin, les modèles dynamiques d'équilibre général stochastique (DSGE) offrent un cadre de prise de décision plus général qui tient compte des effets économiques au sens large des dépenses publiques financées par des ressources pétrolières.*

### Rôle de la politique budgétaire dans les pays exportateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC

Les conseils relatifs à la gestion budgétaire dans les pays exportateurs de pétrole doivent tenir compte de caractéristiques propres à chaque pays :

- *Dépendance à l'égard du pétrole.* Les pays exportateurs des régions MOANAP et CAC sont généralement fortement tributaires des exportations de pétrole pour leurs recettes budgétaires et leurs recettes à l'exportation, ce qui les rend vulnérables aux variations de la production et aux fluctuations des cours mondiaux du pétrole (graphique A3.1, page a). Dans la mesure où ces pays dépendent du pétrole, les fluctuations des cours mondiaux du pétrole peuvent avoir des répercussions importantes sur la stabilité macroéconomique : il est donc nécessaire pour ces pays de se constituer une marge de sécurité (amortisseur).

- *Volume des réserves pétrolières.* La plupart des pays de la région pourraient maintenir leur niveau de production actuel pendant plus d'une génération (plus de 30 ans) : dans ce cas, la viabilité des finances publiques à moyen et à long terme n'est sans doute pas une préoccupation immédiate. Quelques pays dont l'horizon de production est plus court font face à un problème de viabilité budgétaire plus contraignant (graphique A3.1, page b).
- *Vulnérabilité des finances publiques.* Les cours du pétrole qui permettent d'équilibrer les comptes budgétaires varient d'un pays à l'autre et ont augmenté depuis 2009, ce qui souligne la vulnérabilité face à une baisse des cours du pétrole (graphique A3.1, page c).
- *Besoins de développement.* Certains pays ont des besoins urgents de développement et de reconstruction qui pourraient justifier de concentrer les dépenses d'investissement en début de période tout en maintenant la viabilité des finances publiques à long terme (graphique A3.1, page d). Une partie des recettes pétrolières peut aussi être utilisée prudemment pour encourager la diversification de l'économie.

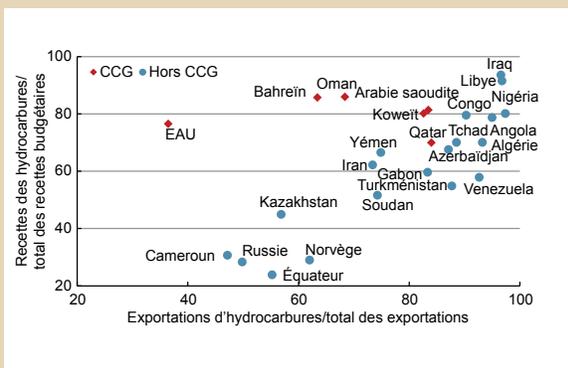
---

Rédigée par Francisco Parodi (chef d'équipe), Maria Albino-War, Gohar Minasyan et Fuad Hasanov, avec l'assistance de Paul Zimand pour la recherche, et sous la direction de Prasad Ananthakrishnan.

Graphique A3.1a

### Gestion des finances publiques

(En pourcentage; moyenne 2006–13)

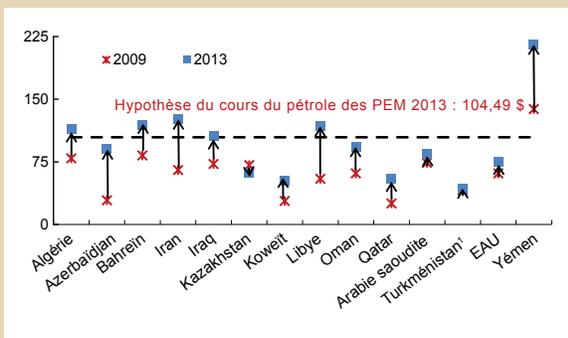


Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique A3.1c

### Variation du cours du pétrole qui équilibre les comptes budgétaires, 2009–13

(Dollars EU par baril)



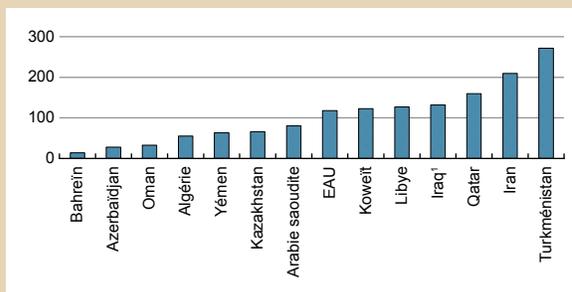
Source : calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Le Turkménistan n'a pas de cours d'équilibre pour 2009, par conséquent 2011 est utilisé comme période initiale.

Graphique A3.1b

### Ratio réserves prouvées/production totale de pétrole et de gaz naturel

(En pourcentage, 2012)

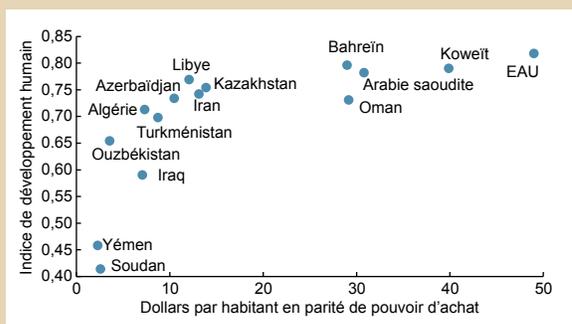


Sources : Administration américaine d'information sur l'énergie; British Petroleum (2013).

<sup>1</sup>Les réserves de gaz naturel de l'Iraq figurent parmi les plus élevées du monde, mais le pays n'en produit que très peu; seul le pétrole est inclut. Y compris le gaz naturel, le ratio de l'Iraq serait voisin de 4.500.

Graphique A3.1d

### Indice de développement humain et PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat



Sources : Programme des Nations Unies pour le développement; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

## Gestion budgétaire dans les pays exportateurs de pétrole : objectifs et instruments

La gestion budgétaire dans les pays riches en pétrole comporte des objectifs distincts relatifs à la stabilisation macroéconomique, à la viabilité des finances publiques (y compris l'équité entre générations) et au développement. La stabilisation macroéconomique requiert des décisions en matière de dépenses et de fiscalité qui permettent d'atténuer l'impact des fluctuations économiques causées par des chocs intérieurs et extérieurs. La viabilité des finances publiques implique l'ancrage explicite de la politique

budgétaire au caractère épuisable des ressources et l'accumulation d'épargne pour garantir l'équité entre générations. L'objectif du développement nécessite des décisions en matière de dépenses qui encouragent la croissance économique à long terme, y compris la diversification de l'économie. L'ordre de priorité parmi les dépenses et les outils analytiques utilisés pour formuler la politique budgétaire peut varier selon les caractéristiques particulières de chaque pays, telles que la longueur de l'horizon des recettes pétrolières, les besoins de développement et le niveau des amortisseurs budgétaires disponibles si les prix du pétrole baissent de manière soutenue (Baunsgaard *et al.*, 2012) (tableau A3.1).

Tableau A3.1. Objectif budgétaire et outils analytiques

Outil analytique	Macrostabilité à court et à moyen terme			Viabilité budgétaire à moyen et long terme		Besoins de développement	
	Facilite l'évaluation de l'impulsion budgétaire	Fait face à la volatilité des recettes pétrolières	Aide à cibler un amortisseur de précaution	Lie la politique budgétaire au caractère épuisable des ressources	Aide à déterminer l'épargne pour l'équité entre générations	Tient compte du rendement de l'investissement sur la croissance	Établit un lien avec les autres macrovariables
<b>Solde primaire non pétrolier</b> (en pourcentage du PIB non pétrolier)	✓ (si corrigé des influences cycliques)	✓ (hors recettes pétrolières)					
<b>Solde structurel</b> (avec mécanisme de lissage des cours du pétrole)	✓	✓	✓				
<b>Hypothèse du revenu permanent (HRP)</b>				Peut servir de référence à moyen terme	✓		
<b>Règles fondées sur HRP</b> <b>HRP modifiée ou CSB</b> (permet de concentrer l'investissement en début de période)				Peut servir de référence à moyen terme	✓	✓	
<b>Modèles DSGE structurels</b>				✓	✓	✓	✓
<b>Modèle d'épargne de précaution–investissement</b>		✓	✓	✓		✓	✓

Note : modèles DSGE = modèles dynamiques d'équilibre général stochastique; CSB = cadre de viabilité budgétaire.

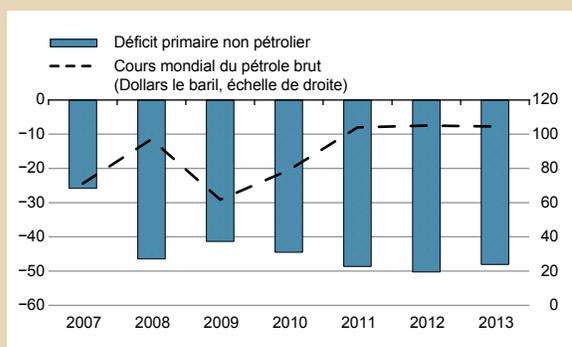
## Préserver la stabilité macroéconomique à court terme

Préserver la stabilité macroéconomique à court terme veut dire éviter les cycles de surchauffe–récession en cherchant à lisser les dépenses et à les découpler de l'évolution des cours du pétrole. Cependant, il ressort de l'expérience des pays exportateurs de pétrole que les déficits primaires non pétroliers ont tendance à suivre de près les cours du pétrole, ce qui semble indiquer que les pays n'ont pas pu éviter de mener une politique budgétaire procyclique. Le ratio du solde primaire non pétrolier au PIB non pétrolier est utile pour faire apparaître l'impact des changements de politique sur la demande globale, et il s'agit de l'indicateur le plus largement utilisé. Comme les pouvoirs publics affectent les recettes pétrolières à l'économie nationale par le biais des dépenses, le solde primaire non pétrolier mesure l'impact des dépenses sur la demande intérieure. L'utilisation de cet indicateur pour guider la politique budgétaire contribue à découpler l'orientation de la politique budgétaire de la volatilité des recettes pétrolières (graphique A3.2). Le solde primaire non pétrolier peut rester stable même si le solde budgétaire global varie brutalement du fait de la volatilité des cours ou de la production de pétrole. Pour maintenir un solde primaire non pétrolier stable ou mettre en

Graphique A3.2

### Exportateurs de pétrole : déficit primaire non pétrolier moyen<sup>1</sup>

(En pourcentage du PIB non pétrolier)



Source : FMI, bases de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

<sup>1</sup>Pour chaque année, le déficit primaire non pétrolier est la moyenne des pays suivants : Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Kazakhstan, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan, Turkménistan et Yémen.

œuvre une politique budgétaire anticyclique face à une forte baisse des cours du pétrole, les pays doivent aussi chercher à mettre en place des amortisseurs budgétaires adéquats.

La baisse des cours du pétrole en 2008–09 illustre l'utilité du solde primaire non pétrolier pour évaluer l'orientation de la politique budgétaire. Les pays

qui ont maintenu leur solde primaire non pétrolier d'avant la crise pendant toute la crise ont pu éviter une politique budgétaire procyclique et une forte baisse de la production hors pétrole. En outre, en cas de choc sur la production hors pétrole, le solde primaire non pétrolier est un bon indicateur pour évaluer le stimulant budgétaire dans le cadre d'une gestion anticyclique de la demande.

### Calibrer les dépenses dans un cadre à moyen terme

La politique budgétaire exige un ancrage des dépenses à court et à moyen terme pour briser le lien entre le budget et la volatilité des cours du pétrole. Pour un pays qui dispose d'une position budgétaire très solide et de réserves pétrolières abondantes qui dureront pendant de nombreuses années, une question fondamentale est de savoir quel cadre d'action peut le mieux contribuer à gérer la volatilité des recettes pétrolières à court et à moyen terme. La méthode fondée sur le solde structurel permet de lisser la volatilité des cours du pétrole tout en calibrant les décisions en matière de dépenses. Une règle de solde structurel peut être appliquée dans tous les pays riches en pétrole quel que soit l'horizon de leurs ressources et est particulièrement utile pour les pays où l'horizon des ressources est long et où les contraintes intergénérationnelles résultant de l'application de l'hypothèse du revenu permanent ne sont pas restrictives à court terme<sup>1</sup>. Dans ces cas-là, il convient de mettre l'accent sur le calcul du stimulant budgétaire et l'établissement d'une trajectoire prudente à moyen terme qui protège les dépenses de la volatilité des cours du pétrole.

Une règle de solde structurel exige des hypothèses concernant les cours et la production de pétrole. Par

<sup>1</sup>La première étape consiste à calculer les recettes pétrolières structurelles à l'aide d'hypothèses relatives aux cours du pétrole «à long terme» et à la production «structurelle». La deuxième consiste à viser un solde primaire non pétrolier particulier en utilisant les projections des recettes structurelles. Cet objectif peut ensuite être calibré de manière à être compatible avec l'accumulation d'amortisseurs budgétaires à moyen terme. Il ressort de l'expérience internationale que la règle doit être simple à appliquer et facile à communiquer au grand public et au parlement. Pour des applications, voir «Selected Issues», IMF Country Reports 13/218 (Iraq), 13/151 (Libye), 13/15 (Qatar), 12/165 (Azerbaïdjan) et 13/230 (Arabie saoudite).

leur nature, les hypothèses relatives aux cours du pétrole à long terme et, dans les pays tels que l'Arabie saoudite qui dispose de capacités inemployées, à la production sont difficiles à établir, mais doivent l'être de manière à découpler les dépenses de la volatilité des prix des ressources. Il ressort de l'expérience internationale qu'il n'existe pas de moyen unique d'établir les hypothèses concernant les cours à long terme<sup>2</sup>. Une règle de prix rétroactive sur cinq ans, par exemple, concilie une faible volatilité avec un ajustement aux nouvelles tendances du marché dans un délai raisonnable.

Une règle rétroactive présente aussi comme avantage de ne pas exiger de prévision des cours futurs du pétrole; cependant, dans la mesure où les cours du pétrole ont été en moyenne plus bas aux cours des 10 dernières années que ceux qui sont prévus actuellement pour le moyen terme, une règle rétroactive sur une longue période pourrait être considérée comme trop prudente pour un pays dont les amortisseurs budgétaires sont bien en place et qui doit accroître ses dépenses d'infrastructure et d'éducation. C'est pourquoi l'Arabie saoudite utilise une moyenne rétroactive sur trois ans comme niveau structurel de production de pétrole, étant donné ses capacités de production inemployées<sup>3</sup>.

La norme de dépense tirée des modèles fondés sur l'hypothèse du revenu permanent est généralement contraignante pour les pays dont la position budgétaire est relativement plus faible et dont l'horizon des réserves est limité<sup>4</sup>. Dans ces pays, les dépenses publiques sont souvent trop élevées pour être maintenues après l'épuisement des ressources naturelles. Dans ces cas-là, par exemple en Azerbaïdjan, l'objectif de solde structurel doit être compatible avec la norme de l'hypothèse du revenu permanent pour assurer la viabilité des finances publiques à long terme. Le fait d'ancrer le solde primaire non pétrolier à un niveau correspondant à l'hypothèse du revenu permanent à moyen terme maintiendrait la discipline budgétaire lorsque les cours du pétrole sont élevés et contribuerait à assurer l'équité entre générations.

<sup>2</sup>Voir FMI (2012a) pour une présentation de l'expérience internationale en matière de règles du solde structurel.

<sup>3</sup>«Saudi Arabia: Selected Issues», IMF Country Report No. 13/230 (Washington, 2013).

<sup>4</sup>«Republic of Azerbaijan: Selected Issues», IMF Country Report No. 13/165 (Washington, 2013).

## Renforcer les capacités institutionnelles

En l'absence d'institutions budgétaires en mesure d'appliquer des règles budgétaires numériques, telles que le solde structurel, des règles de procédure peuvent être mises en place comme étape intermédiaire<sup>5</sup>. Il ressort de l'expérience internationale que des institutions budgétaires solides et transparentes sont nécessaires pour assurer la bonne application de règles budgétaires, en particulier un système efficace de gestion des finances publiques et une législation qui définit les rôles et les responsabilités des organismes publics (voir ci-dessous). Dans les pays disposant de capacités techniques limitées, des procédures qui précisent les étapes à suivre pendant l'établissement du budget peuvent remplacer les règles budgétaires numériques. À mesure que les capacités institutionnelles se renforcent, ces pays peuvent alors adopter des règles budgétaires numériques.

## Ancrer la viabilité des finances publiques à moyen et long terme et favoriser un développement durable

La politique budgétaire doit être compatible avec la viabilité des finances publiques à moyen et à long terme, tout en tenant compte de l'équité entre générations et des besoins de développement. Cet objectif doit être une priorité pour les pays qui ont un horizon de ressources plus court ou qui sont confrontés à des déficits sociaux ou d'infrastructure importants qui justifient des dépenses courantes ou d'investissement immédiates. Les autorités devraient aussi se concentrer sur la promotion de politiques

<sup>5</sup>Voir «Iraq: Selected Issues», IMF Country Report No. 13/218 (Washington, 2013), et «Qatar: Selected Issues», IMF Country Report No. 12/15 (Washington, 2012). Pour l'Iraq, les procédures étaient les suivantes : 1) établir un objectif budgétaire précis à moyen terme et des objectifs correspondants pour le solde primaire non pétrolier, 2) établir un scénario de référence prudent, avec des hypothèses réalistes pour le cours du pétrole et le volume des exportations, 3) recenser les sources de financement intérieur et extérieur, 4) recenser les engagements de dépenses non discrétionnaires, 5) définir une trajectoire réaliste pour les dépenses discrétionnaires, qui inclut tous les engagements de dépenses et 6) dresser la liste des risques budgétaires.

visant à favoriser le développement durable. En général, les modèles fondés sur l'hypothèse du revenu permanent sont utiles pour ancrer la viabilité des finances publiques à long terme<sup>6</sup>; cependant, des modèles plus complexes peuvent être utilisés pour palier aux limitations des modèles simples qui ne tiennent pas compte de la volatilité des recettes pétrolières et du rendement des dépenses en capital financées par le pétrole. À cet égard, les modèles d'épargne de précaution–investissement peuvent être utilisés pour prendre en compte la volatilité des recettes pétrolières. En outre, les modèles dynamiques d'équilibre général stochastique peuvent être utiles pour évaluer la politique budgétaire dans un cadre plus général, y compris ses effets macroéconomiques (FMI, 2012a).

De récentes applications de l'hypothèse du revenu permanent indiquent que la plupart des pays exportateurs de pétrole doivent procéder à un assainissement budgétaire pour assurer l'équité entre générations<sup>7</sup>. La méthode reposant sur l'hypothèse du revenu permanent est particulièrement utile pour les pays dont l'horizon des réserves est court, dont les exportations se heurtent à des contraintes structurelles et dont l'épargne accumulée est faible. Pour l'Azerbaïdjan, par exemple, le modèle fondé sur l'hypothèse du revenu permanent pourrait offrir un ancrage budgétaire à moyen terme. Pour les pays dont l'horizon des réserves est long, tels que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iraq, le Kazakhstan, le Koweït et le Qatar, ce modèle

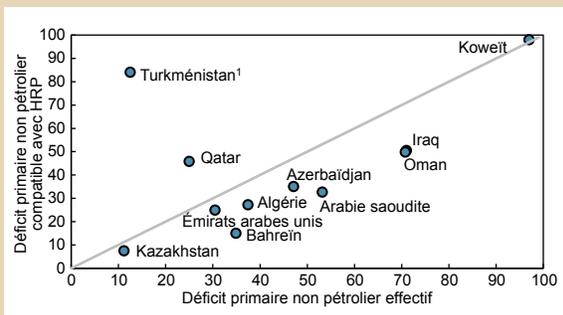
<sup>6</sup>Le modèle fondé sur l'hypothèse du revenu permanent est utilisé pour évaluer la viabilité des finances publiques à long terme et l'équité entre générations. Il fournit des valeurs de références indicatives à moyen et à long terme pour les dépenses budgétaires, sur la base de la valeur actuelle nette des ressources, qui sont stables et équitables d'une génération à l'autre. Ces valeurs, exprimées en termes de dépense d'annuité optimale, peuvent ensuite être comparées aux projections de référence des soldes primaires non pétroliers.

<sup>7</sup>Pour la région MOAN, voir «Kuwait: 2012 Article IV Consultation», IMF Country Report No. 12/150 (Washington, 2012); «Algeria: 2012 Article IV Consultation», IMF Country Report No. 13/47 (Washington, 2013); «Iraq: 2013 Article IV Consultations», IMF Country Report No. 13/217 (Washington, 2013), et «United Arab Emirates: Selected Issues», IMF Country Report No. 13/240 (Washington, 2013). Pour la région CAC, voir «Republic of Azerbaijan: 2013 Article IV Consultation», IMF Country Report No. 13/164 (Washington, 2013).

Graphique A3.3

### Déficit budgétaire primaire hors hydrocarbures, 2013

(En pourcentage du PIB hors hydrocarbures)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Note : HRP = hypothèse du revenu permanent.

<sup>1</sup>Budget de l'État.

ne fournira probablement pas de contraintes de dépenses restrictives à court terme, même si le volume véritable des réserves pétrolières est sous-estimé. Néanmoins, de nombreux pays ayant un horizon de réserves long ont quand même affiché une position budgétaire plus lâche que la position qui permettrait d'assurer l'équité entre générations (graphique A3.3).

L'application du modèle standard fondé sur l'hypothèse du revenu permanent doit être complétée par des tests de robustesse. Ce modèle est extrêmement sensible aux hypothèses, et il y a un degré élevé d'incertitude paramétrique dans les indicateurs : taux de rendement attendu des actifs financiers, croissance future de la population, croissance du PIB, trajectoire future du cours des ressources non renouvelables et volume des réserves d'hydrocarbures. Il convient donc de tester la robustesse des recommandations à l'aide d'une analyse de sensibilité. En outre, dans sa forme standard, l'hypothèse du revenu permanent ne donne aucun rôle à l'investissement public dans la diversification de l'économie (elle suppose un rendement nul de l'investissement).

### Arbitrages dans l'augmentation de l'investissement

Les modèles fondés sur l'hypothèse modifiée du revenu permanent et sur la viabilité budgétaire peuvent être utilisés pour analyser l'impact d'une

augmentation des dépenses à moyen terme sur la viabilité des finances publiques à long terme<sup>8</sup>. Dans certains cas, comme en Iraq, des écarts à court terme par rapport à l'hypothèse du revenu permanent peuvent se justifier pour répondre à des besoins essentiels sur le plan social et sur le plan des infrastructures, parce que l'horizon des réserves est long, que les dépenses d'équipement ont un rendement élevé et que les marchés du crédit ne fonctionnent pas correctement. De même, un pays comme l'Iran, par exemple, peut décider d'accroître ses dépenses à court terme au-delà des valeurs de référence de l'hypothèse du revenu permanent s'il est prévu que le volume des exportations retrouvera à moyen terme son niveau d'avant les sanctions. Le modèle fondé sur l'hypothèse modifiée du revenu permanent, qui prévoit une augmentation des dépenses à moyen terme suivie d'une réduction afin de préserver la richesse à long terme, calcule l'ajustement budgétaire qui est nécessaire par la suite si l'augmentation des dépenses n'entraîne pas une accélération de la croissance.

Cependant, l'épargne nécessaire dans les années qui suivent pourrait être moindre si l'augmentation des dépenses d'investissement a un effet positif sur la croissance et les recettes fiscales. À cet égard, le modèle fondé sur la viabilité budgétaire tient compte de l'impact d'une hausse de l'investissement public sur la croissance et les recettes hors ressources naturelles : il produit une trajectoire soutenable sur le plan budgétaire qui est compatible avec une baisse de la richesse financière. En Azerbaïdjan, l'application de ce modèle a mis en évidence l'effet d'une hausse de l'investissement sur les contraintes des capacités d'absorption, le faible impact de l'investissement public sur la croissance et la surchauffe potentielle de l'économie.

### Mettre en place des amortisseurs budgétaires pour faire face à l'incertitude

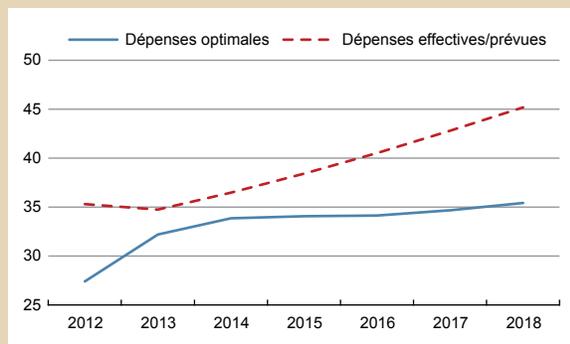
Dans les pays où l'horizon des réserves est plus court et l'épargne accumulée est faible, il devient important d'évaluer les amortisseurs budgétaires nécessaires pour faire face à la volatilité des recettes pétrolières. Un modèle d'épargne de précaution–investissement

<sup>8</sup>Voir FMI (2012b) pour une présentation des modèles fondés sur l'hypothèse modifiée du revenu permanent et sur la viabilité budgétaire.

Graphique A3.4

**Oman : dépenses optimales ou effectives/prévues, 2012–18**

(En milliards de dollars EU)



Source : calculs des services du FMI.

peut être utilisé pour orienter l'allocation optimale des recettes pétrolières volatiles entre consommation, épargne de précaution et investissement<sup>9</sup>. Ce modèle (Cherif et Hasanov, 2012) prévoit d'épargner une partie des recettes pétrolières à titre de précaution : ces amortisseurs peuvent être utilisés en cas de baisse imprévue des cours du pétrole, ainsi que pour investir dans l'économie locale. L'application de ce modèle à Oman indique que les dépenses prévues se situent sur une trajectoire à la hausse, au-dessus du niveau optimal indiqué par le modèle (étant donné une baisse prévue des cours du pétrole à moyen terme) (graphique A3.4). Il est aussi possible d'établir des priorités pour les dépenses en capital afin de ramener le taux d'investissement prévu à la trajectoire optimale plus faible. Les projections indiquent que les dépenses ne devraient pas se maintenir sur leur trajectoire actuelle à la hausse (étant donné une baisse prévue des cours du pétrole à moyen terme).

## Évaluer l'impact sur l'économie globale

Une augmentation ambitieuse de l'investissement public peut accélérer la croissance, mais son coût de financement peut être élevé puisqu'il ponctionne les amortisseurs ou conduit à une accumulation de dette extérieure. Les modèles dynamiques d'équilibre général

<sup>9</sup>Par contre, les modèles fondés sur l'hypothèse du revenu permanent ne tiennent pas compte de l'incertitude et impliquent que, pour un horizon fini, on emprunte initialement pour dépenser et on rembourse la dette accumulée par la suite.

stochastique peuvent être utiles pour prendre des décisions budgétaires, par exemple investir les recettes tirées des ressources tout en préservant la viabilité des finances publiques, dans un cadre plus général qui tient compte des effets macroéconomiques des dépenses publiques financées par les ressources<sup>10</sup>. Ces modèles présentent des caractéristiques qui ne figurent pas dans les modèles standards fondés sur l'hypothèse du revenu permanent, par exemple la modélisation du lien entre l'investissement public et la croissance hors ressources, la prise en compte du syndrome hollandais et la possibilité de spécifier de manière détaillée les dépenses et l'épargne, la viabilité de la dette et la politique budgétaire. Par contre, ces modèles peuvent être relativement complexes et ne sont donc pas faciles à communiquer au grand public.

## Réformes institutionnelles nécessaires pour renforcer la gestion des finances publiques

Des cadres budgétaires bien conçus sont particulièrement importants pour les pays riches en ressources naturelles, car ces derniers sont fort tributaires de leurs ressources en pétrole et en gaz<sup>11</sup>. Si l'utilisation de cours du pétrole trop prudents dans les budgets nationaux contribue à limiter la pression sur les dépenses, elle peut aussi conduire à des écarts importants entre les chiffres effectifs et les objectifs budgétaires initiaux, surtout si les cours du pétrole sont plus élevés que ceux inscrits au budget<sup>12</sup>. Il est possible de continuer d'accroître le rôle du budget en tant que principal instrument des autorités pour établir et atteindre les objectifs économiques et sociaux. En particulier, l'adoption d'un cadre budgétaire à moyen

<sup>10</sup>Voir Buffie *et al.* (2012), Berg *et al.* (2013), Melina *et al.* (2013) et FMI (2012b). Pour le modèle d'investissement durable, voir les consultations au titre de l'article IV avec l'Azerbaïdjan (IMF Country Report No. 13/164); pour le modèle DIGNAR, voir FMI (2013d).

<sup>11</sup>Voir Barnett et Ossowski (2002). Pour des recommandations propres au CCG, voir FMI (2012b).

<sup>12</sup>Ces dernières années, les cours du pétrole ont été plus élevés que ceux inscrits dans les budgets, ce qui a conduit à l'approbation d'un budget supplémentaire dans certains pays de la région CAC. Par contre, dans certains pays du CCG et en Iraq, les autorités ont accru les dépenses discrétionnaires en dehors du cadre budgétaire.

terme peut contribuer à assurer des dépenses stables, en dépit des fluctuations temporaires des recettes, et compatibles avec les objectifs à plus long terme de la politique économique. Beaucoup de pays exportateurs de pétrole doivent se doter de capacités adéquates pour effectuer une analyse macrobudgétaire et établir des cadres budgétaires solides qui permettent de mener une politique économique anticyclique. Plusieurs pays ont pris récemment des mesures visant à mettre en place un cadre budgétaire à moyen terme (Qatar), en commençant à aller au-delà des budgets annuels et en établissant des unités macrobudgétaires (Koweït, Qatar)<sup>13</sup>.

Une volonté crédible d'assurer la stabilité macrobudgétaire et d'utiliser efficacement la richesse pétrolière doit s'accompagner d'un système de gestion des finances publiques qui correspond aux meilleures pratiques internationales. Un bon système de gestion assure, dans le cadre du processus budgétaire, 1) une présentation transparente et détaillée des recettes pétrolières et de la position budgétaire non pétrolière, 2) une stratégie budgétaire durable à long terme fondée sur des projections

<sup>13</sup>L'unité macrobudgétaire du Qatar n'est pas encore opérationnelle.

de recettes prudentes, des cadres budgétaires de moyen terme réalistes et une bonne classification budgétaire, et 3) des mécanismes transparents d'évaluation, de sélection et de hiérarchisation des projets d'investissement, pour veiller à ce que les recettes des ressources soient utilisées pour soutenir le développement économique à long terme.

La révision en cours du Code des bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques du FMI (FMI, 2007) recommande des bonnes pratiques d'information budgétaire et donne des conseils pour accroître la transparence. En particulier, l'information budgétaire devrait 1) couvrir un éventail plus large d'institutions du secteur public, 2) prendre en compte une gamme plus large d'actifs et de passifs directs et conditionnels, et 3) adopter une approche plus rigoureuse en matière de prévisions budgétaires et d'analyse des risques. L'initiative EITI++ de la Banque mondiale, qui s'appuie sur les concepts de transparence et de bonne gouvernance de l'initiative pour la transparence des industries extractives, concerne aussi les pays riches en ressources, parce qu'elle élargit les exigences de transparence pour la gestion des ressources naturelles, y compris les recettes et des dépenses (voir aussi encadré 2.5).

## Annexe 4. Atténuer l'impact de l'assainissement budgétaire sur la croissance et accroître l'équité

*L'ampleur et l'accroissement des vulnérabilités budgétaires rendent nécessaire un assainissement des finances publiques dans toute la région. Face à la faiblesse de la reprise et la complexité de la dynamique socioéconomique, il sera important de concevoir des programmes de rééquilibrage budgétaire qui atténuent leur impact négatif sur la croissance à court terme, tout en renforçant l'équité et améliorant les perspectives de croissance à moyen terme. Les instruments pouvant servir à atteindre ces objectifs comprennent la mobilisation de recettes centrée sur l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement de la progressivité, en conjonction avec une réorientation des dépenses vers les ménages à faibles revenus et les investissements générateurs de croissance, tout en tournant le dos aux subventions généralisées et à une masse salariale publique imposante. Le rythme et l'ordre de priorité de ces réformes dépendront des circonstances propres à chaque pays, notamment du financement disponible. Des politiques monétaires et de change accommodantes, des réformes structurelles et une bonne stratégie de communication seront elles aussi importantes pour le succès des actions menées.*

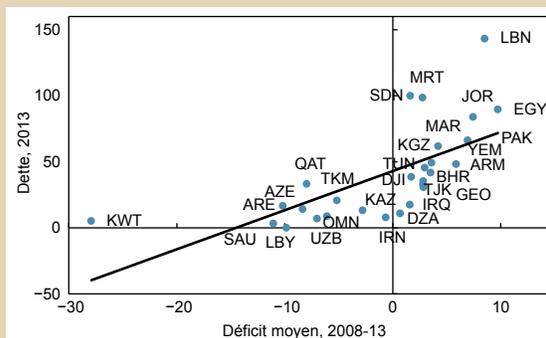
La Grande Récession de 2008–09, aggravée, dans certains cas, par les répercussions du Printemps arabe, a conduit à un déficit budgétaire et une dette publique élevés dans un grand nombre d'économies du Moyen-Orient et d'Asie centrale (graphique A4.1). La dette dépasse 80 % du PIB en Égypte, en Jordanie, au Liban, en Mauritanie et au Soudan. Au Bahreïn, au Maroc, au Pakistan, en République kirghize, en Tunisie et au Yémen, des déficits élevés, ou des prévisions de baisse des cours du pétrole pour les pays exportateurs de ce produit, aggravent les vulnérabilités budgétaires en dépit de ratios d'endettement modérés. Dans tous ces pays, un assainissement budgétaire important et prolongé s'imposera pour préserver la viabilité budgétaire et reconstituer les marges de manœuvre, surtout dans une conjoncture caractérisée par des perspectives de croissance peu dynamique et de fortes incertitudes mondiales et régionales. Dans la plupart des pays exportateurs de pétrole, les vulnérabilités budgétaires résultant du niveau élevé des prix d'équilibre budgétaire du pétrole et d'une épargne insuffisante pour couvrir les dépenses des générations futures sont d'autres raisons qui rendent nécessaire un rééquilibrage des finances publiques. Dans toute la région, l'ampleur et le rythme de ce rééquilibrage dépendront de facteurs propres à chaque pays, tels que leurs besoins de financement, leur solde extérieur, l'environnement sociopolitique et l'évolution de la croissance.

Préparée par Pritha Mitra (chef d'équipe), Chadi Abdallah, Bahrom Shukurov et Fuad Hasanov, avec l'assistance de Mark Fischer pour la recherche, et sous la direction de Jonathan Dunn.

Graphique A4.1

### Déficits budgétaires et dette

(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

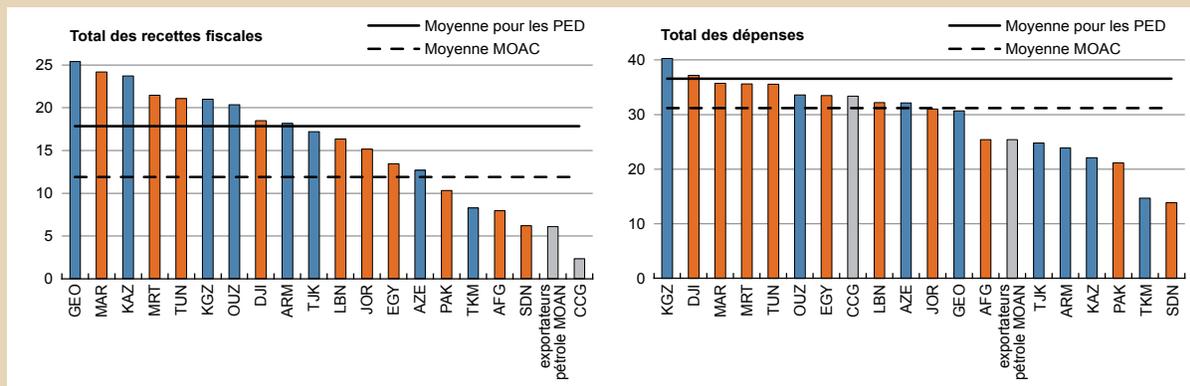
L'assainissement budgétaire ne saurait réussir sans un dosage de mesures qui en limite le plus possible l'effet sur la croissance tout en renforçant l'équité. Il est essentiel d'atténuer l'impact négatif de l'assainissement sur les revenus et l'emploi tout en empêchant la distribution des revenus de se détériorer pour obtenir et conserver le soutien de l'opinion publique nécessaire à sa poursuite. Pour les pays qui ont des marges de manœuvre budgétaire et extérieure très faibles, différer l'assainissement des finances publiques pourrait entraîner un recul marqué de la croissance et aggraver fortement les inégalités, si un tarissement des financements du marché venait à imposer un ajustement soudain, et même plus grand, accompagné d'une profonde récession.

Il sera essentiel de mobiliser les recettes et de réorienter les dépenses pour que le dosage des

Graphique A4.2

**Total des recettes fiscales et des dépenses, 2012**

(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les barres bleues représentent les pays du CAC, et les barres oranges, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. PED = Pays émergents et pays en développement.

mesures conduise à la réalisation du double objectif de croissance et d'équité. Le bas niveau des recettes fiscales de la région (en pourcentage du PIB; graphique A4.2), conjugué à la faiblesse des multiplicateurs des recettes<sup>1</sup>, offre une bonne raison d'intensifier la mobilisation de recettes. Une bonne combinaison de mesures en matière de recettes améliorerait en outre l'effet de redistribution de la politique budgétaire, qui a jusqu'à présent été limité par une faible imposition. Les multiplicateurs sont plus bas pour les dépenses courantes que pour les dépenses en capital, ce qui laisse penser que les risques posés à l'activité économique à court terme pourraient être limités en case de réduction des dépenses courantes et d'affectation d'une partie des économies ainsi réalisées aux dépenses en capital génératrices de croissance. Ces dépenses en capital pourraient en outre améliorer les perspectives de croissance à long terme — facteur critique pour une baisse des ratios d'endettement — en accroissant la productivité et le potentiel de croissance. Cependant, le rythme de compression de dépenses courantes (si le financement et la position extérieure le permettent) doit être aligné sur celui de la mise en place de dispositifs de protection sociale ciblés ou de systèmes d'indemnisation en espèces plus généralisés. Ce rythme doit aussi être fixé de manière à atténuer les effets négatifs sur la croissance, qui sont amplifiés lorsque la production est en dessous de son potentiel (position cyclique actuelle de bien des

<sup>1</sup>Les multiplicateurs budgétaires sont définis comme le rapport entre une variation de la production et une variation exogène des dépenses publiques ou des recettes fiscales.

économies de la région) (Baum, Poplawski-Ribeiro et Weber, 2012)<sup>2</sup>. Les conséquences pour l'équité seront fonction de la composition détaillée des recettes et des dépenses courantes. Le succès de ce dosage de mesures budgétaires dépendra en outre de la conduite d'une politique monétaire de soutien, de la mise en place de réformes structurelles favorables à la croissance et d'une vaste stratégie de communication visant à dégager un consensus politique.

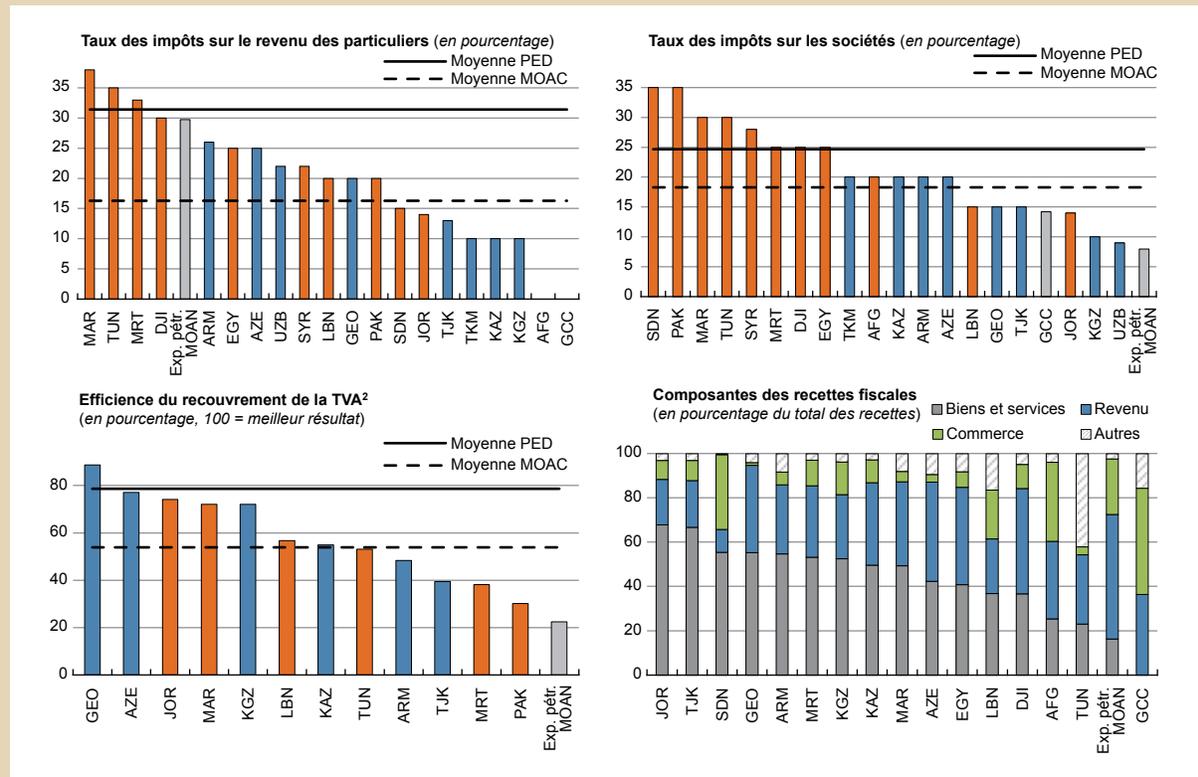
## Mobiliser les recettes fiscales

La faiblesse des recettes fiscales et de la progressivité pose un défi (graphique A4.3). Les recettes de la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale sont inférieures à celles des autres économies émergentes ou en développement. Cet écart tient au bas taux des impôts sur le revenu et sur les sociétés ainsi qu'à de faibles recouvrements, dus à de fortes exonérations fiscales et au non-respect des obligations fiscales<sup>3</sup>. En outre, la progressivité de l'impôt est

<sup>2</sup>Les multiplicateurs budgétaires de la région sont estimés comme étant moins sensibles aux écarts conjoncturels de production.

<sup>3</sup>L'effort fiscal est inférieur à 50 % pour l'Algérie, l'Arménie, les pays du CCG (à l'exclusion des Émirats arabes unis et du Qatar), l'Iran, le Kazakhstan, la Libye, le Pakistan et le Soudan (Fenochietto et Pessino, à paraître; et l'édition d'octobre 2013 du Moniteur des finances publiques). L'effort fiscal et l'efficacité du recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sont bien inférieurs à la moyenne des pays émergents et des pays en développement.

Graphique A4.3

Moyen-Orient et Asie centrale : taux d'imposition et recettes fiscales, 2012<sup>1</sup>

Sources : autorités nationales; KPMG; Deloitte; calculs des services du FMI.

Note : Les barres bleues représentent les pays du CAC, et les barres oranges, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (sauf dans la dernière plage). PED = pays émergents et pays en développement.

<sup>1</sup>Ou dernières données disponibles.

<sup>2</sup>Recettes de la TVA divisées par le produit des taux de TVA et de la consommation privée.

faible dans toute la région en grande partie parce que les principales sources de recettes sont, pour les importateurs de pétrole, les taxes sur les biens et services et, pour les exportateurs de pétrole, les recettes pétrolières ainsi que certains impôts sur le revenu et sur le commerce international.

À moyen terme, ces défis devraient persister dans les pays importateurs de pétrole. Dans les pays exportateurs de pétrole, les prévisions de baisse des cours du pétrole soulignent l'importance que revêtent le développement des secteurs hors pétrole et le relèvement des impôts auxquels ils sont soumis et qui sont actuellement à un niveau très bas.

Les mesures portant sur les recettes doivent viser essentiellement à renforcer la structure fiscale tout en limitant le plus possible l'effet d'une telle action sur la croissance et en améliorant l'équité. Parmi les

mesures qui peuvent être prises en un premier temps figurent les suivantes :

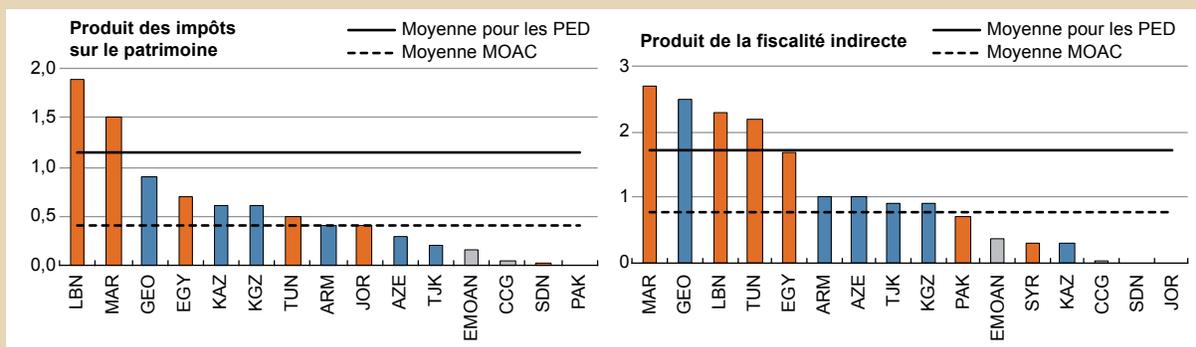
- *Élargir la base d'imposition.* Traditionnellement, l'élargissement de l'assiette fiscale est préférable à un relèvement général des taux, car celui-ci peut avoir un caractère régressif<sup>4</sup> et être difficilement applicable sur le plan politique. De nouvelles indications confirment que l'élargissement de l'assiette a des effets plus favorables sur la croissance — en particulier dans le cas de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (Acosta-Ormachea, Keen et Yoo, 2013) — et sur le climat des affaires. En conséquence, il importe de réduire fortement les exonérations et abattements fiscaux (sauf ceux en faveur des pauvres) pour tous les

<sup>4</sup>En particulier dans le cas des impôts sur le revenu et la consommation.

Graphique A4.4

**Produit des impôts sur le patrimoine et des impôts indirects, dernières données disponibles**

(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les barres bleues représentent les pays du CAC, et les barres oranges, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. PED = pays émergents et pays en développement; EMOAN = pays exportateurs de pétrole de la région MOAN.

impôts et, lorsque cela est possible, de consolider les taux de TVA multiples en un taux unique. Une stratégie de communication solide — par exemple la publication d’une analyse annuelle des dépenses fiscales faisant ressortir leurs coûts et leurs bénéfices — serait essentielle pour rallier le soutien de l’opinion publique à ces efforts.

- *Accroître la progressivité des impôts sur le revenu.* Des impôts sur le revenu plus progressifs renforceraient l’équité tout en ayant peu d’effet sur la croissance. Une progressivité plus forte pourrait être notamment assurée par un relèvement des taux marginaux, à présent relativement faibles, appliqués aux salaires les plus élevés et, le cas échéant, aux revenus du capital<sup>5</sup>. Dans un premier temps, les réductions de taux pour les tranches supérieures des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés effectuées durant les cinq dernières années (par exemple en Jordanie, en Ouzbékistan et en République kirghize) pourraient être annulées.
- *Augmenter les droits d’accise et les impôts immobiliers.* Relever les droits d’accise, dont le niveau est actuellement bas (graphique A4.4)<sup>6</sup>, en

<sup>5</sup>La Chine, par exemple, a assuré une plus grande progressivité de l’impôt en abaissant le taux inférieur et en élargissant la tranche à laquelle le taux supérieur s’applique (voir l’édition d’octobre 2013 du Moniteur des finances publiques).

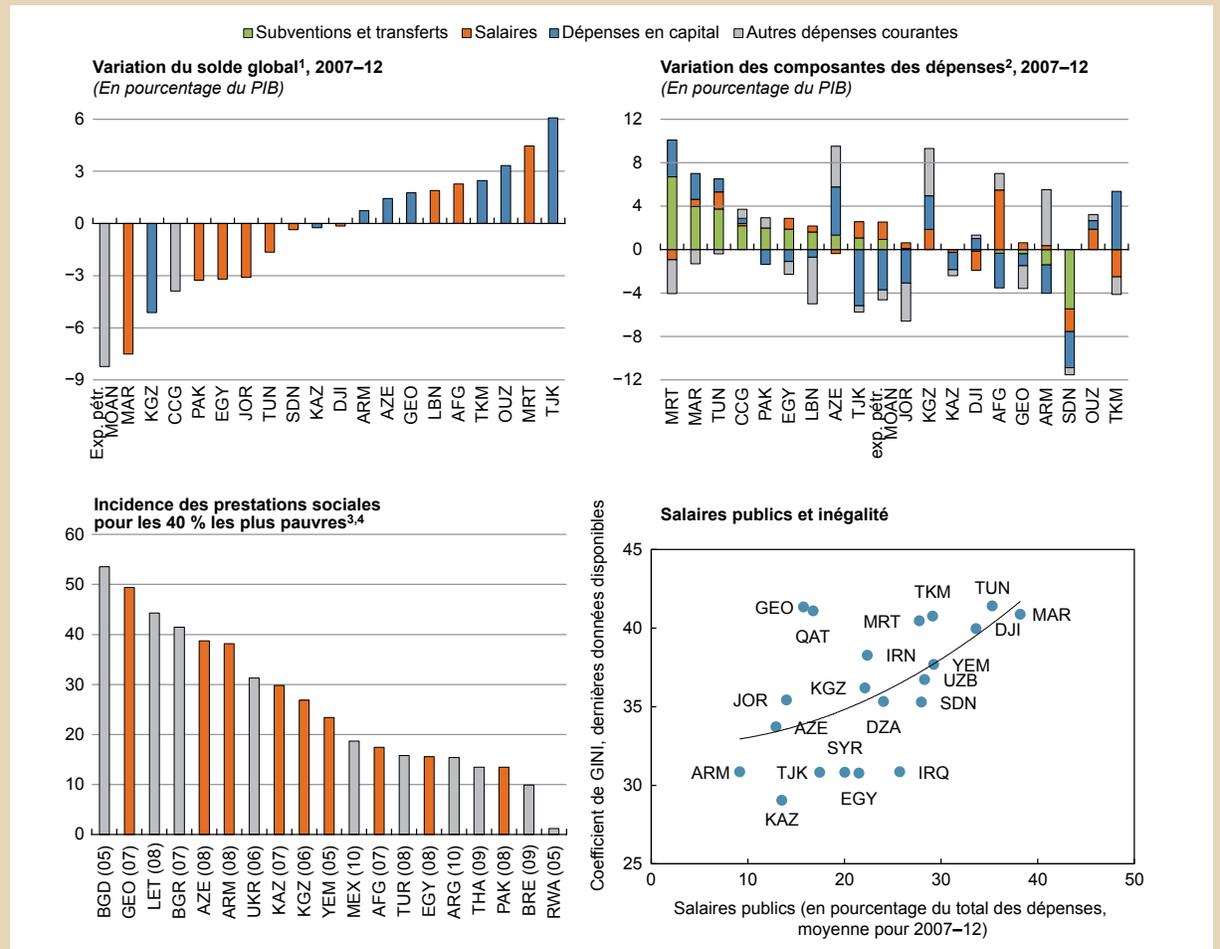
<sup>6</sup>Toute augmentation nominale devrait avoir pour but d’accroître la valeur réelle des accises prélevées sous forme de montants monétaires fixes.

particulier ceux qui frappent les biens de luxe, ainsi que les impôts sur les biens immobiliers (tout en protégeant les propriétaires à faible revenu) aurait pour résultat d’accroître les recettes, l’efficacité et l’équité sans effet sensible sur la croissance, car ce sont les riches qui seraient les plus touchés. Cependant, l’introduction d’impôts immobiliers exigerait d’importants investissements initiaux en infrastructure administrative, notamment l’établissement d’un cadastre complet et de mécanismes d’évaluation, ainsi que d’un dispositif de recouvrement effectif des impôts.

De surcroît, des réformes graduelles des administrations fiscale et douanière auraient pour effet d’accroître la mobilisation des recettes à l’appui de la croissance escomptée. Une action centrée sur le renforcement de la capacité administrative, de la discipline fiscale et de l’efficacité entraînera une hausse des recettes fiscales et égalisera les chances pour les sociétés tout en promouvant l’investissement étranger et la compétitivité. Un code des impôts et des régimes fiscaux stables et simplifiés pour les petites et moyennes entreprises conduiraient à un accroissement de l’efficacité. Dans les pays où les recettes provenant de la TVA sont élevées, un système déclaratif fondé sur les risques (notamment un dispositif automatisé de remboursement de la TVA) accroîtrait le rendement de l’impôt, faciliterait les opérations des entreprises et réduirait l’inégalité de traitement fiscal entre les sociétés. Il ressort aussi

Graphique A4.5

**Moyen-Orient et Asie centrale : composantes des dépenses et inégalité**  
(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; calculs des services du FMI.  
<sup>1</sup>Les barres bleues représentent les pays du CAC, et les barres oranges, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP.  
<sup>2</sup>Les données sur les dépenses au titre des subventions et transferts ne sont pas disponibles pour l'Ouzbékistan, le Qatar ou le Turkménistan.  
<sup>3</sup>L'incidence des prestations est la part des dépenses sociales qui est affectée aux 40 % les plus pauvres de la population.  
<sup>4</sup>Les barres oranges représentent les pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale, les barres grises, les autres. ARG = Argentine, BGD = Bangladesh, BGR = Bulgarie, BRA = Brésil, LVA = Lettonie, MEX = Mexique, RWA = Rwanda, THA = Thaïlande, TUR = Turquie, UKR = Ukraine.

de l'expérience internationale qu'un service des grandes entreprises peut, par l'intermédiaire d'un petit nombre de bureaux, réduire la fraude fiscale et améliorer l'efficacité administrative. Le rendement de la TVA à l'importation, des droits d'accise et des droits de douane augmenterait sensiblement sous l'effet des réformes de l'administration douanière.

**Réorienter les dépenses**

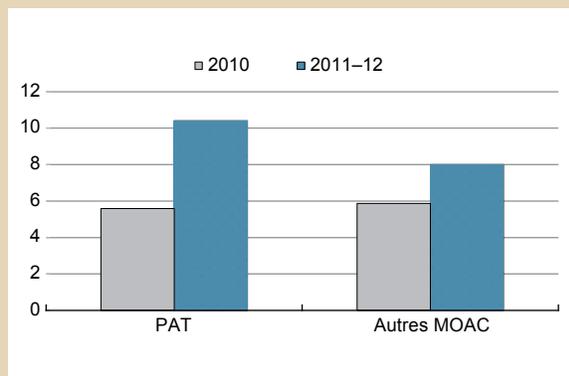
L'assainissement budgétaire est compliqué par l'ampleur et le mauvais ciblage des dépenses

courantes (graphique A4.5). Depuis le début de la Grande Récession, les dépenses se sont souvent accrues plus rapidement que la production. Au sein de la région, pour atténuer les effets sociaux négatifs du ralentissement de la croissance et de la hausse du chômage, beaucoup de pays ont augmenté les dépenses au titre des subventions à l'énergie et la masse salariale (par une hausse des recrutements et des salaires). Ces nouvelles dépenses ont été en partie compensées par une réduction des dépenses en capital, déjà faibles, et, parfois, par une compression des dépenses d'entretien, d'éducation et de santé. Au lendemain du Printemps arabe, ces efforts en matière

Graphique A4.6

**Croissance des salaires réels**

(En pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

de dépenses ont été intensifiés dans les pays arabes en transition et dans les pays voisins (notamment ceux du CCG et le Liban). Des inégalités sont apparues, car les subventions générales ont bénéficié principalement aux plus riches. L'augmentation de la masse salariale publique tend elle aussi à accroître l'inégalité<sup>7</sup>, puisque les agents de la fonction publique se situent à un niveau supérieur à la moyenne dans la répartition du revenu. Dans quelques pays, le pouvoir d'achat des ménages pauvres a été érodé par la forte inflation résultant de la monétisation de déficits publics importants et des prix élevés des produits alimentaires et énergétiques.

Choisir soigneusement les dépenses publiques atténuera l'impact négatif sur la croissance, améliorera leur ciblage et réduira leurs rigidités. Ainsi, un grand nombre de pays qui accordent de fortes subventions générales en faveur de l'énergie, y compris certains pays arabes en transition, ont commencé à les éliminer progressivement, à des degrés divers et en fonction des conditions sociopolitiques (voir l'encadré 2.4). La réallocation d'une partie des économies ainsi réalisées à des dispositifs de protection sociale mieux ciblés ou des systèmes d'indemnisation en espèces plus généralisés atténuera les effets négatifs sur les plus pauvres d'un relèvement des tarifs de l'énergie et d'autres réformes.

<sup>7</sup>Voir «Kuwait: 2012 Article IV Consultation», MF Country Report No. 12/150 (Washington, 2012).

Freiner la croissance réelle de la masse salariale publique est en outre nécessaire — en particulier dans les pays arabes en transition, où son expansion est plus forte que dans le reste de la région (graphique A4.6). Le recours au secteur public en tant qu'employeur de premier et de dernier ressort n'est plus une option dans les pays dont la marge de manœuvre budgétaire est faible. Cette politique doit aussi être découragée dans les pays où le gonflement des salaires dans le secteur public réduit l'attrait des emplois privés pour les meilleurs travailleurs. Les efforts d'assainissement budgétaire à court terme peuvent être complétés par des plans à moyen terme de réformes exhaustives de la fonction publique qui consistent à revoir la taille et la structure de la fonction publique tout en créant des effectifs compétents et efficaces dans ce secteur.

En même temps, il est nécessaire de protéger les dépenses génératrices de croissance et, si possible, de les accroître. La réallocation d'une partie des économies nettes résultant des efforts d'assainissement à des dépenses sociales au titre de la santé, de l'éducation et de la formation — surtout en faveur des ménages à faible revenu et à revenu moyen — et à des dépenses en capital efficaces devrait créer des emplois et réduire les inégalités<sup>8</sup> à court terme tout en améliorant les perspectives de croissance à long terme. Pour en assurer la qualité et l'efficacité, il faudra assurer le suivi de toutes les dépenses génératrices de croissance et renforcer la capacité d'exécution. Un accroissement de l'efficacité des dépenses en capital à toutes les étapes du processus de gestion des investissements publics<sup>9</sup> pourrait être bénéfique pour tous les pays de la région. De gros dividendes de croissance peuvent résulter d'une augmentation, même légère, des dépenses en capital. Les partenariats public-privé (PPP) peuvent alléger la charge pesant sur les budgets de dépenses en capital, mais seulement si l'environnement politique est favorable et si un cadre légal et des mécanismes solides pour les PPP peuvent être établis afin d'atténuer le risque d'engagements

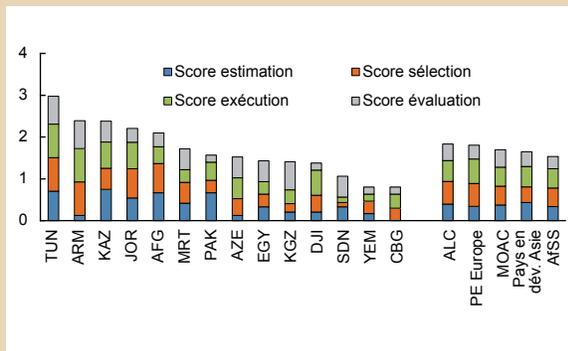
<sup>8</sup>Il ressort d'études empiriques que l'éducation est l'un des principaux déterminants des variations de l'inégalité d'un pays à l'autre (Barro, 2008; De Gregorio et Lee, 2002; *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2007).

<sup>9</sup>Dabla-Norris *et al.* (2011) fournit de plus amples détails sur les phases de gestion de l'investissement public.

Graphique A4.7

### Indice de gestion de l'investissement public

(Composantes de l'indice; 0 = le plus bas, 4 = le plus élevé)



Source : Dabla-Norris *et al.* (2011).

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes; PE = pays émergents.

conditionnels importants. En général, la phase d'exécution des projets d'investissement est celle qui pose les plus grands défis dans les pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, par rapport à d'autres régions comparables (graphique A4.7).

Il est essentiel de renforcer les systèmes d'information, de suivi et de marchés publics pour améliorer l'efficacité des dépenses en capital. De bons systèmes de filtrage et de hiérarchisation des projets (afin de sélectionner des projets qui éliminent les goulets d'étranglement dans l'infrastructure, complètent l'investissement privé et renforcent la productivité), des allocations budgétaires adéquates pour les dépenses récurrentes (en conformité avec le budget), des évaluations systématiques à

l'achèvement des projets et des audits internes réguliers amélioreront les phases d'estimation, de sélection et d'évaluation des projets.

## Mesures et politiques complémentaires

Des politiques monétaire, de change et structurelles appropriées sont nécessaires pour soutenir et réussir l'assainissement budgétaire. Dans certains cas, maintenir des taux d'intérêt bas pendant une période prolongée par le biais d'une politique monétaire accommodante réduirait le coût de la dette publique et stimulerait l'activité du secteur privé. Les tensions inflationnistes seront probablement compensées par les effets de l'assainissement budgétaire, évitant ainsi l'impact négatif de l'inflation sur l'inégalité ou la compétitivité. Dans d'autres cas, lorsqu'il est nécessaire de mener une politique monétaire restrictive à court terme pour protéger le compte courant et le taux de change, et pour contenir les risques d'inflation, le calendrier d'application de cette politique et son intensité peuvent être coordonnés avec ceux de la politique budgétaire. À moyen terme, un taux de change flexible et des réformes structurelles ayant pour effet d'attirer les investissements directs étrangers et de promouvoir la compétitivité, l'expansion du secteur privé et les échanges internationaux doperaient la croissance potentielle (encadré 1.1; encadré 2.6 de l'édition de novembre 2012 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*) et allégeraient le fardeau de la dette.



# Bibliographie

- Abdih, Y., A. Barajas, R. Chami, and C. Ebeke, 2012, “Remittances Channel and Fiscal Impact in the Middle East, North Africa, and Central Asia,” IMF Working Paper 12/104 (Washington: International Monetary Fund).
- Acosta-Ormachea, S., M. Keen, and J. Yoo, 2013, “Growth and the VAT” (non publié; Washington: International Monetary Fund).
- Agence internationale de l'énergie (AIE), 2010, *World Energy Outlook 2010* (Paris: International Energy Agency, Organization for Economic Cooperation and Development).
- , 2013, *Oil: Medium-Term Market Report* (Paris: International Energy Agency, Organization for Economic Cooperation and Development).
- Arezki, R., and F. Hasanov, 2009, “Global Imbalances and Petrodollars,” IMF Working Paper 09/89 (Washington: International Monetary Fund).
- Banque mondiale, 2012, *World Development Report, Gender Equality and Development* (Washington: World Bank).
- , 2013, *Doing Business 2013: Smarter Regulations for Small and Medium-Size Businesses* (Washington: World Bank).
- Barajas, Adolfo, Ralph Chami, and Seyed Reza Yousefi, 2013, “The Finance and Growth Nexus Re-Examined: Do All Countries Benefit Equally?” IMF Working Paper 13/130 (Washington: International Monetary Fund).
- Barnett, Steven, and Rolando Ossowski, 2002, “Operational Aspects of Fiscal Policy in Oil-Producing Countries,” IMF Working Paper 02/177 (Washington: International Monetary Fund).
- Barro, R., 2008, “Inequality and Growth Revisited,” Working Paper Series on Regional Economic Integration No. 11 (Manila: Asian Development Bank).
- Baum, A., M. Poplawski-Ribeiro, and A. Weber, 2012, “Fiscal Multipliers and the State of the Economy,” IMF Working Paper 12/286 (Washington: International Monetary Fund).
- Baunsgaard, T., M. Villafuerte, M. Poplawski-Ribeiro, and C. Richmond, 2012, “Fiscal Frameworks for Resource-Rich Developing Countries,” IMF Staff Discussion Note No. 12/04 (Washington: International Monetary Fund).
- Behar, A., à paraître, “Comparing the Employment-Output Elasticities of Expatriates and Nationals in the GCC,” IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Behar, A., and J. Espinosa-Bowen, à paraître, “Export Spillover Implications of Global Shocks for the Middle East and Central Asia,” IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Behar, Alberto, and Caroline Freund, 2011, “The Trade Performance of the Middle East and North Africa,” World Bank Middle East and North Africa Region Working Paper 53 (Washington: World Bank).
- Behar, Alberto, Phil Manners, and Benjamin Nelson, 2012, “Exports and International Logistics,” *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*. doi: 10.1111/j.1468-0084.2012.00715.x
- Behar, A., and J. Mok, 2013, “Does Public-Sector Employment Fully Crowd Out Private-Sector Employment?” IMF Working Paper 13/146 (Washington: International Monetary Fund).
- Ben Naceur, Sami, and Ruixin Zhang, à paraître, “Financial Development, Income Inequality and Poverty: Evidence from MENA and CCA,” IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Berg, A., R. Portillo, S.-C.S. Yang, L.-F. Zanna, 2013, “Public Investment in Resource Abundant Developing Countries,” IMF Economic Review, Vol. 61, No. 1, pages 92–129.
- British Petroleum, 2013a, “BP Energy Outlook 2030” (London: British Petroleum).
- British Petroleum, 2013b, “Statistical Review of World Energy,” June (London: British Petroleum).
- Buffie, E.F., A. Berg, C. Patillio, R. Portillo, and L.-F. Zanna, 2012, “Public Investment, Growth and Debt

- Sustainability: Putting Together the Pieces,” IMF Working Paper 12/177 (Washington: International Monetary Fund).
- Cashin, P., K. Mohaddes, and M. Raissi, 2012, “The Global Impact of the Systemic Economies and MENA Business Cycles,” IMF Working Paper 12/255 (Washington: International Monetary Fund).
- Cherif, R., and F. Hasanov, 2012, “Oil Exporters’ Dilemma: How Much to Save and How Much to Invest,” IMF Working Paper 12/04 (Washington: International Monetary Fund).
- Clements, B. J., D. Coady, S. Fabrizio, S. Gupta, T. Alleyne et C. Sdravovich, 2013, *La réforme des subventions à l’énergie : Enseignements et conséquences*, (Washington : Fonds monétaire international).
- Dabla-Norris, E., J. Brumby, A. Kyobe, Z. Mills, and C. Papageorgiou, 2011, “Investing in Public Investment: An Index of Public Investment Efficiency,” IMF Working Paper 11/37 (Washington: International Monetary Fund).
- De Gregorio, J., and J.W. Lee, 2002, “Education and Income Inequality: New Evidence from Cross-Country Data,” *Review of Income and Wealth*, Vol. 48, No. 3, pages 395–416.
- Duflo, E., 2011, “Women’s Empowerment and Economic Development,” NBER Working Paper No. 17702 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Economist, 2013, “The Future of Oil—Yesterday’s Fuel,” August 3.
- Elborgh-Woytek, K., M. Newiak, K. Kochhar, S. Fabrizio, K. Kpodar, P. Wingender, B. Clements et G. Schwartz, 2013, «Les femmes, l’emploi et l’économie : avantages macroéconomiques de l’égalité des sexes». Note de réflexion des services du FMI n° 13/10 (Washington : Fonds monétaire international).
- Energy Information Administration (EIA), 2013, *Annual Energy Outlook 2013* (Washington: U.S. Energy Information Administration).
- Felbermayr, Gabriel, Benedikt Heid, and Sybille Lehwald, 2013, *Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP)—Who Benefits from a Free Trade Deal?* (Gutersloh, Germany: Bertelsmann Foundation).
- Fenochietto, Ricardo, and C. Pessino, à paraître, “Understanding Countries’ Tax Effort,” IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Fonds monétaire international (FMI), 2007, “Code of Good Practices on Fiscal Transparency” (Washington: International Monetary Fund).
- , 2012a, “Macroeconomic Policy Frameworks for Resource-Rich Developing Countries” (Washington: International Monetary Fund).
- , 2012b, “Towards Stronger Fiscal Policy and Institutions in the GCC,” paper prepared for the 2012 Annual Meeting of GCC Ministers of Finance and Central Bank Governors (Washington: International Monetary Fund).
- , 2013a, “Assessing Saudi Arabia’s Systemic Role in the Oil Market and Global Economy,” in *Saudi Arabia: Selected Issues*, IMF Country Report No. 13/230 (Washington: International Monetary Fund).
- , 2013b, “How to Unleash the Foreign Direct Investment Potential in the Maghreb?” IMF background paper for the 5th Regional Maghreb Conference, Nouakchott, Mauritania, January 2013.
- , 2013c, “IMF Executive Board Concludes 2013 Article IV Consultation with the Kingdom of Bahrain,” Public Information Notice No. 13/53 (Washington: International Monetary Fund).
- , 2013d, “IMF Executive Board Concludes 2013 Article IV Consultation with the Republic of Kazakhstan,” Press Release 13/308 (Washington: International Monetary Fund).
- , 2013e, “Macroeconomic Implications of the U.S. Unconventional Energy Boom,” in *United States: Selected Issues*, IMF Country Report No. 13/237 (Washington: International Monetary Fund).
- , 2013f, “2013 Spillover Report,” IMF Policy Paper (Washington, July).
- Forum économique mondial, 2013, *Global Competitiveness Report 2013–2014* (Geneva: World Economic Forum).
- Frankel, Jeffrey, and David Romer, 1999, “Does Trade Cause Growth?” *The American Economic Review*, Vol. 89, No. 3 (June), pages 379–99.

- Hakura, D., and A. Billmeier, 2008, “Trade Elasticities in the Middle East and Central Asia: What is the Role of Oil?” IMF Working Paper WP/08/216 (Washington: International Monetary Fund).
- Melina, G., S.-C.S. Yang, L.-F. Zanna, 2013, “Debt Sustainability, Investment and Natural Resources in Developing Countries” (non publié, Washington: International Monetary Fund).
- Mitra, Pritha, 2013 (à paraître), “Bringing Women into MENA’s Labor Force: A Path to Higher Growth,” IMF Working Paper WP [13]/[yy] (forthcoming) (Washington: International Monetary Fund).
- Muravyev, A., D. Schafer, and O. Talavera, 2007, “Entrepreneurs’ Gender and Financial Constraints: Evidence from International Data,” Discussion Paper No.706, DIW (Berlin: German Institute for Economic Research).
- Organisation internationale du travail (OIT), 2008, *Global Wage Report 2008/09* (Geneva: International Labour Organisation).
- , 2010, *Women in Labour Markets: Measuring Progress and Identifying Challenges* (Geneva: International Labour Organisation).
- Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC), 2012, *World Oil Outlook* (Vienna, Austria: Organization of the Petroleum Exporting Countries).
- , 2013, “Monthly Oil Market Report,” July (Vienna, Austria: Organization of the Petroleum Exporting Countries).
- Prasad, A., and G. Fayad, 2012, “The Natural Gas Market: Where Is It Heading?” Annex 1.1 in *Middle East and Central Asia: Regional Economic Outlook*, November (Washington: International Monetary Fund).
- Programme des Nations Unies pour le développement, Rapport sur le développement humain.
- Zakharova, D., 2008, “Fiscal Coverage in the Countries of the Middle East and Central Asia: Current Situation and a Way Forward,” IMF Working paper 08/111 (Washington: International Monetary Fund).